

Un an après l'élection du président De Klerk

La montée des violences en Afrique du Sud menace les réformes

Au bord de l'anarchie

La violence et l'horreur ont trouvé leur rythme de croisière en Afrique du Sud, avec, en moyenne, une bonne vingtaine de morts par jour. Tous les moyens sont bons pour tuer, du fusil à l'arme blanche, la nuit de préférence. L'ignoble massacre perpétré, jeudi 13 septembre, dans un train de banlieue de Johannesburg par des bandes de jeunes Noirs dont on ignore encore l'identité et les protecteurs, fait planer une menace encore plus grave, celle de voir le pays sombrer dans l'anarchie.

Les débordements viennent désormais de tous les côtés. Les uns, comme le chef Buthelezi, ont trop joué avec le feu en exploitant les antagonismes entre ethnies noires. Les autres, tel M. Nelson Mandela, en prêchant la modération et en pratiquant les compromis indispensables à toute négociation, ont perdu l'écoute de jeunes Noirs qui ont trop vécu sous le joug des Blancs. Le président Frederik De Klerk a tout autant de mal à imposer la nouvelle loi à ses propres troupes, et le camp des extrémistes, au sein de la communauté blanche, se renforce assez pour faire planer le danger d'une OAS.

CERTES, réformer un système si bien ancré, pendant quatre décennies, dans la ségrégation raciale tient de la gageure. Les changements sont fatalement trop rapides aux yeux des uns, trop lents à ceux des autres. Car il s'agit non seulement d'effacer un arsenal juridique effroyablement complexe, mais également de mettre en cause bien des intérêts acquis, de transformer manières de vivre et mentalités. Pour survivre, l'apartheid n'avait-il pas été jusqu'à inventer les bartostans, « États » qui sont souvent à la fois poches de misère et réserves de main-d'œuvre ? Et qu'avait-on entrepris, jusqu'à la libération de Mandela, pour préparer les communautés à des changements inéluctables ?

L'autorité de ceux qui « gouvernent » s'érode à un rythme inquiétant. Des forces dispersées, blanches ou noires, conjuguées désespérément leurs efforts pour empêcher l'ouverture des négociations qui doivent tracer la voie à une « nouvelle Afrique du Sud ». Pourquoi agir en pleine lumière, alors qu'il est si simple, avec une poignée de rands, de s'attacher les services de truands et de psychopathes assoiffés de sang ? Peut-on encore accueillir comme une simple péripétie les tueries aveugles des derniers jours ?

M. MANDELA s'apprête à visiter plusieurs zones rurales et projets de se rendre au Japon pour y collecter des fonds. De son côté, M. De Klerk peaufine son voyage officiel aux États-Unis et étudie la possibilité de faire escale en Amérique latine sur le chemin du retour. Ne sont-ils pas, l'un et l'autre, en train de se laisser dépasser par les événements ? Faut-il attendre le moment où l'économie va commencer à s'effondrer et où l'émigration des Blancs va devenir substantielle ? Il est plus que temps que les deux principaux avocats de la raison réaffirment leur autorité sur les partisans de l'apocalypse.

M 0147 - 915 0 - 5.00 F

Les tueries qui ensanglantent la région de Johannesburg depuis le début de la semaine ont fait six nouvelles victimes vendredi 14 septembre. La veille, des gangs de jeunes Noirs avaient attaqué un train de banlieue et massacré plus de vingt-six passagers. Face à l'anarchie qui menace le processus d'ouverture, l'ANC de Nelson Mandela se réunira d'urgence mardi prochain. Le président De Klerk - qui a eu un entretien vendredi matin avec M. Mandela - doit annoncer de nouvelles mesures pour tenter de remédier à la situation, la semaine prochaine.

L'heure des commandos de la mort

JOHANNESBURG
de notre envoyé spécial

Pas de cérémonie, vendredi 14 septembre, pour célébrer le premier anniversaire de l'élection de M. Frederik De Klerk à la tête de l'État. Les jours incertains, pour ne pas dire dramatiques, que vit l'Afrique du Sud ne se prêtent pas à des démonstrations d'autosatisfaction. Les violences, qui ont fait plus de sept cents morts en un mois dans les banlieues de Johannesburg, risquent, à la longue, de compromettre le processus de « normalisation » de la vie politique. Le gouvernement et le Congrès national africain (ANC) en brandissent la menace, tout en sachant qu'ils devront tôt ou tard s'asseoir autour de la table des négociations.

Attaques organisées, expéditions punitives, embuscades, vols à main armée, agressions individuelles : les habitants des banlieues noires ne sont à l'abri

d'aucune mauvaise surprise. Les ambulances ne s'aventurent plus dans certaines cités que sous escorte de la police. Déjà, plus de vingt mille personnes, dont les habitations ont été détruites ou qui vivaient dans des quartiers « chauds », se sont repliés dans des endroits réputés sûrs, notamment des églises et des hôpitaux. Les quelques résidents qui demeurent sur place ont dressé alentour des barricades de fortune en espérant décourager d'insaisissables agresseurs.

La responsabilité du mouvement zoulou Inkatha est lourdement engagée. L'ANC, qui clame son innocence, est bel et bien partie prenante à ces affrontements et pas toujours à son corps défendant. Après avoir exigé le retrait des forces de l'ordre, il semble se rallier, en désespoir de cause, à l'idée d'une intervention massive de l'armée.

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 5

La première thérapie génique mise en œuvre aux États-Unis

La première thérapie génique, visant à « réparer » les déficiences génétiques, devait être mise en œuvre, vendredi 14 septembre, aux États-Unis. Cette expérimentation, qui s'appliquera à des enfants atteints de déficits immunitaires extrêmement sévères, fait suite à l'autorisation accordée, mardi 11 septembre, par le gouvernement américain au docteur W. French Anderson.

Lire page 11 - section B
l'article de FRANCK NOUCHI

Cartier

Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries et les boutiques Cartier, un certificat attestant leur authenticité les accompagne.

12, AVENUE MONTAIGNE, PARIS
47.20.06.73

Opération irakienne dans la résidence de l'ambassadeur

Quatre Français dont un diplomate arrêtés à Koweït

Des soldats irakiens sont entrés vendredi matin 14 septembre dans la résidence de l'ambassade de France à Koweït et ont enlevé quatre Français, dont l'attaché militaire. A-t-on appris au Quai d'Orsay. Les trois autres Français emmenés sont trois personnes qui se cachaient depuis le début des événements dans la résidence. Le gouvernement français a exigé vendredi matin auprès de l'ambassadeur d'Irak à Paris, convoqué d'urgence au Quai d'Orsay, la remise en liberté immédiate et la restitution aux autorités françaises des quatre personnes enlevées.

« Il s'agit d'une violation très grave de la Convention de Vienne (sur les relations diplomatiques) et d'une nouvelle atteinte intolérable au droit international et à l'intégrité des personnes », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, qui a indiqué par ailleurs n'avoir pour le moment aucune autre précision sur cet événement, notamment les

conditions dans lesquelles l'enlèvement s'était déroulé.
(Lire nos informations page 28.)

A Damas, le secrétaire d'Etat américain devait rencontrer vendredi le président syrien.
(Lire l'article de François Chépaux page 3.)



Des paysans désorientés

Les agriculteurs qui ont manifesté le 13 septembre à Nevers

se sentent orphelins de l'Etat, de Bruxelles... et du Crédit agricole. Leurs perspectives semblent bouchées

usage sur leurs marchés nationaux. Le président de la FNSEA, M. Raymond Lacombe, a quelque raison, dans ce paysage troublé, de redouter « le manque de perspectives » de l'agriculture française.

Habitués, depuis les années 60, à une surprotection (tant politique qu'économique) qui engendra, au cours de la dernière décennie, une intolérable surproduction, le monde paysan découvre maintenant les affres de l'isolement, sinon de la solitude. Le temps est loin où les

agriculteurs, criant avant d'avoir mal, se voyaient aussitôt secourus par la main de Bruxelles (au moyen de l'intervention et du stockage, notamment) de l'Etat et du Crédit agricole, ces deux derniers ne faisant alors qu'un. Désormais, les liens tutélaires sont rompus. Les mécanismes communautaires - corrigés depuis seulement deux ans - ont accéléré l'urgence d'une agriculture moderne, plus exigeante en engrais et en machines qu'en hommes. L'Etat s'est désengagé de

la Banque verte, « mutualisée » en 1987. Celle-ci poursuit son recentrage vers des activités moins liées à l'agriculture. Si on ajoute la rupture consommée entre le gouvernement et la FNSEA au congrès du syndicat à Versailles, courant avril, le bilan est facile à dresser : les paysans se sentent livrés à eux-mêmes, incompris et menacés, pour les plus faibles d'entre eux (en termes financiers), de disparition.

ÉRIC FOTTORINO
Lire la suite page 21 - section C

TGB : les chercheurs et l'architecte

Les polémiques se poursuivent à propos de la Bibliothèque de France qui doit s'élever sur les bords de la Seine

La traditionnelle trêve estivale n'a pas affecté le chantier de la future Bibliothèque de France. Le professeur Higonnet de l'université Harvard qui avait sévèrement critiqué le projet français dans le *Times Literary Supplement* a été relayé par Hubert Lotman dans *The Librarian* et, dans les colonnes du *Figaro*, par Marc Fumaroli, professeur au collège de France. Comme ses collègues américains, celui-ci demande un moratoire pour la TGB. « La copie doit être recommencée après un cahier des charges enfin précis. (...) Il n'est pas trop tard pour mettre les bœufs avant la charrue. »

En un mot on reproche aux initiateurs du projet d'avoir proposé de l'architecture-spectacle plutôt que d'avoir songé à définir

un programme. Et de bâcler le contenu du futur bâtiment pourvu que le dernier des grands projets présidentiels puisse être inauguré par son commanditaire, François Mitterrand, avant la fin de son septennat.

Face à ces critiques, Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, secoue sa carrière de rugbyman un peu las. Certes, l'an-

cienn directeur de l'établissement public du Grand Louvre en a vu d'autres, mais cette polémique a vraisemblablement chatouillé son épiderme.

Il justifie la rapidité de ses décisions pour des raisons d'opportunité mais aussi pour des raisons de principe : « Chacun reconnaît que la Bibliothèque nationale ne peut plus satisfaire aux besoins de sa mission. Pour des questions de place, rue de Richelieu, et pour des questions de moyen : son budget de fonctionnement est le quart de celui de la Bibliothèque du Congrès de Washington et la moitié de son homologue de Londres. »

FRÉDÉRIC EDELMAN
et EMMANUEL DE ROUX
Lire la suite page 14 - section B

SANS VISA

Iona,
dernier repos des rois d'Ecosse
■ Gastronomie ■ Jeux
pages 15 à 17 - section B

par Joseph Rován

En retirant il y a quelques jours les armes chimiques entreposées en Allemagne, les Etats-Unis, exécutant des engagements antérieurs et satisfaisant le vœu des Verts et d'autres éléments de l'opinion de gauche en Allemagne, ont également contribué à actualiser le problème des stationnements alliés.

Cet accord fut alors sollicité par le côté allemand, malgré l'indifférence du chancelier Erhard et le peu d'empressement du ministre des affaires étrangères Gerhard Schroeder, essentiellement sous la pression de l'ex-chancelier Adenauer et de ses amis. Cet accord, qui implique des prestations financières et matérielles considérables de la part des Allemands, constitue depuis près de vingt-cinq ans un des éléments-clés de l'étroite imbrication franco-allemande, une

Il n'est plus possible désormais de traiter de la Méditerranée sans parler de Bagdad. La France, qui a souvent besoin d'intervenir en Afrique pour soutenir des gouvernements arabisés, intervient qui font, au moins indirectement et parfois même directement, appel à la « compréhension » américaine, a initié aussi à l'avenir de la Méditerranée pour ne pas favoriser un « isolationnisme » inspiré et à la fois par un pacifisme de gauche et par un égoïste souci de l'intérêt national dont les racines politiques sont à droite. C'est pourquoi nous devrions chercher à concevoir ensemble une politique au Proche-Orient et dans le sud de la Méditerranée, à l'instar de la politique minimum d'ordre mondial que représentent les Nations unies (et en cherchant à le développer), conserve un

Notre entente fondamentale devra inclure non seulement l'ensemble de nos constructions d'armement, en évitant le cas par cas, mais surtout les conceptions stratégiques, avant tout en matière nucléaire. L'idée répandue dans certains milieux minoritaires de la *gauche allemande* d'une sorte de «*double jeu*» de la France vis-à-vis de l'Union soviétique, et unilatéral poussé à l'extrême, est dans le monde actuel d'une absurdité infantile, mais l'idée d'un sanctuaire purement national aurait, si elle inspire la politique française en cet fin de vingtième siècle, des conséquences encore plus néfastes que dans les années 30, quand elle fut à l'origine de la construction de la zone Maginot. L'Europe de 1950 devra convaincre que notre sécurité, comme celle de l'Allemagne, ne peut être collective, européenne et atlantique.



A l'ouverture de la deuxième conférence des « pays les moins avancés » – les plus pauvres des plus pauvres – le président Mitterrand vient de proposer la mise en œuvre de contrats de solidarité qui devraient « associer les organisations non gouvernemen-

Ce langage n'est pas nouveau : depuis une ou deux décennies, on parle de plus en plus de ces associations humanitaires ou de développement qui s'investissent cœur et âme sur le terrain, au plus près des réalités, avec souplesse et générosité.

Nous sommes en présence d'une myriade d'associations et d'organisations dont les moyens sont très limités pour ne pas dire dérisoires, le savoir et la compétence disparates, les motivations parfois ambiguës.

Face à cette réalité où se conjuguent le meilleur et le pire, l'Etat n'offre pas grand-chose : un petit département des ONG, avenue de Villars à Paris, submergé de demandes et sous-développé en personnel, chargé de gérer bon an mal an à peine 2 % du budget de la coopération... Une misère ! Obtenir une subvention relève du parcours du combattant administratif, de décisions longues et fastidieuses dont on ne sait rien.

Les ONG sont ainsi coincées entre des donateurs qu'il faut séduire sans relâche et un Etat qui parle mais n'engage aucune politique véritable. Seules trois ou quatre organisations très médiatisées s'en tirent relativement bien, quelques autres sont favorisées par le pouvoir et le copinage, le reste doit gérer l'impossible.

Manque de confiance

Il manque, en France, une politique claire à l'égard des ONG, telle qu'elle existe dans d'autres pays d'Europe. Les solutions existent mais les rapports et dossiers sur le sujet sont enterrés (le rapport Hesse, dernier en date).

Il manque la reconnaissance pour celles qui sont actives et compétentes. Il manque la confiance qui devrait leur permettre de travailler avec beaucoup plus d'efficacité. Il manque la transparence pour des décisions qui sont prises sans concertation.

Au moment où les moyens armés mis en branle dépassent l'entendement, où la mobilisation pour la guerre fait frémir, les ONG n'ont-elles pas quelques raisons de douter, de s'interroger comparativement sur les moyens qui sont les leurs et sur ce qu'on attend vraiment d'elles ?

► Le docteur Dominique Desplats est président de l'association Santé-Sud, à Marseille.

par Georges Vedel

L'auteur du « portrait » connaissait mieux que quiconque sa prodigieuse singularité. S'il commence par évoquer le chrétien, le protestant « barthien », ce n'est pas comme on le ferait pour raconter une jeunesse dépassée : c'est pour découvrir des racines qui, jusqu'au dernier jour, ancrèrent et nourrirent André Philip. Si le chapitre consacré au résistant précède celui qui est consacré au socialiste, ce n'est pas que celui-ci ait succédé à celui-là, pas plus que l'attention au tiers-monde, si présente dans les années 60, ne fut un avatar. Tout cela était de la même veine, lucide et généreuse.

Et l'université ne fut pas pour cet homme, maître de vingt-quatre ans, son concours d'agrégation, enseignement pendant plus d'un quart de siècle - et avec quel rayonnement ! - une auberge de passage, mais un poste de combat et une maison d'accueil. Le parcours politique n'étouffait pas l'œuvre scientifique, comme en témoigne la bibliographie qui va de la thèse de doctorat à « Mai 1968 et la philosophie néo-kanak » (1970), à la « formation de la haute estime par ses pairs dans cette discipline », il avait une culture juridique et premier ordre venue de ses études et de son expérience et qui se déploya dans les débats constitutionnels qui suivirent la Libération.

Jamais le terme de « personne » ne fut mieux employé que pour désigner André Philip. C'est sa personne qui rassemble, entrelace à nous tous ces fils que lui tendent l'événement et le vécu historique. Sa foi chrétienne n'est pas vague ou flottante ; c'est bien d'une religion qu'il s'agit,

et son Dieu est présent. Mais le monde que le jeune homme, puis le sénateur d'origine politique, aura sous les yeux appelle une réponse du chrétien et, pour André Philip, cette réponse ne peut être que le socialisme. Celui-ci est entendu certes comme un certain mode d'organisation sociale et économique; son avènement suppose la médiation de l'écclésiastique, du prêtre, du religieux et le ministre lui-même ne se soit pas toujours senti à l'aise dans le cadre caritatif (ce que traduisent ses passages à la SFIO, puis au PSU ou au PSA). Mais le socialisme est d'abord une exigence: il a avant de visages que les injustices ou les maux de la société humaine ont. C'est ce qu'explique la priorité donnée dans les écrits les plus récents au tiers-monde.


La vertu d'espérance, chère à Péguet avec Laurent et Romain Rolland, fut l'un des maîtres de la pratique humanitaire avec une lucidité passionnée. Dans un texte magnifique, *Valeurs et actions*, adressé en 1969 à un public d'étudiants, cet homme qui se veut « dans la vie comme un homme ordinaire » dit tout ce sur quoi l'on n'a pas le droit de compter pour bâir la Cité des justes : sur les lois naturelles, sur le droit naturel, ni sur la morale naturelle, ni sur la « soumission au réel ». Celui-ci doit « être en contact avec l'homme, mais sans être dominé et changer sans cesse par davantage et changer sans cesse déterminisme historique, ni sur la bonté de l'homme, ni sur la spontanéité des masses, ni sur l'immaculée conception » d'une classe sociale, ni sur la splendeur des fins qui justifiaient les moyens. « C'est pourquoi donc peut se fonder l'espérance ».

Sans emphase et discrètement, André Philip nous le dit en trois phrases, qui sont le secret du texte : l'homme, ce « *sauvage* », si facilement « *barbare* », est « *l'être irremplaçable pour lequel Christ est mort sur la croix* ». Il ne faut ni le dompter ni « *anticiper sur le Jugement dernier et chercher à réaliser le royaume* »

Dans un témoignage que cite le livre, Léo Hamon évoque la « relation particulière, grave, et riche et digne de la fois d'André Philip et du général de Gaulle ». Étonnant début : quand il rejoint de Gaulle à Londres, en réponse à « la plus belle des leçons d'aggrégation » que lui fit le général sur l'État et la nation, André Philip lui dit : « Vous êtes le héros de la guerre gagnée, le maître séparé de vous. Vous, vous vous battez pour restaurer la grandeur nationale. Moi, je me bats pour bâtir une Europe socialiste et démocratique. » Et, même investi de charges importantes par de Gaulle, André Philip lui tient tête, le sermonne comme dans ces extraordinaires lettres de 1943 et de 1944 où il lui reproche de ne pas avoir « mispris tout le sens de la notion humaine » et son « aveu ».

Que croyez-vous qu'il arrivât ? Certes, le conflit politique à propos






Département

BOUCHARD PÈRE & FILS

BEAUNE DU CHATEAU

proviennent
exclusivement
des climats
surjoints des
**DOMAINES
DU CHATEAU
DE BEAUNE**
classés et
Beaux Premiers Crus.

- Les Aigres
- Les Clos
- Les Perrières
- Les Auxais
- Les Teulaines
- Les Buissons
- Les Sauts
- Les Réveries
- Clos du Roi
- Les Cents Vignes
- Ex Grands
- Les Bressandes
- Les Tonnaines
- Les Grés
- Les Teulins
- Champ Fines
- A Plain



Documentation
à votre demande
à Mmes
Bouchard Père & Fils
en Chateau P.F. 70
21100 Beaune Cedex
Tél. 03.22.10.41

Tout Bouchard Père & Fils
Distributeur exclusif
de "La Renaissance"
et du Vins-Romanée
"Les Réveries"
de la Société Civile
de Culture
de Vins-Romanée

Document
à votre demande
à Mmes
Bouchard Père & Fils
en Chateau P.F. 70
21100 Beaune Cedex
Tél. 03.22.10.41

Tout Bouchard Père & Fils
Distributeur exclusif
de "La Renaissance"
et du Vins-Romanée
"Les Réveries"
de la Société Civile
de Culture
de Vins-Romanée

« A consommer avec modération »

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lemaître (1982-1985)

Administrateurs délégués :

Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric.

Jacques Attali,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL
15, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15

ADMINISTRATION :

**1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉR
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10**

Discipline - (1745-00-00-10)

LA CRISE DU GOLFE

La nouvelle résolution du Conseil de sécurité et le sort des réfugiés

L'aide alimentaire à l'Irak et au Koweït sera acheminée sous l'égide de l'ONU

Par treize voix contre deux (Cuba et le Yémen), le Conseil de sécurité des Nations unies, présidé par le représentant de l'Union soviétique, a adopté, dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 septembre, une résolution (n° 666) définissant les critères et les conditions d'octroi d'une aide humanitaire destinée pour l'essentiel aux ressortissants d'Etats tiers retenus par les circonstances ou contre leur gré en Irak et au Koweït.

NEW-YORK
(Nations unies)

de notre correspondant

Ce texte s'inscrit dans le droit fil de la résolution 661 votée le 6 août dernier et instaurant un embargo à l'encontre de l'Irak, à l'exception des fournitures à usage médical et des produits alimentaires « dans

des cas où des considérations humanitaires les justifient ». Après avoir rappelé les termes d'une précédente résolution (n° 664, du 18 août dernier) exigeant que l'Irak autorise le départ immédiat des nationaux d'Etats tiers, la présente résolution demande au secrétaire général des Nations unies de se tenir régulièrement informé des besoins alimentaires des populations civiles en Irak et au Koweït.

A cet effet, une attention particulière devra être apportée « aux catégories de personnes qui pourraient souffrir tout particulièrement de la situation, tels que les enfants âgés de moins de quinze ans, les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes malades ou âgées ».

Pas d'embargo
pour les médicaments

Après avoir reçu ces informations, le comité des sanctions, émanation directe du Conseil de sécurité et composé des mêmes pays membres, devra faire en sorte que ces produits alimentaires soient

acheminés sous l'égide des Nations unies, « en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organismes humanitaires appropriés ».

La distribution de cette aide devra être supervisée par ces mêmes agences « de façon à s'assurer qu'elle parvienne bien aux destinataires prévus ». Au passage, ce texte précise que l'embargo ne s'applique pas aux produits médicaux. Il recommande cependant que la fourniture de ces articles soit effectuée « sous l'autorité du gouvernement du pays exportateur de ces produits, ou de celle des organismes humanitaires appropriés ».

Réuni après le vote de cette résolution, le comité des sanctions a « demandé instamment qu'une opération internationale de secours soit lancée d'urgence en faveur des Irakiens, des Philippins, des Sri-Lankais et des autres étrangers se trouvant en difficulté dans l'attente de leur évacuation du Koweït ou de

l'Irak ». Dans un premier temps, le comité autorise l'envoi d'un navire indien transportant des vivres « pour répondre aux besoins immédiats des ressortissants indiens » qui se trouvent dans ces deux pays.

C'est d'ailleurs le sort de ces centaines de milliers de ressortissants non occidentaux qui semble avoir conduit Cuba et le Yémen à voter contre la résolution qu'ils jugent discriminatoire.

Partisans d'une aide humanitaire « dans toutes les circonstances », ces deux pays, rejoints par la Chine, s'étaient prononcés auparavant en faveur d'un projet de résolution présenté par Cuba. Ce texte avait finalement été repoussé : cinq pays (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Canada, Finlande) avaient voté contre et sept, dont l'Union soviétique, s'étaient abstenus.

SERGÉ MARTI

Bagdad annonce qu'une partie des vivres destinés aux ressortissants indiens sera saisie

NEW-DELHI

de notre correspondant

Les autorités irakiennes ont fait savoir à New-Delhi qu'une partie de l'aide humanitaire envoyée en Irak aux réfugiés indiens sera utilisée pour nourrir les « citoyens » irakiens. Cette mise au point justifie les appréhensions de plusieurs Etats membres de l'ONU en ce qui concerne la destination finale de l'aide que New-Delhi souhaite faire parvenir de toute urgence à ses ressortissants.

Le gouvernement indien a, en outre, adressé un télégramme de protestation à Bagdad, estimant que l'Irak a rompu ses engagements concernant le sort des réfugiés indiens : l'autorisation accordée aux avions indiens de se poser au Koweït, la permission donnée aux réfugiés de se rendre dans les ports de Bassorah et d'Umm-Qasr, afin d'y être embarqués sur des navires indiens ; enfin, la libre circulation, sur le territoire koweïtien, des diplomates de l'ambassade de l'Inde au Koweït (qui avaient accepté de se replier à Bassorah), afin d'assister les réfugiés.

Sur ces trois points, le régime de Bagdad est revenu sur un accord verbal qui avait été donné au ministre indien des affaires étrangères, M. I.K. Gujral, lorsque celui-ci s'était rendu à Bagdad, et au Koweït le mois dernier (le Monde daté 26-27 août). Le régime de Bagdad, rapporte la presse indienne, a, d'autre part, fait savoir aux indiens employés en Irak, ainsi qu'aux ressortissants d'autres pays asiatiques, qu'ils ne pourraient plus bénéficier des rations de nourriture dont ils profitaient jusque-là. Cette mesure

revient, estime-t-on à New-Delhi, à considérer tous les travailleurs étrangers en Irak comme des otages, de façon à obliger la communauté internationale à faire parvenir des vivres à ce pays.

Afin, semble-t-il, de ménager les chances d'un retour rapide de ses ressortissants, l'Inde a adopté une attitude très modérée après l'invasion du Koweït, et cette prudence n'a pas été payée de retour, au contraire. L'Inde est durement touchée par les conséquences financières de la crise du Golfe (approvisionnement pétrolier et envoi de fonds de ses ressortissants établis dans les pays du Golfe).

Cette situation a conduit l'ambassade de l'Inde à Washington à rendre publique une note destinée à expliciter la position diplomatique de l'Inde dans la crise du Golfe. New-Delhi souligne que, « en dépit de l'énorme coût financier pour l'économie indienne », l'Inde est solidaire des « sanctions commerciales » décidées par les Nations unies. Le ministre indien des transports, M. Umkrishnan, qui rentre d'un voyage dans plusieurs pays de la région, notamment en Jordanie, a confirmé que l'Inde n'avait pas pris la mesure de l'ampleur des problèmes posés par le nombre de ses réfugiés, ajoutant que ceux-ci avaient été aggravés par la fermeture de l'ambassade de l'Inde au Koweït.

Au cours de son séjour à Amman, M. Umkrishnan a cependant obtenu des autorités jordaniennes la promesse de l'ouverture d'un camp de transit séparé pour les réfugiés indiens, à 50 kilomètres d'Amman. Ce camp pourra accueillir environ quinze mille personnes.

LAURENT ZECCHINI

Répit à Amman avant le prochain exode...

AMMAN

de notre envoyé spécial

Ils sont des centaines, assis ou couchés sur des nattes de plastique, dans le hall de la Foire internationale d'Amman transformé en centre de transit pour les réfugiés asiatiques évacués des camps du désert jordanien. Ils attendent leur transfert vers l'aéroport pour l'ultime étape de leur exode.

Rançonnés, dépouillés tout au long de leur trajet en Irak jusqu'à la frontière de la Jordanie, ces travailleurs immigrés au Koweït n'ont pu conserver avec eux que le strict minimum. Mais, vision incroyable au milieu de cet étalage au ras du sol d'hommes et de bagages gris de poussière, se dresse, bien droite, une plante verte soigneusement disposée dans un petit sac rempli de sable. « Je l'ai ramassée dans le désert en signe d'espoir », dit un Indien qui précise que d'autres ont fait comme lui. Alors qu'il avait suffisamment de difficultés à assurer sa survie sans s'embarasser de celle de cette plante, il l'a entretenue et transportée jusqu'ici.

Faire face
au pire

Après de multiples épreuves, il a connu celle d'un séjour de deux semaines dans le torride et sinistre *no man's land* de la frontière, avant d'être emmené à Amman où il ne sera resté que deux jours. Il attend maintenant avec le sourire un appel imminent pour gagner, en bus, l'aéroport où, actuellement, le port adrien permet de rapatrier plus de réfugiés qu'il n'en arrive.

Durant les deux derniers jours, après une baisse spectaculaire, le nombre des réfugiés en transit a continué de diminuer pour être à son niveau le plus bas depuis des semaines :

nettement au-dessous de 40 000 (le Monde du 13 septembre).

Pour la Jordanie auparavant irakien avait permis de mieux organiser l'accueil et l'évacuation. Mais il ne s'agit que d'un répit. Le gouvernement jordanien a confirmé, jeudi 13 septembre, le danger d'un nouvel afflux massif dans un très proche avenir.

Mardi, en visite à Amman, un dirigeant du Croissant-Rouge irakien avait prévenu que des dizaines (voire des centaines) de milliers de réfugiés se trouvant en ce moment en Irak et au Koweït — où ils vivent dans des conditions lamentables — se dirigeraient bientôt vers la Jordanie.

La diminution récente des arrivées s'explique à présent plus clairement : non seulement beaucoup de réfugiés en Irak n'ont plus d'argent pour faire le voyage vers la Jordanie — d'autant que les transporteurs irakiens le leur font payer à un prix exorbitant — mais encore, un membre du gouvernement d'Amman a reconnu, mercredi, que, comme on le devinait, son pays était en contact avec l'Irak pour que soit « régularisé » le flot des réfugiés. C'est la première fois que cet aveu est officiellement fait par les autorités jordaniennes.

Dans les locaux de la Foire internationale, notre groupe de réfugiés vient de partir en direction de l'avion qui doit les ramener dans leur pays. Mais la plante verte est restée. « Ils n'en ont plus besoin », dit un scout jordanien mobilisé pour distribuer de la nourriture ; pour ceux-là, l'espoir s'est enfin réalisé mais d'autres en ont besoin... »

FRANCIS CORNU

Le Japon quadruple sa contribution financière

Le gouvernement japonais a décidé, jeudi 13 septembre, de quadrupler sa contribution financière aux efforts internationaux dans le Golfe. Au milliard de dollars déjà promis le 29 août s'ajoutera un autre milliard destiné à payer le déploiement des forces américaines et multinationales et deux autres milliards de prêts aux pays directement touchés par la crise, l'Egypte, la Jordanie et la Turquie. Ces trois pays recevront directement une enveloppe de 600 millions de dollars à faible taux d'intérêt (1 %), le reste étant distribué après consultation avec le FMI et la Banque mondiale.

Le premier ministre nippon M. Kaifu a informé le président Bush par téléphone de cette décision prise par Tokyo « de sa propre initiative », selon le porte-parole du gouvernement. Tokyo avait aussi promis de mettre des avions à la disposition de la force multinationale pour l'acheminement de marchandises, d'envoyer dans le Golfe 800 véhicules tout-terrain et une équipe médicale. Mais les volontaires sont rares et, devant les réticences des compagnies aériennes et maritimes nipponnes, Tokyo envisage d'affréter des appareils américains. — (Reuters, AFP.)

A la demande des services du premier ministre

Le CNRS a recensé tous les chercheurs irakiens

Depuis le début de la crise dans le Golfe, les recensements de ressortissants irakiens résidant en France se multiplient. On savait que le ministère de l'Intérieur avait rapidement effectué un premier relevé en s'intéressant tout particulièrement au secteur militaire et aux entreprises privées touchant aux questions sensibles. Dans le monde de la recherche, en revanche, on restait très discret sur l'éventualité d'un recensement spécifique, d'autant que l'embargo décrété sur la coopération scientifique et technique restait très flou quant à l'attitude à tenir vis-à-vis des chercheurs irakiens.

Pourtant, dès la seconde semaine du mois d'août, la direction du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) a demandé à tous les directeurs de laboratoires de signaler à l'administration centrale la présence éventuelle, dans leurs équipes, de chercheurs irakiens ou koweïtiens. Fin août, la direction a

même relancé ceux des directeurs qui n'avaient pas répondu à cette circulaire quelque peu comminatoire.

Sujet
sensible

« Procédure normale, étant donnée la situation », expliquent-on au CNRS. D'ailleurs, la plupart des organismes de recherche se sont vu notifier une demande similaire de leur ministère de tutelle. A l'Institut national de recherche agronomique (INRA), par exemple, on reconnaît avoir dû fournir ces renseignements « aux ministères des affaires étrangères, de la défense, de la recherche, et sans doute à quelques autres », sans avoir pour autant à réaliser le moindre recensement. Au Centre national de recherche des télécommunications (CNET), on assure en revanche n'avoir reçu aucune demande officielle, « mais nous avons vérifié de nous-

mêmes qu'aucun irakien ne travaillait dans nos laboratoires ».

Une initiative spontanée, comme semble avoir été spontanée la décision de M. Claude Paoletti, le directeur du département des sciences de la vie au CNRS (trois cent quarante laboratoires et la part des effectifs du Centre) de réaliser un « recensement des ressortissants des pays suivants : Irak, Koweït, Iran, Turquie, Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Libye, Syrie, Jordanie, Liban, Pakistan ». Sa note du 30 août à l'attention des directeurs de laboratoires a provoqué une vive réaction du Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN).

Dans une lettre à M. François Kourilsky, directeur général du CNRS, la secrétaire générale du SNCS-FEN, M^{me} Rose Katz proteste contre ces « mesures discriminatoires », se prononce « pour la poursuite et le maintien de toutes les coopérations scientifiques existantes » et conseille

« aux directeurs de laboratoires de ne pas tenir compte de cette note ». Tout en affirmant qu'il s'agit là d'une décision personnelle de M. Paoletti, la direction précise que « ces pays correspondent à une zone administrative et on a profité de l'occasion pour faire un pointage de toute zone ».

La direction, à par ailleurs, confirme qu'un chercheur irakien — un civil — qui préparait une thèse de physique au laboratoire d'aérodynamique de Meudon, M. Salah Saleh, s'était vu interdire, vendredi 7 septembre, l'accès du laboratoire, sur demande de Maitignon, « il travaillait sur un sujet sensible. On lui a demandé de rester chez lui jusqu'à ce que la situation redevenue normale ». La CNRS précise qu'une dizaine de ressortissants irakiens travaillent actuellement dans ses laboratoires, mais qu'aucune mesure de ce type n'avait encore été prise.

NATHANIEL HERZBERG

* Au Koweït et en Irak.
Sources : AFP, Reuters.

« Cette guerre n'est pas la nôtre », affirme M^{me} Arlette Laguille (trotskiste). — Sous le titre « Hors du Golfe ! », M^{me} Arlette Laguille signe son éditorial hebdomadaire dans le journal *Lutte ouvrière*, en indiquant : « Nous devons faire savoir que cette guerre n'est pas la nôtre, que nous n'en voulons pas, que nous ne la paierons pas, et que nous la ferons payer politiquement aux politiciens qui en seront responsables. »

La France « est fondée à manifester sa présence » dans le Golfe, affirment les royalistes. — Dans l'éditorial d'*Aspects de la France* du 13 septembre, hebdomadaire des royalistes de l'Action française, M. Pierre Pujol écrit que « la France ne saurait accepter d'être une force d'appoint négligeable derrière les Américains dans un conflit où elle est fondée à manifester sa présence compte tenu de son influence et de son rôle séculaires au Moyen-Orient ».

سكيا من الرصاص

DIPLOMATIE

URSS

Moscou définit avec les pays occidentaux le cadre de la coopération économique

L'Allemagne et la France vont signer dans les prochaines semaines de larges traités de coopération avec l'URSS qui devraient fixer le cadre de l'aide économique et technologique qu'elles apporteront aux projets de réformes de M. Gorbatchev. Le président soviétique n'a pas encore tranché entre les différents plans pour le passage à l'économie de marché, mais c'est la proposition la plus radicale qui semble avoir le plus de chances d'être choisie.

MOSCOU

de notre correspondant

Aujourd'hui encore, on en est plus à la volonté politique qu'aux projets concrets, mais le mouvement s'accélère, et les cadres d'une vaste entrée occidentale sur le marché soviétique se mettent en place. Ainsi, jeudi 13 septembre, MM. Genscher et Chevvardnadze avaient à peine paraphé le traité de coopération qui liera l'URSS et l'Allemagne unie que M. Gorbatchev recevait au Kremlin une délégation de quinze d'hommes d'affaires américains de premier plan. Conduite par le secrétaire d'Etat, M. Baker, et le secrétaire au commerce, M. Mosbacher, elle comprenait notamment de nombreux représentants du secteur énergétique et en particulier pétrolier.

Un coup d'accélérateur — on l'a souhaité des deux côtés — devrait maintenant être donné à l'adoption par le Parlement soviétique de la loi libéralisant les régimes d'entrée et de sortie d'URSS. Le Congrès américain devrait, en conséquence, lever les derniers obstacles à un véritable développement des relations commerciales entre les deux pays.

Parallèlement, une troisième délégation, d'hommes d'affaires français cette fois, était attendue à Moscou, et la France et l'Union soviétique travaillent en ce moment à la préparation d'un traité élargissant et institutionnalisant leurs relations dans tous les domaines. Ce traité pourrait être signé en octobre prochain, lors de la visite à Paris du président soviétique. La question de savoir s'il faut ou non aider M. Gorbatchev devient ainsi de plus en plus vaine. Les faits sont là : à Washington comme à Bonn ou à Paris, on a tranché, et la réponse est « oui ».

Pour Bonn, la volonté de faciliter l'unification allemande a joué là un grand rôle. Pour Washington, l'appui, la solidarité même,

manifestés par le Kremlin dans l'affaire du Golfe ont pesé lourd. C'est à Helsinki, dimanche dernier, que M. Bush a donné une nouvelle impulsion à la coopération économique avec l'URSS en souhaitant qu'elle devienne « aussi étroite que possible ».

Pour la France enfin, qui, dans un tout autre contexte, avait été, sous le général de Gaulle, le pionnier des relations commerciales avec l'Union soviétique, il s'agit de ne pas laisser, par passivité, déséquilibrer l'Europe en la laissant s'articuler autour d'un axe germano-russe.

Si ces trois facteurs ont joué, c'est parce que l'URSS a commencé, il y a cinq ans, à tourner la page du léninisme et de l'exportation de la révolution. Les projets de coopération économique qui s'esquissent aujourd'hui relèvent fondamentalement du crédit que les gouvernements occidentaux ont accordé à la bonne foi de M. Gorbatchev. Dès lors qu'on a cru que son objectif était de rompre avec le communisme et de tenter de sortir son pays de la ruine, la seule question qui se posait était de savoir s'il était ou non possible de l'y aider.

Un espoir dans la crise

Le spectacle aujourd'hui donné par l'URSS inciterait à première vue à considérer que ce n'est pas. Le pays éclate. Non seulement les quinze Républiques tirent chacune de leur côté, mais au sein même de ces Républiques fédérées les minorités nationales se révoltent, les Républiques et régions autonomes réclament leur souveraineté et le pugilat est total entre l'ancien appareil, qui campe sur ses positions, et les nouvelles forces politiques, qui naissent et disparaissent dans une absolue confusion.

Economiquement parlant, les anciens rouages cassent les uns après les autres. Les nouveaux tardent à se mettre en place, car personne ne sait trop comment passer de l'économie stalinienne à l'économie de marché, et les réformes, en tout état de cause, coûteront, du point de vue social, extrêmement cher.

De plus en plus diminué par l'écroulement du parti, la disparition de la peur et l'affirmation des républiques, le pouvoir central n'a plus, dans une période de crise généralisée, les moyens d'agir vite. Démocratie oblige, il faut compter, entre autres, avec seize Parlements — celui de l'URSS et celui des quinze Républiques.

On pourrait difficilement imaginer plus sombre tableau, mais il

y a pourtant, dans ce pays, une raison fondamentale d'espérer que le pis n'est pas certain : après soixante-dix ans de guerre civile, froide ou chaude, les Soviétiques — même dans le Caucase — refusent la douleur et le sang. Dès lors que le chaos meurtrier n'est pas une fatalité, l'intérêt du monde est de contribuer à ne pas le rendre inéluctable.

Il serait en effet tout à fait illusoire d'imaginer que la moitié du continent européen puisse se retrouver à feu et à sang sans que l'autre, sa partie occidentale, subisse une déstabilisation. Il est en outre aberrant de laisser se perdre une chance historique d'étendre la démocratie et la stabilité à l'ensemble du continent.

Enfin, si les dirigeants soviétiques sont divisés sur les moyens et le rythme du passage à l'économie de marché, le choix fondamental est fait. Avec un plan ou l'autre, l'URSS s'engage, à très brève échéance, dans l'économie de marché, et non seulement les chances sont très grandes qu'elle le fasse sur la base du plus radical des projets en lice, le « plan Chataline », que soutiennent MM. Gorbatchev et Eltsine, mais il se pourrait bien aussi que s'opère à cette faveur une recentralisation du pouvoir. Jeudi, tandis que MM. Gorbatchev et Chevvardnadze recevaient leurs hôtes allemands et américains, l'un des conseillers économiques du président soviétique, M. Petrakov, a en effet confirmé que pourrait être créé, sous l'autorité de M. Gorbatchev, un « conseil économique républicain d'urgence jouissant de pouvoirs spéciaux, délégués volontairement par les Républiques qui souhaitent passer à l'économie de marché ».

« Le capitalisme arrive... »

Ce projet semble avoir le soutien de M. Eltsine, et la réforme économique pourrait ainsi être mise en place par décrets présidentiels bénéficiant de l'appui des forces réformatrices. Ce serait là un moyen, d'une part, de marcher vers une unification du parti du mouvement et, de l'autre, de contourner l'énorme machine obstructionniste de l'appareil gouvernemental. On ne traite peut-être pas autant qu'il y paraît et, après leur entrevue avec M. Gorbatchev, les hommes d'affaires américains exprimaient bruyamment un enthousiasme sans retenue. Hâti, mais sur le fond juste, leur diagnostic était clair : « Le capitalisme arrive en URSS ».

BERNARD GUETTA

En visite en Tchécoslovaquie

M. Mitterrand propose de réunir à Prague les assises d'une future « confédération européenne »

M. Mitterrand, au premier jour de sa visite d'Etat en Tchécoslovaquie, a été accueilli jeudi 13 septembre après-midi à l'Assemblée fédérale tchécoslovaque par le président de cette Assemblée, M. Alexandre Dubcek — l'homme du « printemps de Prague » — qui salua en son hôte « le démocrate, le socialiste, l'humaniste ». Développant une idée qu'il avait évoquée quelques heures plus tôt lors du déjeuner officiel donné en son honneur au Château, par le président-dramaturge et maître des lieux, M. Vaclav Havel, le chef de l'Etat français a proposé à Prague d'accueillir en 1991 des assises chargées de réfléchir à ce que pourrait être à terme une « confédération européenne ».

PRAGUE

de notre envoyé spécial

« Au-delà des structures existantes (...), a suggéré M. Mitterrand, il faut commencer à imaginer un scénario où les pays d'Europe, débarrassés des problèmes d'armement et de rapports de force qui dominent encore les conversations d'aujourd'hui, puissent réaliser une entente continentale qui commencera par l'ouverture d'un dialogue permanent. (...) Pourquoi ne pas imaginer, dès l'année prochaine, un vaste débat entre Européens de toutes formes de cultures, ayant appartenu à des blocs différents, mais heureux de se retrouver pour construire en commun ? (...) J'y travaillerai de mon côté. »

Cette proposition française ne pouvait que combler d'aise M. Havel qui l'a jugée « brillante ». Dans l'esprit de M. Mitterrand, il s'agit de réviser — pour la construire ensuite — l'Europe de demain, de la même manière qu'au congrès de La Haye, présidé par Churchill et auquel il participait en tant que jeune parlementaire, on « révisait l'Europe, mais en rêvant, on la construisait (...) puis qu'il n'a fallu que neuf ans pour lui donner corps ».

La Tchécoslovaquie souhaite aussi tenir toute sa place au sein de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) avant — et surtout après — le sommet de novembre à Paris, « premier rendez-vous de l'Europe réunie », selon les mots de M. Mitterrand. Au cours de son toast, le chef de l'Etat a estimé

que « la Tchécoslovaquie et Prague sont particulièrement qualifiées pour recevoir des institutions permanentes » de la CSCE. C'était aller au devant du désir de M. Havel de voir le secrétariat permanent de la CSCE être domicilié à Prague. L'éventuelle adhésion de la Tchécoslovaquie à la CEE appartient à un avenir beaucoup plus lointain. M. Mitterrand a incité ses hôtes à la patience, leur conseillant d'« épouser les circonstances » et d'« aménager les étapes », ce qu'ils s'approprient à faire puisqu'ils négocieront cet automne un accord d'association avec les Douze.

Le souvenir de Munich

M. Mitterrand en a profité pour esquisser une philosophie de l'Europe, dont la construction semble plus obéir aux « commandements de l'histoire » qu'à la « vertu des hommes ». « On a constamment l'impression de buter sur l'irréalisable et pourtant depuis 1957, on n'a pas cessé d'avancer (...) comme s'il y avait une prédestination. Je ne sais quelle idée platonicienne qui implique de quelle façon l'Europe devait se comporter pour guérir de ses drames après mille ans d'histoire sanglante de grandeurs et de déchirements. »

Le souvenir de Munich, évoqué par MM. Mitterrand et Havel, habita cette journée pragoise. Le président-dramaturge avait initialement songé à inviter ensemble M. Mitterrand et M. Thatcher pour commémorer l'événement. Cette idée ne résista pas aux susceptibilités franco-britanniques. M. Mitterrand se remémora « cet abandon tragique » et M. Havel, évoquant l'« agression trahison » contre Kowlew estima que la « leçon de Munich » ne devait pas être oubliée. La veille, il avait annoncé que son pays envisageait une assistance militaire à l'Egypte et une aide sanitaire à l'Arabie saoudite.

Excellentes sur le plan politique, les relations entre Paris et Prague sont plus que prometteuses dans le domaine culturel. Trois accords ont été signés jeudi. Ils portent sur la formation des cadres tchécoslovaques, l'accueil de stagiaires en France et le statut des centres culturels français à Prague et Bratislava. Le premier de ces centres a été rénové, le second ouvrira bientôt ses portes. Plusieurs milliers de stagiaires recevront une formation en France, des centaines de bourses d'études seront attribuées. Des

filiales de français ont été créées cette année dans quatre lycées bilingues, en attendant mieux. Seule ombre au tableau : la presse française est mystérieusement et totalement absente des kiosques où trônent tous les journaux européens parus le matin même.

La carte anti-allemande

De l'aveu même des deux présidents, les relations économiques et commerciales ne sont pas à la hauteur « des expériences et des possibilités ». M. Raymond Lévy, président de Renault, est du voyage en compagnie de son allié, M. Fehr Gyllensmarm, président de Volvo Suède. La Régie, qui souhaite prendre une participation de 49 % dans le capital de Skoda, afin de produire une voiture « populaire », se retrouve, dans cet appel d'offres, au coude à coude avec Volkswagen.

L'affaire a une évidente portée politique. La France attend de la Tchécoslovaquie qu'elle prenne une initiative en sa faveur. Faute de cette impulsion, la coopération culturelle risquerait assez vite de stagner. Paris fait valoir à la Tchécoslovaquie que son intérêt n'est pas, à peine sortie de l'orbite soviétique, de tomber sous une tutelle germanique, mais au contraire de diversifier au maximum ses partenaires. Conscient du danger, M. Havel admettait jeudi qu'il ne serait « pas sage d'avoir des relations économiques avec les seuls proches voisins ». En attendant, les lobbies pro-français et pro-allemands rivalisent dans les couloirs du Château.

Bain de foule

Après un dépôt de gerbe devant la statue de saint Venceslas, les deux hommes savourèrent un bain de foule, dans ce climat bon enfant, où se mêlent l'expérience et gentillesse, où les gardes du corps officiels portent jeans et baskets, où les motos des policiers forment d'un cœur rouge, le signe fétiche du président, et où sur la place de la vieille ville la fanfare militaire joue des airs de Broadway. Les chateaux « Vive Havel ! » des badauds rappelaient que « Saint Vaclav » est sans doute le plus populaire de tous les dirigeants de la planète.

Vendredi matin, le président tchécoslovaque devait, en l'honneur de la France, faire inaugurer par son visiteur une rue De Gaulle. Décidément, M. Havel a l'humour intact.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Le traité d'amitié et de coopération germano-soviétique

Le couronnement de la « ligne » Genscher

Au lendemain même de la signature à Moscou du traité qui permettra à l'Allemagne de retrouver dans deux semaines sa pleine souveraineté, le premier acte du gouvernement de Bonn aura été de définir avec l'URSS le cadre des nouveaux rapports germano-soviétiques. MM. Hans Dietrich Genscher et Edouard Chevvardnadze ont paraphé, jeudi 13 septembre, un « traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération ». Celui-ci sera solennellement signé à Bonn par le chancelier Kohl et le président Gorbatchev après la réalisation de l'unité allemande le 3 octobre prochain.

BONN

de notre correspondant

Ce texte s'inscrit dans la lignée du traité de Moscou signé en 1970 par Willy Brandt et Leonid Brejnev, et de la déclaration commune adoptée en juin 1989 lors de la visite en RFA de Mikhaïl Gorbatchev. Il doit servir de fondement à des accords spécifiques concernant le retrait des troupes soviétiques de l'ex-RDA et la coopération économique. L'esprit de ce texte s'exprime dans l'article 3, qui stipule que « la République Fédérale d'Allemagne et l'URSS renonceraient à la menace ou à l'utilisation de la violence dirigée contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique

de l'autre partie ou qui serait d'une manière ou d'une autre en contradiction avec les principes de la Charte des Nations unies ou de l'Acte final de la CSCE ». Les deux pays invitent en outre les autres Etats à se joindre à cet engagement de non-agression mutuelle.

Cette proclamation d'un renoncement à la violence s'accompagne d'un engagement des deux parties à « considérer aujourd'hui et pour l'avenir comme inviolables les frontières qu'elles existent le jour de la signature du traité ». Cet aspect de l'accord confirme le renoncement de l'Allemagne à formuler dans l'avenir aucune revendication territoriale, engagement qui figure déjà dans le traité signé la veille avec les Alliés de la seconde guerre mondiale. Mais n'est pas sans conséquence sur le soutien que pourraient espérer de la part de Bonn les Républiques soviétiques désireuses d'accéder à l'indépendance, au premier rang desquelles les Républiques baltes.

Dans ce domaine, comme dans le domaine économique, M. Genscher met en œuvre avec opiniâtreté la ligne qu'il avait été le premier à formuler en 1987 : aider M. Gorbatchev et tout faire pour éviter que l'URSS ne s'effondre dans un chaos incontrôlable.

En retour, Moscou s'engage à donner la possibilité aux « Soviétiques de souche allemande qui veulent préserver leur langue, leur culture et leurs traditions de développer leur identité nationale, linguistique et culturelle ». Bonn sou-

haite depuis longtemps que les « Allemands de la Volga », dispersés par Staline pendant la seconde guerre mondiale, soient rétablis dans leurs droits antérieurs, y compris l'instauration d'un territoire autonome. On ne craint rien tant en Allemagne qu'un afflux massif de ces quelque deux millions de personnes qui retrouvent, deux siècles après la transplantation de leurs ancêtres, un brusque amour pour une mère patrie prospère.

13 milliards de marks pour le retrait des troupes

Cette perspective a également été déterminante dans la négociation du « traité de transition » qui définit les modalités du retrait progressif des 380 000 soldats soviétiques stationnés en RDA. Le ministre ouest-allemand des finances, M. Theo Waigel, présentant jeudi à Bonn les résultats des discussions avec le vice-premier ministre soviétique Stepan Siratjan, justifiait les coûts engendrés par cette opération en constatant : « Si nous n'avions pas fait un pas dans la direction des Soviétiques, le retrait des troupes aurait pu durer sept à huit ans, ce qui n'est pas dans notre intérêt ».

L'addition finale se monte à 13 milliards de deutschemarks, qui se décomposent ainsi : 7,8 milliards pour la construction de trente-six mille logements pour les soldats rapatriés et leur famille. 3 milliards sont consacrés aux frais d'entretien de l'armée rouge en Allemagne jusqu'au 31 décembre

1994. Le reste doit financer le transport des troupes et du matériel vers l'URSS (1 milliard) et l'aide à la reconversion professionnelle des soldats démobilisés (0,2 milliard). A cela vient s'ajouter 1 milliard représentant les intérêts, assumés par Bonn, d'un crédit de 3 milliards sur quatre ans utilisés par les Soviétiques pour financer le stationnement de leurs troupes en Allemagne. Les militaires des autres puissances alliées stationnées en Allemagne ne doivent pas, eux, s'attendre à de telles largesses et devront régler seuls leurs problèmes de logement lors de leur retour dans la mère patrie. Interrogé à ce sujet, M. Hans Dietrich Genscher s'est écrié : « Ce sont des amis, nous les avons pris de rester ! »

LUC ROSENZWEIG

Le service militaire réduit à douze mois en Allemagne. — Le Bundestag a adopté, jeudi 13 septembre, un projet de loi qui réduit, à compter du 30 septembre prochain, le service militaire en Allemagne à douze mois, alors qu'il était de quinze mois précédemment. Le service civil, dont la durée a toujours été supérieure à celle du service militaire, a été ramené à quinze mois. Après l'unification des deux Allemagnes, le 2 octobre prochain, la nouvelle armée nationale ne devrait pas compter plus de 370 000 hommes au total, aux termes d'un accord intervenu entre MM. Kohl et Gorbatchev. — (AFP)

ASSO 90 : une initiative de francophiles militants

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

« Dès janvier j'ai dit aux Français : ne perdez pas de temps, nous risquons d'être germanisés dans cinq ans. » Jeune médecin hospitalier pragoise issue d'une famille aux solides traditions francophiles, Vaclav Chytil n'a pas perdu de temps dès que l'effondrement du régime communiste a permis aux Tchèques de renouer avec l'Europe : avec sa femme Jane et une douzaine d'amoureux de la France, il a fondé une nouvelle association tchéco-française, ASSO 90, qui regroupe déjà quelque six cents adhérents en pays tchèque, doublée d'une association slovaque-française.

ASSO 90, qui a démarré avec un modeste fonds alimenté par les cotisations de ses membres, n'a rien à voir avec l'association France-Tchécoslovaquie

qui était financée par l'ancien régime auquel elle servait en fait d'outil de propagande en France.

ASSO 90 est une initiative entièrement privée pour laquelle ces enthousiastes de la culture française se démenent sans compter dans le simple but de resserrer les liens entre les habitants des deux pays et de permettre à leurs compatriotes de mettre à profit tout ce que la France peut apporter comme aides scientifiques et culturelles, bourses, stages de formation, etc. Avec une prière à l'intention des Français : privilégiez les canaux directs, ne vous adressez pas toujours à l'Etat « car ici il fonctionne mal » et la bureaucratie peut noyer les programmes les mieux conçus.

SYLVIE KAUFFMANN

ASSO 90-Opelotova ul 41-110 00 Prague. Téléphone : (422) 26 40 28.

Le Monde
PUBLICITE LITTERAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

سكرا من الرزق

ASIE

CHINE : la préparation des Jeux asiatiques

Pékin empêtré dans ses symboles

Pékin attend beaucoup des Jeux asiatiques, qui s'ouvrent dans la capitale chinoise le 22 septembre, pour redorer son blason terni par le massacre de juin 1989. Toutes les mesures ont été prises pour que cette manifestation soit un franc succès.

PÉKIN

de notre correspondant

Sur la route menant de la capitale à la vallée mortuaire des empires Ming, une des plus fréquentées du pays par les autocars de touristes occidentaux, un bien étrange statue a récemment fait son apparition. C'est la dernière manifestation de ce jeu des symboles qui est au cœur de la communication politique en Chine communiste.

Étrange effigie, d'abord, que cette statue équestre. Le cheval paraît s'avancer vers la capitale, venant du nord, comme les barbares d'antan. Pourtant, l'individu qui le monte est un Chinois de souche. Plus étrange encore est son identité. À l'heure où la Chine assure au monde vouloir continuer à s'ouvrir et se moderniser. Il s'agit en effet de Li Zicheng, le chef d'une insurrection paysanne qui mit fin en 1644 au règne de la dernière dynastie impériale chinoise, celle des Ming, dont les tombeaux, à proximité, font la fierté de l'industrie touristique nationale.

Il y a plus de dix ans qu'on ne parlait plus de ce « héros ». Et pour cause : il incarne toutes les tares dont Mao Zedong avait fait des vertus, de la brutalité irrefrénable à la propension anarchisante. Le soulèvement de Li Zicheng, né de la famine, fit un nombre considérable de morts parmi les fonctionnaires corrompus de la dynastie décadente. Mais son rôle historique consista surtout à semer une telle terreur que les autorités n'eurent d'autre ressource que de faire appel à un peuple étranger, les Mandchous, pour ramener l'ordre.

Les Mandchous régnèrent ainsi jusqu'à la chute de l'empire, en 1911.

Mao lui-même n'en était venu à admirer Li Zicheng que pour justifier les thèses sur la révolution paysanne qui lui permirent de prendre le pouvoir. Car, en 1929, le futur fondateur de la Chine populaire mettait encore ses partisans en garde contre un comportement « hors-la-loi », dont il citait Li Zicheng comme un archétype. Dix ans plus tard, l'inadmissible ne l'était plus : Mao présentait dès lors Li Zicheng comme un de ces insurgés paysans responsables des « seules véritables forces motrices dans le développement de l'histoire » de Chine. Tout au plus reprochait-il à ces soulèvements, le plus souvent produits de la famine ou de catastrophes naturelles, d'avoir manqué « d'une direction juste comme celle qu'assurent aujourd'hui [en 1939] le prolétariat et le Parti communiste ». Bref, Li Zicheng aurait gagné à être marxiste.

La Grande Muraille et le panda

Ce que l'histoire officielle ne précise pas, mais qui confère une actualité inquiétante à la réapparition de ce personnage, est un trait de caractère qu'il partageait avec Mao : ce fils de paysan issu du terroir profond, pauvre, devenu employé de poste, avait été licencié dans un dégraisage administratif et avait en horreur les lettrés. Il s'employa donc à exterminer autant de représentants que possible de cette engance honnie.

Comme par hasard, la statue en question se trouve entre le quartier des universités et une bourgeoisie, Changping, célèbre pour son ultra-conservatisme idéologique. C'est là, au printemps 1989, que furent proférées publiquement les premières dénonciations des représentants du « libéralisme bourgeois » à la tête du régime. La statue apparaît donc comme un avertissement permanent aux cerveaux en cours de formation sur les campus : la Chine est, et doit demeurer, un univers rural où les

idées occidentales n'ont de place qu'à condition de ne pas remettre en cause l'absolutisme du pouvoir central.

Mais, à force de s'adonner à ce jeu des symboles politiques, le régime donne l'impression de ne plus savoir où il en est. En glorifiant un Li Zicheng, il rend involontairement hommage à un chef de bande à qui tout légaliste de l'histoire de Chine impériale et centralisée — et Dieu sait que la dynastie communiste l'est — peut reprocher d'avoir fondé, ni plus ni moins, un royaume indépendant.

Comme le font encore aujourd'hui certains illuminés au fin fond des régions reculées avant de finir, le plus souvent, d'une balle dans la nuque. À leur manière, les maîtres de ces mini-« royaumes » — dont le premier acte de « gouvernement » consiste en général à lever des taxes à leur usage exclusif — témoignent de la déliquescence de l'autorité centrale, ce même phénomène que redoute M. Deng Xiaoping, soucieux d'empêcher la Chine de plonger « dans le chaos ».

Deux autres symboles lourds de sens s'étaient par centaines de milliers d'exemplaires sur tous les supports à travers Pékin, en ces semaines d'ultimes préparatifs avant les Jeux asiatiques, dont le régime compte faire un modèle d'organisation lui permettant de postuler un jour pour les Jeux olympiques. Il s'agit, évidemment, de la Grande Muraille et du panda, qui figurent

sur les logos officiels de ces compétitions. La mascotte en est un panda nommé, on ne sait trop pourquoi, Pan-Pan (prononcer « panne-panne »).

La Grande Muraille. Peut-être le plus grand bluff de l'histoire. Ostensiblement, c'est la matérialisation de l'idée d'empire du Milieu, destinée à décourager toute invasion barbare par ses proportions colossales. Un poncif : « Les astronomes ont confirmé que la Grande Muraille était le seul édifice visible de la Lune », est répété à la moindre occasion par le régime. Un autre, de l'ordre du publicitaire : « Celui qui n'a pas gravi la Grande Muraille n'est pas vraiment un homme. » Ou encore, quand l'administration du tourisme pousse le bouchon un peu loin : « La Grande Muraille est une des huit merveilles du monde ».

Effacer les traces des chars

Quantité de banalités édifiantes ont été énoncées sur ce mur gigantesque qui étend ses 6 350 kilomètres d'est en ouest. On doit celle-ci, désarmante, à M. Richard Nixon : « En effet, quel grand mur ! » Pour l'extrême plaisir de M. Deng quand il s'agit de séduire l'Amérique, on a même vu un conseiller américain à la sécurité scruter l'horizon, du haut de ladite muraille, vers l'Union soviétique au nord, en demandant à ses accompagnateurs chinois :

« L'ours polaire est bien dans cette direction ? »

Les caciques communistes s'étaient indignés de ce que les auteurs de la célèbre série télévisée « l'Épique du fleuve » s'en étaient pris à deux ans à cet édifice national. Les contestataires y voyaient une marque pathétique du repli sur soi-même qui a marqué une grande part de l'histoire de la Chine et de son incapacité à absorber les influences étrangères. C'était profaner le sacré.

Cependant, une particularité de cette construction militaire n'est jamais mise en avant. Aucune bataille d'importance n'y a jamais été livrée, et pourtant les envahisseurs l'ont toujours franchie quand ils s'en sont donné les moyens : ils achetaient les gardes. Le plus grand édifice construit par l'homme à illustré de manière systématique l'état de maladie du pouvoir qui en était l'architecte.

Et le panda ? Il ne prétend pas donner de leçons de philosophie politique. L'ours noir et blanc qui fait la joie des visiteurs des zoos qui ont reçu ce cadeau de la Chine est au contraire craintif, presque mal dans sa peau, pourtant protégée par une loi draconienne. Trois braconniers ont été exécutés pour avoir tué des pandas en vue d'en vendre la peau. Le World Wildlife Fund en a fait, lui aussi, sa mascotte. Le régime va même déplacer des populations hors des réserves où l'animal est appelé à

se perpétuer. Des symboles prêts à servir, la Chine en regorge. Mais, depuis quelques semaines, Pékin, cité de géomancie impériale, détient l'arme absolue en la matière : le symbole immatériel. C'est en effet ce à quoi font penser les chaussées des grandes avenues, maintenant qu'elles ont été recouvertes d'une nouvelle couche de goudron après qu'une grosse machine en eut grignoté, mètre après mètre, le revêtement précédent où s'étaient enfoncées les chenilles des chars envoyés par le régime contre sa population en 1989.

Les Jeux asiatiques, transformés en épreuve de force politique, peuvent se tenir fin septembre comme prévu. Pékin a fait peau neuve. Le passé se veut oublié. On a même mis les étudiants en vacances prolongées pour éviter qu'ils ne se trouvent à Pékin en même temps que la presse internationale. Tout au plus certains visiteurs curieux s'aperçoivent-ils qu'au bas du monument aux Héros du peuple, au centre de la place Tiananmen, l'armée, chargée du maintien des lieux, n'a toujours pas réparé les marches que les chars avaient défoncées lors de l'évacuation des manifestants. Manifestation de mauvaise humeur des militaires face à un pouvoir politique qui les a contraints à tirer sur la foule, et dont tout un chacun sent qu'il n'est plus à la hauteur de la situation ?

FRANCIS DERON

“On appelle ta mère?”

Les Etats-Unis. Un coup de fil et vous y êtes.

Il retenait sa respiration jusqu'à ce qu'elle chuchote : oui. Le temps semblait être suspendu. Et puis, tout d'un coup, ils ont eu envie de le crier, de le dire à tout le monde. A tout moment mais surtout dans ces moments-là, c'est tellement bon de savoir que vous pouvez vous confier d'abord à ceux que vous aimez. Et que vous pouvez même s'ils sont de l'autre côté de l'Atlantique, partager avec eux de telles nouvelles, au téléphone.

Avec AT&T et France Télécom, leaders mondiaux des télécommunications, les lignes entre la France et les Etats-Unis sont ouvertes à tous. Pour un prix bien moindre que vous ne le pensez, le téléphone peut vous rapprocher de ceux qui vous sont chers aux Etats-Unis.



Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
La Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimeur
du Monde
12, rue M. Gombert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-28-33.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans,
directrice du développement
S, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 45-55-94-70 - Société Éditée
du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez nous l'abonner à votre nom sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

PUBLICITE

EUROPE

URSS : après une explosion dans une usine proche d'un site nucléaire militaire

Nuage toxique sur une ville du Kazakhstan

Un incendie survenu dans une usine travaillant pour le nucléaire a provoqué une importante pollution et une véritable panique, mercredi 12 septembre à Oust-Kamenogorsk, au Kazakhstan. Selon les autorités soviétiques, aucune contamination radioactive n'est à craindre. Mais le nuage qui s'est abattu sur la région serait très toxique. L'agence Tass précise qu'il y aurait plusieurs blessés.

L'accident s'est produit dans une usine métallurgique « travaillant des métaux spéciaux pour le nucléaire, tels que le beryllium qui sert à modérer les réacteurs », a indiqué M. Mikhail Ryzhov, directeur des relations extérieures du ministère de l'énergie atomique et de l'industrie d'URSS, qui assistait, jeudi 13 septembre à Vienne, au conseil d'administration de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont fait partie son pays. Selon lui, cette usine ne fabrique pas de combustibles nucléaires, et il n'y a donc aucun risque de radioactivité. En revanche, a-t-il reconnu, « il y a eu de gros problèmes respiratoires » parmi la population. Un énorme nuage de fumées toxiques s'est en effet formé, s'étendant, selon les informations recueillies à Vienne, « jusqu'à la frontière chinoise », située à environ 300 km de l'usine. Il contient probablement d'importantes quantités de poussières d'oxyde de beryllium, extrêmement nocif (lire encadré).

Des habitants paniqués

Reste que la proximité immédiate du site de Semipalatinsk laisse à penser que cette usine travaillait aussi pour les militaires. Le beryllium peut servir également, en effet, pour la fabrication de sources à neutrons entrant dans la fabrication des bombes thermonucléaires. Par ailleurs, précise un expert français, si l'oxyde de beryllium a bien été employé, ainsi que l'affirme M. Ryzhov, comme modérateur dans les réacteurs nucléaires, ce n'est plus le cas aujourd'hui sauf peut-être dans ceux qui sont installés sur les Soviétiques sur certains de leurs satellites.

Selon le quotidien *Izvestia*, l'accident a provoqué une véritable panique sur la ville. En effet, écrit le journal : « Il n'est un secret pour

aucun habitant de Oust-Kamenogorsk que sous l'appellation anodine d'« usine métallurgique d'Oubinsk » se cache une installation ultra secrète du ministère soviétique à l'énergie atomique ».

La région était baignée dans la brume au moment de l'explosion, et des « nappes de brouillard mêlé au gaz » ont recouvert les rues », ajoute le journal. Des habitants paniqués « ont abandonné leur domicile, et certains ont même quitté la ville ». Aussitôt après l'explosion, les autorités ont lancé des messages à la radio, appelant les habitants de la région à rester calfeutrés chez eux. Les systèmes d'aération de tous les établissements et entreprises ont été coupés pour éviter la propagation d'air contaminé. « Tous ceux qui

possédaient des masques à gaz et des appareils respiratoires les ont mis pour sortir de l'endroit où ils se trouvaient. Les conducteurs des voitures circulant dans la ville avaient tous des masques à gaz. C'était comme les images d'un film devenu réalité », raconte le correspondant du journal.

Le quotidien critique violemment la « volonté insensée » des autorités, qui ont fait installer des « organes secrets » au centre-ville. L'usine « a transformé la ville en cage du polygone d'essais nucléaires » toujours en activité », ajoutent les *Izvestia*. Selon l'agence Tass, le niveau de radiation est normal. Il n'y a eu que quelques blessés et personne n'a été contaminé. L'agence précise que des prélèvements de l'air et du sol sur tout le territoire de la ville sont en cours.

J.-P. D.

Le beryllium : un métal très toxique

Le beryllium est un métal très léger (sa densité est inférieure d'un tiers à celle de l'aluminium). S'il permet la fabrication de bronzes spéciaux de très bonne tenue mécanique, il est surtout employé aujourd'hui dans l'industrie nucléaire.

Il a servi au gainage des éléments de combustible des réacteurs nucléaires, mais aujourd'hui, au moins dans les pays occidentaux, il est remplacé par le zircalloy, un alliage au zirconium, de meilleure tenue à l'irradiation. En France, seule la centrale de Brennilis (Finistère), aujourd'hui définitivement arrêtée, fut équipée de combustible au beryllium. Et, s'il n'est pas exclu que les Soviétiques l'emploient encore pour cet usage, la localisation de l'usine où s'est produite l'explosion laisse supposer une utilisation militaire. Oust-Kamenogorsk est en effet situé près du site d'essais nucléaires souterrains de Semipalatinsk, au Kazakhstan (1).

Bombardé par une source de rayons alpha, le beryllium se transforme en effet en émetteur de neutrons. Joliot-Curie utilisait pour ses travaux des sources radium-beryllium. Aujourd'hui, le radium est remplacé par du plutonium, de l'américium ou du californium, et l'ensemble constitue un des composants de la bombe H, affirme un expert.

Plusieurs spécialistes français interrogés s'accordent cependant pour estimer que le beryllium, en tant que tel, n'est pas (ou « très peu ») radioactif. En revanche, l'oxyde de beryllium, qui se forme très rapidement au contact du métal avec l'air, est extrêmement toxique. Sous forme de nuage pulvéulent, les microparticules d'oxyde de beryllium ont un effet redoutable si elles sont inhalées. Cela explique probablement les mesures prises par les autorités soviétiques, qui ont demandé à la population de se calfeutrer et d'utiliser des masques à gaz après l'explosion de Oust-Kamenogorsk.

L'empoisonnement aigu par le beryllium produit « de la fièvre, une toux, une cyanose, et un cadavre pulmonaire, symptômes semblables à ceux des empoisonnements par les gaz irritants tels que le chlore », selon l'Encyclopédie internationale des sciences et des techniques (Presses de la Cité). L'empoisonnement chronique, appelé beryllose, observé chez des ouvriers, et un peu analogue à la silicose des mineurs de charbon, peut apparaître jusqu'à quinze ans après l'assimilation.

(1) Les Soviétiques utilisent un second site d'essais en Nouvelle-Zélande, dans l'Arctique.

ROUMANIE : à l'appel du syndicat Infraterra

Près de cent mille ouvriers ont cessé le travail

Plus de cent mille ouvriers de vingt-cinq entreprises de construction mécanique ont cessé le travail, jeudi 13 septembre, en Roumanie, à l'appel de la fédération Infraterra, dont le siège se trouve à Brasov. Le gouvernement a adressé dans la soirée au syndicat ses propositions pour répondre aux revendications. Celles-ci portent sur une unification des salaires pour tous les ouvriers de même qualification, ainsi que sur l'approvisionnement alimentaire de la population et la fourniture de matières premières aux usines.

La fédération devait décider vendredi de la suite à donner au mouvement. Elle avait maintenu la semaine dernière son mot d'ordre de grève illimitée à partir de jeudi malgré une visite du premier ministre, M. Petre Roman, à Brasov où s'est déroulée la semaine dernière une « réconciliation » entre le leader des étudiants, Marian Munteanu, et un représentant des mineurs qui avait conduit les « gueules noires » à Bucarest, en juin dernier, pour réprimer les manifestations, et qui a reconnu avoir été « manipulé ». La commission parlementaire chargée d'enquêter sur ces événements a annoncé jeudi qu'il lui est nécessaire de poursuivre ses investigations ; cent trente personnes arrêtées alors dans les rues de Bucarest avec l'aide des mineurs sont toujours en prison.

Par ailleurs, le procès de l'ancien chef de la Securitate, le général Iulian Vlad, a été reporté au 13 octobre, pour « complément d'information ». Les témoins entendus ont affirmé que l'accusé s'était rangé aux côtés de la « révolution » avant même la fuite de Ceausescu. (AFP.)

ITALIE : dirigeant historique du PCI

Giancarlo Pajetta est mort

Le dirigeant communiste italien Giancarlo Pajetta est décédé « dans son sommeil » à son domicile romain, à l'âge de soixante-neuf ans, a annoncé jeudi 13 septembre le Parti communiste italien.

Visage austère, le crâne chauve souvent coiffé d'une casquette, Giancarlo Pajetta était né le 24 juin 1911 à Turin. Journaliste de renommée internationale, il était un symbole du « communisme à l'italienne ». La veille de sa mort, il avait déclaré à la presse que la période de l'après-guerre, avec sa vague d'exactions et de règlements de compte anti-fascistes, avait été « le pire moment de [sa] vie politique ». « Même en prison je n'ai pas souffert autant », affirmait-il, ajoutant : « Une scission du mouvement a été le regret que j'aurais voulu éviter. »

« Nullo » était le nom de guerre que s'était choisi le partisan Pajetta lorsqu'il avait rejoint la clandestinité en 1931 à Paris, à vingt ans, alors qu'il avait déjà été emprisonné plusieurs fois depuis l'âge de quatorze ans et son adhésion aux Jeunes communistes. Condamné à vingt et un ans de prison par un tribunal spécial en 1935, il est libéré en 1943 et retourne aussitôt à la clandestinité. A la Libé-

ration, en 1945, il prend la direction de l'édition romaine du quotidien communiste *l'Unità*, fondé par Antonio Gramsci, et est élu député l'année suivante. Il sera constamment réélu, onze fois, jusqu'au dernier scrutin de 1988.

Vice-président de la commission des affaires étrangères du PCI et membre de longue date de la commission des affaires extérieures et communautaires de la Chambre des députés, il a participé à de nombreuses délégations italiennes à l'étranger et a eu de multiples contacts internationaux. Il avait ainsi joué un rôle-clé dans les relations entre le PCI et le PC soviétique lorsque ce dernier accusait les communistes italiens de faire le jeu des impérialistes par les critiques qu'ils s'autorisèrent à l'égard de Moscou. Ainsi, au moment des événements de Pologne, au début des années 80, répliquait-il très vivement à un texte de la *Pravda* qui, disait-il, « nous conduisit à penser que nous n'avons pas exagéré en parlant à propos de l'Union soviétique de politique de puissance et de prépondérance ».

C'est à Giancarlo Pajetta qu'il était revenu de prononcer le discours d'hommage au chef du PCI, Enrico Berlinguer, à la mort de ce dernier et d'affirmer ainsi la fidélité du Parti à son héritage.

o GRÈCE : nouvelle grève générale. — A l'issue d'une semaine d'agitation sociale et d'arrêts de travail sectoriels, une grève générale a quasiment paralysé la Grèce, jeudi 13 septembre. Les syndicats voulaient ainsi affirmer leur détermination à faire échec par tous les moyens à la politique économique du gouvernement conservateur de M. Constantin Mitsotakis (le *Monde* du 11 septembre). Il s'agit de la quatrième grève générale depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mitsotakis, en avril dernier. (AFP.)

o Athènes refuse d'extrader un Palestinien vers les États-Unis. — La Grèce a décidé, vendredi 14 septembre, de ne pas extraditer vers les États-Unis le Palestinien Mohamed Rachid, que la justice américaine souhaite traduire devant les tribunaux pour un attentat contre un avion de la Pan Am en 1982. Washington avait fait savoir qu'une fin de non-recevoir à sa demande d'extradition pourrait avoir des conséquences désagréables pour ses relations avec Athènes. L'OLP avait de son côté formulé la même menace si Rachid était extradé. (Reuters.)

YUGOSLAVIE

Les anciens parlementaires de souche albanaise promulguent la « Constitution de la République du Kosovo »

Deux Albanais ont été tués dans la nuit de jeudi 13 à vendredi 14 septembre au cours d'un contrôle de police dans la province du Kosovo. Deux autres Albanais avaient trouvé la mort, jeudi, au cours d'une fusillade entre des manifestants de souche albanaise et les forces de l'ordre qui avaient découvert un véritable arsenal dans les environs de Podujevo.

BELGRADE

de notre correspondante

Les ex-députés de souche albanaise du Parlement du Kosovo, dissous par les autorités de Serbie

le 5 juillet dernier, ont annoncé, jeudi 13 septembre à la presse, qu'ils avaient, dans le plus grand secret, promulgué le 7 septembre « la Constitution de la République du Kosovo », qui fait de cette province autonome du sud de la Serbie la « septième république » de la fédération yougoslave. Les autorités serbes avaient, cet été, repris en main la province (dont ils ont la tutelle) et limogé la plupart des Albanais qui occupaient des postes de responsabilité. Les députés de la communauté albanaise avaient adopté le 3 juillet une « déclaration d'indépendance » sans toutefois parler de « république ».

Cette fois — ce que redoutait la majorité des Serbes — le Parlement

de facto illégal du Kosovo a non seulement proclamé la république mais promulgué une Constitution, prorogé le mandat des parlementaires jusqu'aux prochaines élections et voté une loi sur les partis politiques et l'organisation du scrutin. Les élections législatives ont même été fixées au 28 novembre prochain, date symbolique, puisque c'est le jour de la fête nationale de l'Albanie voisine.

Les autorités serbes ont immédiatement réagi et déclaré que cet acte était « illégitime » et qu'il « mettait en péril l'intégrité territoriale du pays ». Ils ont, de plus, ajouté que toute tentative de soutien de la part d'autres Républiques étrangères mettrait encore plus en péril la paix et la sécurité de la Yougoslavie et de cette partie du monde.

Bien qu'aucun communiqué officiel n'ait été publié par les autorités fédérales, le ministre de la justice, M. Vlado Kambovski, avait déclaré dans la journée que, selon la Constitution fédérale, les Albanais du Kosovo ne pouvaient pas proclamer la république puisque, en tant que minorité nationale, ils n'avaient pas le droit à l'autodétermination et, par conséquent, ne pouvaient pas fonder un État. La communauté albanaise (environ 90 % de la population du Kosovo) réclame depuis plusieurs années le statut de république pour sa province.

FLORENCE HARTMANN

GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement doit payer une indemnité de licenciement à un ancien « agent de désinformation »

LONDRES

de notre correspondant

M. Colin Wallace n'est pas un personnage ordinaire. Il était, il y a quinze ans, officier dans l'armée britannique, chargé du service de presse de l'armée en Irlande du Nord. C'était sa tâche officielle. Mais sa véritable mission consistait à « désinformer » les correspondants et les envoyés spéciaux en Ulster.

Ses supérieurs lui donnaient régulièrement l'ordre de lancer des campagnes d'insinuations et de répandre des inventions pures et simples, par le biais de ses contacts avec les journalistes lors de son « point de presse » quotidien. Il s'agissait de calomnier des personnalités locales, catholiques ou protestantes, soupçonnées d'aider les organisations paramilitaires des deux camps.

Tout cela est désormais admis par le ministère de la Défense. Mais M. Wallace affirme avoir été chargé de viser des cibles beaucoup plus élevées. Ses chefs du MI 5, l'équivalent britannique de la DST, lui auraient demandé de répandre des fausses informations concernant M. Merlyn Rees, secrétaire d'État travailliste chargé de l'Irlande du Nord, ainsi que deux premiers ministres successifs jugés trop « mous » dans la lutte contre le terrorisme, MM. Edward Heath (1970-1974) et Harold Wilson (1974-1976).

Fuites et rumeurs

M. Rees est le seul qui ait confirmé publiquement l'existence de cette campagne. Interrogé à la télévision, il a donné un exemple : les services secrets britanniques réussissent à persuader un envoyé spécial américain à Belfast que le secrétaire d'État à l'Irlande du Nord était un sympathisant caché de l'IRA. C'était absurde, mais cela marchait parfois. Cette « information » était publiée dans un obscur quotidien du Middle-West. Des lecteurs américains d'origine irlandaise, sympathisants de la cause républicaine, écrivaient à M. Rees pour le féliciter. Ces lettres, parfaitement authentiques, étaient interceptées par les services secrets et faisaient l'objet de « fuites ». La rumeur s'installait.

M. Wallace a été brutalement licencié par l'armée en 1975 pour avoir fourni un document confidentiel à un journaliste du *Times*. Il a fait appel de cette décision arbitraire. Son recours administratif a été rejeté. Régulièrement interpellé aux Communes sur cette affaire, M. Thatcher a répété pendant des années que M. Wallace mentait. Puis elle a reconnu, il y a quelques mois, devant le Parlement, qu'elle avait elle-même été induite en erreur par le ministère de la Défense.

Un pas de plus a été franchi, jeudi 13 septembre. Le ministre de la Défense a écrit personnellement à M. Wallace. Dans cette lettre, il admet que ses services ont com-

mis des « erreurs » lors de son licenciement et lui accorde en conséquence 30 000 livres (300 000 francs) de dommages-intérêts. Rien n'est dit dans cette lettre à propos de la campagne de désinformation visant MM. Edward Heath, Harold Wilson et Merlyn Rees. Il faudra sans doute attendre encore quelques années.

DOMINIQUE DHOMBRES

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : dans un livre interdit puis autorisé

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens

WASHINGTON

de notre correspondant

Le juge Dantzin y était allé un peu fort. A 1 heure du matin, mercredi 12 septembre, et depuis son appartement de la Cinquième Avenue à New-York, il avait fait ce qui ne s'était jamais fait dans l'histoire des États-Unis : interdire un livre, avant même sa diffusion, à la demande d'un gouvernement étranger.

Le gouvernement est celui d'Israël, et le livre, écrit par un ancien agent du Mossad, Victor Ostrovsky, contient des informations qui, si elles sont exactes, jettent une lumière plutôt déplaisante sur l'attitude des responsables israéliens à l'égard de leurs protecteurs américains. L'auteur affirme en particulier que les services secrets de l'État hébreu disposaient d'informations assez précises sur les préparatifs de l'attentat contre l'ambassade américaine à Beyrouth, en 1983, mais préférèrent ne pas les communiquer aux Américains, sans doute pour aggraver les relations entre les États-Unis et le monde arabe. L'attaque, perpétrée par un camion-suicide Mercedes bourré d'explosifs, tua 241 marines et convainquit l'administration Reagan de s'éloigner de la scène libanaise.

La décision du juge Dantzin était d'autant plus surprenante que 17 000 exemplaires du livre avaient déjà été envoyés dans les librairies et que les représentants du gouvernement israélien n'avaient pas précisément motivé leur demande d'interdiction, se contentant de se référer à une démarche similaire faite devant un tribunal canadien, qui leur avait accordé l'interdiction de l'ouvrage.

« Par la ruse »

Mais une telle pratique est tout à fait aberrante aux États-Unis, car elle heurte de front le premier amendement de la Constitution, qui garantit la liberté d'expression. Dès jeudi 13 septembre, une cour d'appel de New-York a donc annulé la décision du juge Dantzin, et le livre a immédiatement commencé une carrière en librairie qui s'annonce brillante.

Son auteur n'a passé que deux années au sein du Mossad, et le nombre de « révélations » qu'il apporte peut donc surprendre mais il affirme avoir eu accès au réseau informatique de l'espionnage israélien. On « apprend » ainsi qu'Israël s'est abstenu de donner aux Américains certaines informations concernant leurs otages au Liban.

et le livre apporte un certain nombre de précisions sur le recrutement d'agents israéliens dans divers pays, en particulier aux États-Unis, par exemple parmi les assistants parlementaires du Congrès.

Ce n'est pas la première fois que les activités du Mossad aux États-Unis sont évoquées publiquement : Joseph Pollard, un citoyen américain qui remettaient régulièrement à l'ambassade d'Israël à Washington des rapports d'écoutes des services de l'armée américaine continue à purger une peine de prison aux États-Unis.

L'auteur de l'ouvrage, intitulé *Par la ruse (By Way of Deception)* possède la double nationalité israélienne et canadienne ; il vivait « caché » au Canada depuis que des agents du Mossad sont, selon ses dires, venus à son domicile lui « conseiller, pour son propre bien », de renoncer à la publication de son livre, tout en lui proposant de larges dédommagements. Ses craintes se fondent entre autres sur le cas de Mordechai Vanunu, auteur de révélations sur les armements nucléaires de l'État hébreu, qui fut enlevé à Rome avant de se retrouver en Israël, où on le condamna à dix-huit ans de prison.

Victor Ostrovsky semble pourtant décidé à rentrer chez lui, et il est apparu jeudi soir sur les écrans des grandes chaînes de télévision américaines. Mais il n'a rien voulu dire de substantiel, car si la justice américaine a autorisé la diffusion de son livre, la canadienne lui interdit d'en parler... Les autorités israéliennes ne se tiennent pas pour battues. L'avocat américain qui les représente a annoncé qu'elles réclameraient la saisie du produit de la vente du livre, car les informations qu'il contient « sont propriété du gouvernement israélien ».

JAN KRAUZE

o NICARAGUA : privatisations.

— Le gouvernement du Nicaragua a annoncé jeudi 13 septembre qu'il « privatisera » à partir du mois prochain un certain nombre d'entreprises publiques pour lancer le pays sur la voie de « la démocratie économique ». Les employés de plusieurs de ces organismes ont manifesté, peu avant l'annonce officielle, près du palais de la présidence, en affirmant qu'ils préféraient « brûler » leur entreprise plutôt que de la voir échapper au contrôle de l'État. (AFP, UPI.)

سكزا من الارض

POLITIQUE

Les états généraux de l'opposition

L'UPF est à la recherche de son équilibre



« En toutes circonstances, l'Union pour la France n'apportera son soutien qu'à des candidats qui défendent ses valeurs politiques et morales ». Au cours de sa conférence de presse, jeudi 13 septembre, le président du CNI, M. Yvon Briant, qui n'avait jusqu'alors jamais exclu des alliances avec le FN, a paru réviser ce jugement. Opportunité ou conviction? Cette question-là est en tout cas loin d'être réglée. N'ayant apparemment pas l'intention de se laisser abuser, les dirigeants de l'UPF comptent demander à M. Briant des explications complémentaires. A supposer

que le CNI obtienne son droit d'entrée, il faudra savoir si ce parti est accepté comme une composante du RPR ou à titre propre. L'UDF ne veut pas, pour l'instant, entendre parler de la seconde solution. Tous ces petits calculs, ces tractations d'arrière-boutique sont bien la preuve que l'union de l'opposition est un combat permanent et pas toujours glorieux. Ceux qui croient malgré tout à l'UPF pensent que l'important aujourd'hui est de continuer à imposer « une dynamique » qui finira par balayer toutes ces scories partisanes. Ceux qui demeurent, malgré tout, ce déploie-

ment, circonspects, voudraient rapidement être convaincus que l'UPF n'est pas « un énième rajustage politique » pour gagner des élections. Beaucoup attendent, non sans appréhension, qu'après avoir évacué ces questions de dosage l'UPF s'en tienne fermement à quelques repères politiques : les rapports avec le Front national, la politique européenne. C'est bien à cette aune que, tant du côté de MM. Léotard et Noir, qui ont repris langue cette semaine, que chez les centristes, on entend certifier l'utilité de cette nouvelle union.

DANIEL CARTON

La demande d'adhésion du CNI

M. Briant s'engage à respecter les « règles de fonctionnement » de l'Union

M. Yvon Briant, président du Centre national des indépendants (CNI) a annoncé, jeudi 13 septembre, que le comité directeur national de son mouvement avait décidé, à une majorité de 80 %, de solliciter son adhésion à l'UPF.

Rappelant que son parti est, depuis plusieurs années, « partisan d'une union de l'opposition allant du CDS au CNI » et qu'il avait notamment soutenu l'initiative de M. Edouard Balladur pour une confédération de l'ensemble des composantes du centre et de la droite, M. Briant a expliqué que ce choix correspondait à « la recherche de l'efficacité politique ». Il y a, a-t-il déclaré, « de l'intérêt de l'opposition

tout entière et donc des valeurs que nous servons ».

Alors que « l'électorat du FN est aujourd'hui totalement désorienté » et qu'il y aurait pour le CNI « une carte à jouer en dehors et à droite de l'UPF », M. Briant, qui veut concurrencer le FN « sur le créneau de la droite de conviction », préfère mettre son parti au service d'une opposition unie. Il a fait référence à M. Antoine Pinay, qui déclarait en 1954 : « Aucun parti n'a le droit de se préférer au pays ».

Selon son président, le CNI est « le seul mouvement politique capable de ramener dans l'union de la droite républicaine les électeurs démobilisés [abstentionnistes] ou protestataires

(FN). Les autres partis de l'UPF, a-t-il déclaré, devront en tenir compte ». D'autant plus que le mouvement « devra céder quelque peu de sa liberté et de son indépendance ». Semblant amorcer un repli, M. Briant est en effet apparu disposé à reconsidérer ses prises de position antérieures pour pouvoir adhérer à l'UPF dont les statuts excluent toute alliance avec le FN : « Ce n'est pas un engagement à reculons. Nous respectons les règles de fonctionnement de l'UPF ». Il espère bénéficier en échange, de la part des instances dirigeantes de l'UPF, d'une « représentation légitime » qu'il évalue à trois sièges au sein du bureau politique (actuellement 15 UDF et 15 RPR).

Samedi 15 et dimanche 16 septembre, l'opposition entend débattre de l'environnement. Environnement naturel bien sûr, mais aussi environnement politique, puisque les responsables de l'UDF et du RPR ont décidé de profiter de l'occasion pour accoucher du premier bureau politique de l'Union pour la France. Ce qui n'était peut-être pas la meilleure idée pour préserver le caractère doctrinal des états généraux de l'opposition.

Durant deux jours, l'opposition entend débattre de l'environnement. Environnement naturel bien sûr, mais aussi environnement politique, puisque les responsables de l'UDF et du RPR ont décidé de profiter de l'occasion pour accoucher du premier bureau politique de l'Union pour la France. Ce qui n'était peut-être pas la meilleure idée pour préserver le caractère doctrinal des états généraux de l'opposition.

Depuis un an, animés fort diligemment par MM. Alain Madelin pour l'UDF et Nicolas Sarkozy pour le RPR, ces états généraux ont convaincu que, au sein de l'opposition qui donne souvent d'elle-même une image surréaliste quand s'affrontent les hommes, il y avait beaucoup d'idées bonnes à débattre et parfois à prendre. Après l'éducation, l'immigration, la décentralisation et avant de s'attaquer au chapitre économique et à celui de la justice, le thème de l'environnement est cette fois mis en débat. Aiguillonné par la poussée électorale des Verts, l'opposition a beaucoup de retard à rattraper sur un terrain où elle fut jusqu'à présent insignifiante. Elle tente donc de définir une vision libérale d'une écologie à la française, « qui incite, comme l'explique M. Madelin, à préférer la gestion économique et patrimoniale à la gestion administrative ». MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac eux-mêmes devaient pour la première fois intervenir exclusivement sur ce thème.

Mais il est à craindre que les questions d'environnement politique ne dominent, par-delà la tribune, toutes les conversations, tant la répartition des jurons de présence au sein du bureau politique de l'Union pour la France suscite depuis quelques jours une réelle excitation. Certains y verront sans doute le gage d'un vrai engagement pour cette nouvelle machine de l'Union de l'opposition. D'autres considéreront que ces querelles sont accessoires au regard des grands problèmes du moment.

Le risque du « machin » ingouvernable

Coprésidé par MM. Giscard d'Estaing et Chirac, codirigé par MM. François Bayrou et Alain Juppé, ce bureau politique, appelé à se réunir deux fois par mois, devait initialement être composé de trente membres répartis à part égale entre RPR et UDF (le Monde du 14 septembre). Pour apaiser les récriminations, il est déjà, au risque de le transformer en « machin » ingouvernable, décidé de porter le nombre de sièges de trente à trente-six. Bien que s'étant félicité, jeudi 13 septembre, « de la mise en place des institutions de l'UPF, état essentiel de l'Union de l'opposition », le PR continue de réclamer une meilleure représentation dans cette instance.

Ces dernières mises en garde exprimées par la bouche de M. Gérard Longuet, la menace de scission du groupe UDF de l'Assemblée nationale, n'aurait servi en définitive qu'à faire monter la pression. Après avoir manqué le froid, on serait dans ce parti plutôt disposé aujourd'hui à répandre le chaud, en laissant entrevoir, une fois cette question réglée, les prémices d'une réconciliation spectaculaire entre M. François Léotard et M. Giscard d'Estaing. Le PR conteste la représentation des

Un débat sur l'Europe à l'Assemblée. - Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, va demander au gouvernement d'organiser un débat d'orientation sur l'Europe, et plus précisément sur la question du contrôle démocratique par les Parlements nationaux des décisions du Parlement européen. M. Laurent Fabius estime que ce débat est d'autant plus nécessaire que devraient avoir lieu, à Rome, au mois de novembre, les Assises des Parlements nationaux et du Parlement européen. Il envisage, d'autre part, d'organiser un colloque consacré à la question des déchets : « Ce problème va nous exploser à la figure d'ici à peu de temps ».

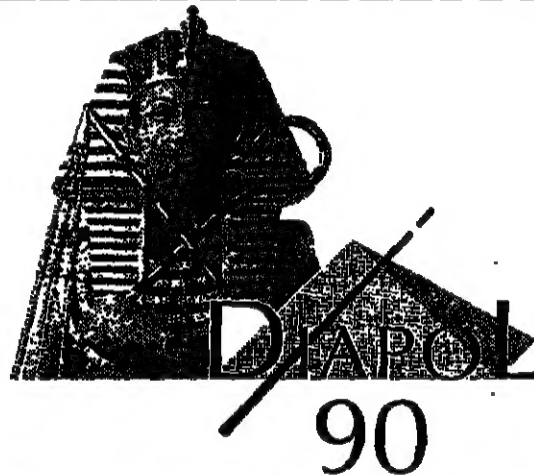
petites composantes de l'UPF, ce qui ne gêne pas M. Yves Galland pour réclamer une part plus conséquente pour son parti radical. Trois nouveaux sièges ajoutés au quota UDF devraient donner satisfaction aux léotardiens.

Le RPR n'échappe pas non plus à ce genre de contingences. Tous ses « poids lourds » entrent dans le bureau politique, y compris M. Jean Tibéri, secrétaire de la fédération RPR de Paris, qui n'avait pas été retenu dans le bureau politique de son mouve-

ment. La difficulté vient aujourd'hui de M. Gabriel Kasperet, qui entend représenter son courant Présence et action du gaullisme. Trois sièges en plus de ce côté ne seront pas non plus de trop pour calmer les appétits.

Et puis il importera de régler le problème du CNI. Sa présence est-elle acceptable? Si oui, comment? Au RPR comme au CDS, il avait toujours été entendu que la présence de ce parti serait conditionnée à l'acceptation de l'article 7 de la charte de l'UPF, établissant que,

Avec le Quotidien de Meire



CHEFS D'ENTREPRISE, RESPONSABLES DE COLLECTIVITES LOCALES, INVESTISSEURS ET PARTENAIRES DE L'IMMOBILIER.

4 JOURS DE DEBATS ET 10 000 M² D'EXPOSITION POUR VOUS PERMETTRE DE BATIR L'IMMOBILIER DE DEMAIN.

DU MERCREDI 19 AU SAMEDI 22 SEPTEMBRE DE 9 H 30 A 19 H
ESPACE CHAMPERRET - PORTE CHAMPERRET - PARIS 17^e

100 exposants, spécialistes de l'immobilier ou représentants de collectivités locales, présenteront leurs réalisations, leurs projets d'aménagement et leurs atouts.

Les entretiens de DIAPOL traiteront les sujets phares de l'actualité immobilière.

8 colloques : Le point sur l'aménagement de la Région Ile-de-France • L'offre et la maîtrise foncières • Projet de ville et d'agglomération : bâtir et conduire une politique d'urbanisme • Reconquête des centres villes : voies et moyens • Stratégies d'investissements immobiliers en Europe • Paris, capitale européenne : atouts dans l'Europe de 93 • Partenariat collectivités locales, promoteurs et entreprises • Les Français et leur ville : la demande immobilière de demain.

7 ateliers destinés aux chefs d'entreprise : Moyens de financement immobilier : location, acquisition ou crédit-bail • Connaître, entretenir et valoriser le patrimoine • Bureaux : le bon choix • Le bureau, architecture et conception : un vecteur d'image pour l'entreprise • Gestion des immeubles : rationalisation et maîtrise des coûts • Restructuration des sièges sociaux haussmanniens • Les immeubles intelligents.

8 ateliers consacrés à l'analyse des différents marchés : L'immobilier de bureaux à Paris • Les résidences avec services intégrés • L'immobilier de loisirs • Commerce de centre ville et de périphérie • Habitat individuel péri-urbain • Parcs d'activités • Technopoles et Téléports • Bureaux en province • Logements collectifs à Paris et dans les grandes métropoles.

10 ateliers organisés à l'intention des collectivités locales : Les collectivités locales peuvent-elles et doivent-elles faire de l'immobilier d'entreprise? • Les entreprises dans les murs des collectivités locales • A la reconquête des usines mortes • Renaissance des centres villes et secteurs sauvegardés • Intercommunalité et partenariat pour l'aménagement urbain dans les villes nouvelles • Choix de l'architecte pour un grand projet d'aménagement urbain • Urbanisme commercial et collectivités locales • Concertation et communication sur des projets d'aménagement • Droit et urbanisme : les différentes techniques d'aménagement, leur mise en œuvre, les difficultés rencontrées.

Renseignements, horaires, liste des animateurs, des intervenants et des exposants sur Minitel : 36 16 FTB* DIAPOL.

DIAPOL 90 - LE 1^{er} RENDEZ-VOUS DES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES ET LES ENTREPRISES

Réalisé par Espace Création - Tél. (33-1) 42 25 71 56 - Fax : (33-1) 43 59 87 46

YUGOSLAVIE

Président de souche albanaise promulgue la République du Kosovo

Le président de la République du Kosovo, Ibrahim Rugova, a été élu dimanche 10 septembre par les députés de l'Assemblée nationale. Le nouveau président est d'origine albanaise. Il a été élu à la présidence de la République du Kosovo, un territoire autonome de la République fédérale de Yougoslavie. Rugova a été élu à la présidence de la République du Kosovo, un territoire autonome de la République fédérale de Yougoslavie. Il a été élu à la présidence de la République du Kosovo, un territoire autonome de la République fédérale de Yougoslavie.

AMERIQUE

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

AMERIQUES

STATS-UNIS

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

Des révélations embarrassantes sur les services secrets israéliens. Les services secrets israéliens ont été accusés d'avoir fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide. Ces révélations ont été faites par un ancien agent des services secrets israéliens, qui a déclaré qu'il avait travaillé pour les services secrets israéliens pendant plusieurs années. Il a déclaré qu'il avait fourni des informations à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

POLITIQUE

Au Parlement européen

Les dîners sélectifs de M. Giscard d'Estaing

Les grandes manœuvres de l'opposition ne se déroulent pas qu'à Paris. Sur le front du Parlement européen aussi, M. Valéry Giscard d'Estaing déploie une stratégie qui lui permet tout à la fois d'apparaître comme un « rassembleur » et d'isoler ceux des centristes dont il redoute les réticences.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Patience. M. Valéry Giscard d'Estaing continue à tisser sa toile au Parlement européen. Fort du prestige dont il dispose, tant il subjugue la plupart des membres de l'Assemblée de Strasbourg, il continue de travailler inlassablement à la réunion d'un centre droit, là aussi divisé. Pour l'heure, le RPR l'aide dans cette démarche. L'ancien président de la République utilise, en effet, le dîner qui, tous les mardis de session, réunit les députés français élus sur la liste qu'il menait et sur celle que conduisait M^{me} Simone Veil. Avec l'accord de M. Christian de La Malène, le responsable des élus chiraquiens, les conservateurs britanniques avaient été invités à participer au repas du mois de mai. Cette fois ce sont les Espagnols qui ont été conviés.

La droite espagnole est, à Strasbourg, aussi divisée que la droite française. Les députés du Parti populaire siègent au groupe PPE (les démocrates-chrétiens), ceux du Centre démocratique et social au groupe libéral, et les amis de M. Matéos, un homme d'affaires qui connaît quelques difficultés avec la justice de son pays, avec le RPR. Mais ces derniers n'étaient guère appréciés par les autres, ils n'ont pas été conviés au dîner du mardi 11 septembre. L'objectif de cette rencontre était bien entendu de renforcer des liens entre des élus idéologiquement fort proches. M. Giscard d'Estaing estimait

d'ailleurs que le Parti populaire espagnol est plus proche des libéraux français que des démocrates-chrétiens européens qui, bien souvent, à Strasbourg, s'allient avec les socialistes.

Pour soutenir cette ambition, l'ancien président de la République soit qu'il peut compter sur l'envie de nombreux membres du PPE de se débarrasser de la main de fer que fait peser sur celui-ci son président allemand, M. Egon Klepsch. Mais il lui faut compter avec ses propres difficultés. Ses rapports avec les Français du Parti social-démocrate, membres du groupe libéral, sont loin de s'améliorer. Pour manifester son désaccord avec leur bruyante prise de position pro-bruxelloise dans la querelle du siège, il a refusé de participer aux journées d'étude de son groupe organisées au début du mois de septembre aux Açores. Cela, bien entendu, n'a fait qu'alourdir le climat.

Les plaisirs de la table

Les dissonances au sein de l'opposition française compliquent aussi la stratégie strasbourgeoise du président de l'UDF. Pour protester contre l'attitude de M. Yvon Briant, deux des élus de la liste de M^{me} Veil, M. Adrien Zeller (CDS) et M. Jean-Louis Bourlanges (ancien RPR), ont, comme en juillet, boudé le dîner du mardi soir, puisque le président du CNI y était convié. Zeller, en tant que chef de la délégation CDS à Strasbourg, a écrit à M. Marc Reynann, qui, comme élu alsacien, est l'organisateur technique de ses agapes, pour lui demander de les transformer en rencontre de l'Union pour la France. Celui-ci a envoyé un courrier à M. Briant dans lequel il souhaite qu'il clarifie sa position. Mais à Strasbourg comme à Paris les centristes sont divisés, puisque ses quatre autres députés européens ont accepté de s'asseoir à la même table que M. Briant.

Le RPR demande le rattachement du ministère du tourisme au premier ministre

Les députés RPR qui, au nombre d'une vingtaine, ont constitué le groupe d'étude des problèmes du tourisme se sont réunis les 7 et 8 septembre à Saint-Tropez en séminaire sous la présidence de M. Jean-Michel Couve, ancien maire de cette ville et député RPR du Var. M. Maurice Arreckx, sénateur UDF et président du conseil général, ainsi que M. Jacques Chirac ont suivi une partie des travaux.

Les parlementaires ont insisté sur l'évolution rapide de l'activité touristique qui devient, selon M. Couve, « le secteur le plus dynamique, le plus riche, le plus fréquent ». Le tourisme généralisé et diversifié pose donc des problèmes plus nombreux qui peuvent être source de conflit entre diverses activités relevant de ministères différents : l'agriculture, l'industrie, le commerce, l'éducation nationale, les transports, l'intérieur, etc. Il convient donc, selon M. Couve, que le ministre qui en est chargé soit directement rattaché au premier ministre afin d'avoir une autorité interministérielle permettant une meilleure coordination et qu'il ne dépende plus, comme c'est le cas aujourd'hui, du seul ministre de l'Industrie.

A. P.

□ Les impôts des élus. — M. Michel Berson, député socialiste de l'Essonne, a exprimé le souhait, jeudi 13 septembre, que « les élus territoriaux et les parlementaires soient assujettis à l'impôt au même titre que l'ensemble des contribuables ». Les maires, les conseillers généraux et régionaux devraient, ajoute-t-il, bénéficier au préalable d'un véritable statut leur assurant notamment le droit à la retraite et une couverture sociale.

□ M. Mégrat (FN) estime que le projet de budget est « socialement injuste ». — M. Bruno Mégrat a déclaré, jeudi 13 septembre, que le projet de budget pour 1991 est « socialement injuste ». Il « estime anormal que le nombre de fonctionnaires augmente de onze mille cinq cents personnes et que le train de vie de l'Etat progresse plus vite que la hausse du PIB, alors que des catégories entières de Français, comme les agriculteurs, doivent affronter une réduction significative de leur niveau de vie ».

Les relations PS-PCF L'« Humanité » réplique à M. Mauroy

Dans l'éditorial de l'*Humanité* du 14 septembre, Arnaud Spire répond au premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, qui avait invité, la veille, les communistes à se « ressaisir ». Il écrit notamment : « Ressaisissez-vous !, c'est bien plutôt le cri du peuple de gauche qui s'adresse précisément aux dirigeants socialistes et au gouvernement. Car c'est eux qui ont creusé toujours davantage les inégalités sociales. Le Parti communiste, lui, à l'inverse de la méchante image que s'efforce d'en donner Pierre Mauroy, emploie toute son énergie à rassembler ceux qui sont attachés aux valeurs de gauche. Les communistes ne demandent aucun passeport à aucun « déçu », aucun « mécontent ». Dans et par les luttes, ils entendent simplement faire la démonstration qu'une perspective existe. Changer de politique, donc de gouvernement, donner plus de pouvoir au mouvement populaire, et par la suite transformer la société, c'est possible ! »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 13 septembre 1990 :

DES DÉCRETS

— N° 90-803 du 11 septembre 1990 relatif à l'indemnité de première affectation allouée à certains personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'éducation ;

— N° 90-806 du 11 septembre 1990 instituant une indemnité de sujétions spéciales en faveur des personnels enseignants des écoles, collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale, des personnels de direction d'établissement et des personnels d'éducation ;

— N° 90-807 du 11 septembre 1990 instituant une indemnité pour activités péri-éducatives en faveur des personnels enseignants des écoles, collèges, lycées et établissements d'éducation spéciale et des personnels d'éducation ;

UN ARRÊTÉ

— du 5 septembre 1990 portant création de la commission de terminologie du ministère des affaires étrangères ;

DES CIRCULAIRES

— du 2 août 1990 relative à la participation des communes au financement des collèges ;

— du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (art. L.20 du code de la santé publique) ;

Cette situation ne chagrine pas M. Giscard d'Estaing. Au contraire. Utilisant à l'encore l'attrait des plaisirs de la table, il a convié à dîner, mercredi 12 septembre, pour la première fois depuis le début de cette législature européenne, « des » (selon son entourage) députés UDF. Selon quels critères ont été choisis les heureux élus ? Les giscardistes et les giscardisables ? a affirmé une méchante langue. « Absolument pas » assurent ses proches. Toujours est-il que tous les UDF membres du groupe libéral ont été conviés, sauf M^{me} Veil, qui n'était pas en Alsace ce jour-là, comme tous ceux du groupe PPE... excepté MM. Bourlanges et Zeller. C'est le premier n'est pas officiellement membre de la confédération, mais le second est le

« patron » des centristes de l'Assemblée de Strasbourg. Ses amis, s'ils ont trouvé curieux cet « oubli », ne s'en sont pas moins rendus avec empressement à l'invitation de l'ancien président de la République. Comment la refuser ? Qu'ils soient espagnols ou français, le brio, l'intelligence, la carrière de M. Giscard d'Estaing les séduisent.

L'ambiance fut chaleureuse, conviviale. On a parlé de l'Allemagne, de la difficulté pour les Français de faire entendre leur voix chez les démocrates-chrétiens européens, de l'intérêt de la diversité mais de la nécessité de l'union, de l'avenir du « président » Giscard d'Estaing... à Strasbourg comme à Paris.

THIERRY BRÉHIER

M. Méhaignerie : « Je ne voterai pas le budget »

M. Pierre Méhaignerie, président du groupe de l'Union du centre (UDC) de l'Assemblée nationale, a déclaré, jeudi 14 septembre, à Nancy, qu'il ne voterait pas le budget, tout en reconnaissant au projet de gouvernement un « point positif » dans la façon dont il réagit « à la crise du Golfe » : « Je sais reconnaître les points positifs — la réaction conjoncturelle — a indiqué M. Méhaignerie, mais compte tenu de nombreux points négatifs, je ne voterai pas, en l'état actuel, ce budget. » Le

président du CDS estime, en effet, que « les dépenses augmentent trop depuis 2 ou 3 ans », qu'« aucune dépense de structure n'est faite », et que l'« Etat n'a pas à grossir comme il le fait depuis 3 ans, au détriment des individus et du niveau des salaires ». M. Méhaignerie a affirmé qu'il fallait, selon lui, « alléger la dépense publique et alléger le coût du travail pour donner la priorité à la lutte contre le chômage et à la croissance du salaire direct ».

JOURNAL D'UN AMATEUR

L A belle coïncidence ! Au moment où les Etats-Unis sont, comme jamais — leur unique rival ayant baissé les bras — établis dans leur fonction de gendarme du monde, et donc de « modèle culturel », voilà qu'ils nous envoient, sorti mercredi en avant-première mondiale à Paris, sous le titre les *Afranchis*, de quoi s'inquiéter du modèle et se méfier du gendarme.

Comme d'habitude, avec ces productions qui n'auraient jamais été tournées s'il n'était pas certain qu'elles seraient des aspirateurs à dollars, la campagne de « promotion » est aussi méticuleusement tricotée que le film. Pas une publication qui n'y consacre des colonnes, sinon des pages, pas une chaîne de télévision dont les successives éditions du « journal » n'accrochent une place de choix à ce chef-d'œuvre ; les radios ne doivent pas être en reste, mais on ne saurait avoir l'oreille à tout.

Que, au rythme d'un toutes les trente secondes, se fasse entendre un « fuck » (ou « fucking », ou « fuck off ») qui, au gré des sous-titres, sera traduit par « enclue » ou « putain », ou « va te faire mettre », qu'il s'agisse ainsi de désigner une automobile, un serveur de bar, une femme ou un partenaire de jeu ; qu'il ne s'écoule jamais plus de cinq minutes sans que s'abatte une gifle, se prépare un casse, dégringolent des coups de crosse, explosent un pistolet, ou se renifle une « petite ligne », qui trouverait à redire puisque c'est une histoire, et une histoire authentique qui a dès lors tous les droits : celle d'Henry Hill qui, depuis sa plus tendre enfance, avait « toujours voulu être un gangster ». Il ne faut pas contrarier les vocations et encore moins traumatiser les enfants.

L'histoire étant authentique, elle est, de ce seul fait et par nature, édifiante. On ne doute pas que l'auteur ait eu pour seul mobile de clouer au pilori une société où le fort a toujours raison contre le faible, où le policier est corrompu par vocation et l'avocat marron par essence, où l'argent a le pas sur tout et dans laquelle, à la condition de trahir plus vite que son voisin, la pire des fripouilles se sort indemne de ce qui perd ses congénères. Les Etats-Unis sont le paradis des négociations, à commencer par celles que concluent les autorités avec ceux qu'elles poursuivent. Il paraît, là-bas, que le meilleur moyen de combattre le crime est de passer contrat avec lui.

N E voir dans le film de Martin Scorsese qu'une horreur bien construite et bien jouée, aussi répugnante que *Batman* était stupide, sera sans doute jugé du dernier « ploc », pour reprendre le mot d'Henry Hill lorsqu'il parle de qui n'est pas gangster ; ou bien d'un mauvais coucheur qui boudes son plaisir tant il est vrai que le film ne cesse de tenir en haleine, ce qui est d'ailleurs la moindre des choses. Sinon, ne quitterait-on pas la salle avant que les lumières ne se rallument ? Soyons donc « ploc » ou mauvais coucheur.

Le débat sur la violence au cinéma, puis à la télévision, est aussi vieux que ces deux inventions. Encore plus vieux celui qui tourne autour de l'influence du spectacle sur les jeunes et les moins jeunes. Ni l'un ni l'autre ne seront jamais clos et les questions de l'esthé-

Modèle

que permet-elle tout ? et la création est-elle une absolue ? » seront toujours posées par les inquisiteurs et les censeurs. Les *Afranchis* donnent une vive envie de revoir ces habits-là. A plus forte raison quand on voit ces *Afranchis* comme le reflet mauvais, mais vrai, des « innocentes » séries qui nourrissent la télévision quotidienne.

Au fond, ce ne sont pas tellement la violence ou la corruption qui provoquent la nausée que la peinture d'un monde où tout est laid et où tout est facile, et d'autant plus facile que c'est plus laid ; où l'on n'imagine pas qu'il en soit autrement ; où il est sans importance que les complices d'Henry Hill soient mis hors d'état de nuire tant il est évident qu'il s'en lèvera cent pour remplacer les dix qui sont pris ; cent qui, à leur tour, tabasseront le facteur pour qu'il ne remette pas le courrier du lycée que sache depuis belle lurette le jeune Henry ; qui, comme leurs aînés, achèteront des livres pour cent dollars afin qu'ils puissent voler leur camion et en accusent « deux nègres ».

Il y a quelques semaines, des Albanais réfugiés en France menaient grand tapage pour quitter ce pays et partir pour l'Amérique. Il faudrait leur projeter ce film, comme ça, pour voir ; pour voir ce qu'ils penseraient de cette histoire authentique et à quel point ils en seraient édifiés. Serait-ils dissuadés ? Rien n'est moins sûr. Renforcés dans leur désir ? Qui sait ?

PRÈS cela, relater quelques épisodes d'une escapade égyptienne, et plus précisément caïrote, dire son plaisir d'avoir retrouvé un pays où tout Français devrait avoir un morceau de son cœur, confesser l'émotion que suscite la visite de tombes récemment mises au jour, avouer le bonheur de se sentir chez soi tout en étant éloigné de son domicile, n'est-ce pas disqualifier son dégoût ? L'Egypte des pharaons et l'Amérique des gangs, aimer la première, c'est être inapte à apprécier la seconde.

Les rues du Caire continuent de ressembler à un gigantesque parcours d'autos tamponneuses et si l'on y come moins à tout bout de champ, il est tout aussi déraisonnable d'y conduire sans préparation que de s'exposer sans précaution au soleil après un long hiver. Les faux de signalisation ne sont là que pour la décoration et la seule priorité qui vaille est celle de l'audace. Le *Journal d'Egypte* signale l'effondrement d'un immeuble à Guizah ; demain, ce sera dans une autre banlieue, ou dans la capitale ; rien n'est changé.

A l'arrivée de M. Jean-Pierre Chevènement, venu rencontrer son homologue égyptien, le général Abou Taleb, ainsi que le président de la République, M. Hosni Moubarak, la délégation française doit hâter le pas pour ne pas donner prise à des supputations qui ne seraient pourtant nées que du hasard. Au même instant, attardait l'appareil du secré-

L'« affaire de la dette » et les rumeurs nicoises

M. Médecin confirme son retour en France le 26 septembre

Actuellement en voyage d'étude, au Japon, M. Jacques Médecin a démenti, jeudi 13 septembre, les « rumeurs » sur « [son] éventuelle démission, [son] déménagement ou [sa] présence dans un autre pays » (le Monde du 14 septembre). Dans un communiqué diffusé par son cabinet, le maire de Nice précise qu'il effectue actuellement « un voyage officiel à Osaka, prévu depuis plus de six mois » pour y rencontrer des « personnalités ayant un pouvoir de décision dans le domaine économique et touristique au Japon ». M. Médecin indique qu'il

sera de retour « à [son] bureau à la mairie le 26 septembre au matin ».

A propos d'informations faisant état de la présence d'un camion de déménagement devant l'appartement de fonction du maire de Nice, celui-ci précise, dans son communiqué, que lui-même et son épouse n'ont « en aucune manière, à rendre compte, à fortiori publiquement, des événements de leur vie privée ». Selon des rumeurs recueillies de bonne source, les objets qui ont été démantés appartiendraient exclusivement à M^{me} Idée Médecin.

Le Front national et les francs-maçons

M. Le Pen accuse le Grand Orient de France de « sectarisme »

Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a protesté, jeudi 13 septembre, contre les propos tenus le 10 septembre par le grand-maître du Grand Orient de France, M. Jean-Robert Ragache, qui avait réaffirmé la volonté de la principale obédience maçonnique française d'exclure de ses rangs quiconque « se compromettrait avec le Front national » (le Monde du 13 septembre). « M. Ragache fait preuve d'un sectarisme tout à fait contraire au principe de tolérance que son obédience affirme par ailleurs, a dit le chef de file de l'extrême droite. Il montre son mépris pour la démocratie et pour

les opinions de millions de ses compatriotes et ne fait pas ainsi particulièrement preuve d'esprit de fraternité républicaine. Enfin, selon M. Le Pen, « le grand maître d'une obédience soucieuse de sérieux intellectuel se déconsidère en suggérant que le Front national est une résurgence du fascisme... » Ce refus de voir le Front national dans sa réalité politique, celle d'un rassemblement de la droite nationale respectueuse de l'homme, de ses libertés et de ses engagements relève d'un obscurantisme surprenant de la part d'un homme qui se prétend avant tout guidé par la raison ».

PHILIPPE BOUCHER

taire d'Etat américain, M. James Baker. Comme de bien entendu, la ville est le berceau de toutes les rumeurs. M. Moubarak voudrait égarer l'attention. La rue est pleine de va-t-en-guerre, du moment que c'est le voisin qui y va. Il n'est toujours pas question de « mourir pour Dantzig ».

Parce que le bruit a couru que des missiles irakiens étaient braqués sur Louxor, les touristes ont tendance à s'évaporer. L'un des grands bateaux à fond plat qui, en cinq ou six jours, montent et descendent le Nil, a quitté Louxor pour Assouan avec quatre passagers au lieu des centaines qu'il pensait emporter.

A l'hôtel Méridien, qui prend de l'âge sans se gêner, situé sur le plus bel emplacement intra-muros de la capitale, les réservations ont chuté de vingt-cinq pour cent. Les Kowstians se sont décommandés. Mais dans la rue et dans les salons, toujours aussi lourdement meublés, les Egyptiennes de la société n'ont pas quitté leur allure de princesses offensées.

Il se raconte que M. Moubarak est le moins souvent possible au Caire pour n'être pas importuné par ses ministres, qu'il préfère Alexandrie ou Ismaïlia et que lorsqu'il se déplace en Egypte, il se prépare autour de mensonges de foules que pour Catherine II du temps de Potemkine.

On entend jusque dans les milieux français que la francophonie fuit le camp et les plus acharnés des litières ne craignent pas de dire que le dévouement et tous les résultats sont du côté des établissements confessionnels. Le lycée français ne va pas être content. Mais comme il garde les subventions... On attend M. Alain Decaux, mais pas de changement.

Au musée, où l'on cite encore avec révérence Mariette et Mespero, le beau, le pérorant visage d'Akhénaton l'ambigu ne cesse de retentir le regard, plus mystérieux et plus fascinant que le clinquant mobilier tiré par lord Carnarvon du tombeau de Toutankhamon. C'est pourtant autour de lui que se presse le public dans ce capharnaüm d'Histoire.

A Saqqarah, où règne toujours le terrible et savant Jean-Philippe Lauer, de nouveaux tombeaux seront bientôt ouverts au public, celui « des deux frères », notamment, qui furent manucures du pharaon et dont les témoignages d'affection mutuelle, inscrits sur les bas-reliefs peints de leur commune sépulture, font douter que leurs liens aient été de nature familiale.

P OUR déplaisante que soit cette comparaison, qui la rend relative, l'Egypte, c'est une Chine proche de nous, comme elle brillait avant même que l'Etat et la nation, l'administration et le monarque, et donc le pouvoir, et donc la guerre. L'idée de la guerre aujourd'hui le séduit, mais pas au point de s'y lancer, cette réserve rappelle le jugement d'Alexandre pour qui les Egyptiens étaient un peuple trop doux pour faire de bons soldats.

صكنا من الزميل

SOCIÉTÉ/CULTURE

SECTION B

12. L'agitation dans les prisons
La cause des Girondins de Bordeaux

13. Cinéma : Dédé nostalgique, de Bertrand Tavernier
La Mostra de Venise

14. Les polémiques autour de la TGB
15 à 17 « Le Monde sans visa »

Après l'autorisation du gouvernement américain Les premières thérapies géniques sont pratiquées aux États-Unis sur des enfants

Un enfant atteint d'une très grave maladie d'origine génétique devait subir, vendredi 14 septembre, une thérapie génique. Cette expérimentation, qui a lieu à Bethesda (Maryland) sous la direction des docteurs W. French Anderson et R. Michael Blaese, fait suite à l'autorisation, donnée mardi 11 septembre, par le gouvernement américain, de mettre en œuvre les premières thérapies géniques humaines.

Le docteur French Anderson touche enfin au but. Son rêve de voir un jour les maladies génétiques traitées par greffe de gènes sains est en passe de se réaliser. Vingt-deux ans après avoir soumis au prestigieux *New England Journal of Medicine* un article visionnaire intitulé « La modification des défauts génétiques : perspectives actuelles », dans lequel il imaginait qu'un jour, grâce à un virus, il serait possible de mettre en œuvre de véritables thérapies géniques, ce chercheur du National Heart Lung and Blood Institute de Bethesda se voit enfin offrir l'occasion de passer à l'acte. Et, à n'en pas douter, s'il réussit, d'ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la médecine.

L'autorisation du gouvernement américain, qui a été rendue publique, mardi 11 septembre, au terme d'un débat scientifique-éthique de près de trois ans, concerne exclusivement une maladie génétique extrêmement rare, le déficit en adénosine déaminase (ADA). Il s'agit d'enfants - on en compte une vingtaine dans le monde - souffrant d'un déficit total du système immunitaire du fait de l'absence d'un gène spécifique, celui qui code justement pour l'adénosine déaminase. Dans l'attente d'une greffe de moelle osseuse, seul traitement véritablement efficace de cette affection, les enfants doivent vivre dans des bulles confiantes, à l'abri du moindre agent infectieux. C'est parce qu'elle est due à l'absence d'un seul gène -



fait quasiment unique en pathologie - que cette maladie a été choisie pour inaugurer l'ère des thérapies géniques. En cas de réussite, deux autres affections, elles aussi dues à la déficience d'un gène, la maladie de Lesch-Nyhan et le déficit en purine nucléoside phosphorylase, pourraient bénéficier elles aussi d'une thérapie génique.

Le principe du traitement est très simple : dans un premier temps, on insère le gène que l'on veut intégrer dans l'organisme (en l'occurrence celui qui gouverne la production de l'ADA, cet enzyme indispensable au fonctionnement du système immunitaire) dans un rétrovirus connu pour ne jamais s'en prendre à l'homme. Ensuite, on prélève des cellules extrêmes par ponction de la moelle osseuse de l'enfant atteint. Ces cellules sont alors mises en culture avec le rétrovirus, manipulé de telle façon qu'il va intégrer le gène qu'il porte dans le génome des cellules de la moelle osseuse. Et une fois cette opération réalisée, les cel-

lules sont à nouveau réinjectées dans la moelle où elles vont reprendre leur activité mais en assurant cette fois, en plus, la production d'ADA.

Il est bien évident qu'une telle opération comporte une part d'incertitude. Mais, après tout, l'histoire de la médecine n'est-elle pas faite aussi d'une somme de tentatives thérapeutiques où, à chaque fois, il a fallu peser les risques encourus et les progrès escomptés ?

Pour autant, il ne s'agit pas totalement d'un saut dans l'inconnu. En 1988, des chercheurs de l'université de l'Utah avaient révélé, dans la revue scientifique *Nature*, avoir mis au point, et expérimenté sur l'animal, une technique qui permet de réaliser des greffes de gènes dans les cellules de mammifères. Plus récemment, le docteur Steven Rosenberg, le plus grand pionnier des thérapies géniques, avait annoncé (le *Monde* date 2-3 septembre) qu'il était parvenu, au National Cancer Institute de Bethesda, à

conduire un véritable traitement génétique chez des patients atteints de cancer au stade terminal. L'expérience avait consisté à modifier le patrimoine héréditaire de lymphocytes prélevés chez des malades souffrant de cancer de la peau (mélanome), de manière à augmenter leur action anticancéreuse. Pour ce faire, il les mettait en présence d'interleukine 2, une substance immunostimulante. D'après les résultats publiés le 30 août dernier dans le *New England Journal of Medicine*, il apparaît que non seulement il ne se produisait pas d'effets secondaires, mais qu'en outre trois des cinq malades sur qui l'expérience avait été faite ont vu leur processus cancéreux régresser. Aujourd'hui, le docteur Rosenberg attend à son tour le feu vert du gouvernement américain pour pouvoir procéder à une nouvelle expérimentation qui consistera, cette fois, à intégrer dans le patrimoine héréditaire des lymphocytes le gène codant pour le *tumor necrosis factor* (TNF), une substance qui devrait encore accroître les possibilités de lutte contre le cancer.

D'un point de vue éthique, ces expériences qui consistent à modifier le patrimoine génétique de cellules somatiques, présentes dans le sang ou dans la moelle osseuse, n'ont rien de critique. Il n'en irait bien entendu pas de même s'il s'agissait de cellules germinales. Le professeur Jean Dausset avait parfaitement résumé le problème en rappelant, il y a un peu plus d'un an, que « si la correction d'une cellule somatique (se participant donc pas à la reproduction) est parfaitement éthique et s'assimile à une greffe thérapeutique », il est « très dangereux d'autoriser les modifications du patrimoine héréditaire de l'humanité par l'introduction de gènes humains ou animaux dans des cellules reproductrices... Nous aurions bien plus de chances de déteriorer que d'améliorer notre espèce. »

FRANCK NOUCHI

Le blanchiment des narcodollars en Suisse

Les frères Magharian sont condamnés à quatre ans et demi de réclusion

Reconnus coupables d'infractions graves et répétées à la loi fédérale sur les stupéfiants, les frères Jean et Barkov Magharian ont été tous deux condamnés, jeudi 13 septembre, à quatre ans et demi de réclusion par la cour d'assises de Bellinzone dans le canton du Tessin, alors que le procureur avait requis huit ans d'emprisonnement. Egalement condamnés à dix ans d'exclusion du territoire helvétique et à une amende de 50 000 francs suisses chacun, ils se verraient restituer près de 5 millions de francs suisses saisis sur leur compte et appartenant pour une grande partie à leurs clients.

Le monde de la finance

Tout en reconnaissant certaines lacunes du dossier, le procureur avait estimé qu'il y avait « un faisceau d'indices suffisants » pour convaincre la cour que les frères Magharian « étaient parfaitement conscients de la provenance illicite de l'argent qui leur parvenait tant de Turquie que des États-Unis ». Mais la défense a fait valoir que « tous les clients turcs et syriens qui avaient fait parvenir de l'argent aux Magharian travaillaient déjà avec différentes sociétés de courtage de Zurich, dont Al Ariss, Mecattuf, et Sakarchi ». De Mohamed Sakarchi, qui s'était présenté à la barre pour se distancier de leurs clients, les avocats des frères Magharian ont dit qu'il était considéré comme « un traquant notoire » dans des rapports du ministère public de la Confédération et qu'il « était protégé par ses connaissances dans les hautes sphères ».

En rendant le verdict, le président de la cour a admis qu'il s'agit « malaisé pour les jurés de bien cerner les dessous de ce monde gris de la finance louche qui collabore toujours davantage au recyclage de narcodollars ». Echaudés par ces coups portés à leur réputation, les banques helvétiques ont essayé de redorer leur blason. En marge du procès, répondant aux « critiques du public suisse » dans des annonces publicitaires dans les journaux et à la télévision, l'association suisse des banquiers assure qu'il n'y a pas un pays au monde qui ait une réglementation aussi stricte que celle de la Suisse pour réprimer le blanchiment d'argent. Et d'appeler à la rescousse un haut fonctionnaire des services américains de lutte anti-drogue : « Si j'avais de l'argent sale à blanchir, la Suisse serait le dernier endroit où je le déposerais ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

Au tribunal correctionnel de Paris

Les frustrations d'un réfugié albanais

Qamil Hajdini, cinquante ans, réfugié politique albanais vivant en Belgique depuis 1983, a été condamné, jeudi 13 septembre, à huit mois de prison par la dixième chambre correctionnelle de Paris pour avoir, le 19 février dernier, jeté une grenade devant l'ambassade d'Albanie à Paris.

Qamil Hajdini est déçu. Il constate que l'on est en train de lui voler ce procès tant attendu en l'empêchant de dire les mots mille fois répétés dans sa cellule. Cette audience, il l'a voulu, obstinément. Car s'il a jeté une grenade, le 19 février dernier devant l'ambassade d'Albanie vers 2 heures, à un moment où il était certain de ne blesser personne, c'était pour se présenter immédiatement dans un commissariat en revendiquant son geste. L'explosion n'a brisé que quelques vitres. Mais Qamil Hajdini voulait être arrêté et surtout jugé au cours d'un procès où il pourrait s'exprimer longuement sur son propre itinéraire et clamer son soutien au peuple albanais opprimé.

Le président Henri Malergue ne voit pas les choses de cette manière et, d'emblée, il le fait savoir clairement : « Je ne veux pas de tribune politique. Il faut s'en tenir aux faits. » Le bouillant magistrat admet tout juste que Qamil Hajdini indique qu'il a été détenu dix ans en Yougoslavie et dix-huit ans en Albanie, après avoir été condamné à mort à deux reprises. Mais quand son avocat lui demande de préciser quelles étaient ses relations avec le régime albanais, le président l'arrête d'un geste, et M. Jean-Jacques Bignon, substitut du procureur de la République, lance : « On s'en fou... ».

Pas tout à fait, cependant, car M. Malergue souhaite que le réfugié albanais explique son geste, mais brièvement.

M. Hajdini parle donc de ses travaux d'écrivain, des menaces qu'il a subies en Belgique de la part des services spéciaux albanais, et il évoque son pays, « une nation victime du chauvinisme serbe et du

stalinisme russe ». Il faut bien entendre les témoins, et le président y consent, tout en grognant : « Il ne s'agit pas de témoignages faits ». Parmi eux, Mgr Virgil Gheorghiu, patriarche de l'Eglise orthodoxe roumaine, possède la conviction que M. Malergue apprécie. En quelques phrases, il explique : « Les crimes d'une république pénitentiaire, on ne peut pas leur demander le comportement sage des gens qui vivent en liberté. Ils ont donc une autre logique. » Et l'auteur de la 25^e heure ajoute : « Après quarante ans de vie en France, je n'arrive pas encore à être logique. »

Dans la même logique, M. Malergue n'aime pas que les avocats se tournent trop souvent vers le banc de la presse et les interrompent pour demander : « Vous plaidez pour les journalistes ou pour le tribunal ? » Humblement, M. Jean Senghor admet : « Je sais bien que je peux exaspérer... » Mais il plaide seulement pour « un homme qui a souffert ». Tout comme M. Jean Maggiani, qui suppose que le geste du réfugié « a eu des échos dans son pays quelques mois avant que les Albanais se précipitent dans les ambassades occidentales. »

Mais le grand regret des avocats et la dernière frustration de Qamil Hajdini, c'est de ne pas avoir eu d'adversaire. Car l'ambassade d'Albanie n'était pas venue demander justice.

MAURICE PEYROT

La cour d'appel du Tennessee confie la garde conjointe de sept embryons congelés

La cour d'appel de l'Etat du Tennessee a confié, jeudi 13 septembre, la garde conjointe de sept embryons congelés d'un couple divorcé, infligeant un premier jugement qui l'avait attribué à la seule épouse (le *Monde* du 23 septembre). En décembre 1988, les Davis avaient bénéficié d'une fécondation *in vitro* aboutissant à la conception de neuf embryons conservés par congélation. Deux embryons avaient été implantés sans succès dans l'utérus de Mary Davis. Il en était resté sept que la jeune femme avait voulu, malgré l'opposition de son mari, se faire implanter après la procédure de divorce engagée par le couple.

En août 1989, un premier jugement avait donné gain de cause à Mary, qui avait obtenu la garde des embryons. Depuis lors, elle avait souhaité faire un don anonyme des embryons à un couple stérile. Dans ses attendus, jeudi 13 septembre, le juge Herschel Franks a décidé que M. Stowe et M. Davis devaient « partager un intérêt dans les sept embryons ». (AFP)

Accidents thérapeutiques : le médiateur propose la création d'un fonds de secours aux victimes. - M. Paul Legatte, médiateur de la République, a proposé au gouvernement un projet de loi pour aider les victimes d'accidents thérapeutiques. Ce texte prévoit un « renversement de la charge de la preuve ». Pour être déchargé de leur responsabilité, les médecins ou les responsables d'établissements de soins devront faire la preuve que les soins « ont été dispensés avec une diligence et une compétence normales ». D'autre part, le texte prévoit la création d'un fonds de secours financier et d'assistance juridique aux victimes d'accidents thérapeutiques.

Publicités interdites par arrêté ministériel

Les gris-gris hors catalogue

Dans trois semaines, les laboratoires Plantas et médecines de Cahors ne pourront plus vanter par voie publicitaire les vertus antimigraineuses de leurs disques magnétiques Mag-dol. Il en ira de même pour l'appareil de micromassage Flisotron et pour les produits Précurseur de Sibthorne de la société parisienne Esthétique actuelle. La décision est identique pour ce qui concerne le procédé Infrarex (anti-maux de tête, anti-arthrite, anti-crampes et anti-tennis elbow) et le Super-Jogging Svettesse (présenté comme permettant d'éliminer du poids à chaque mouvement ainsi que les toxines grasses) de la société Scientex de Nanterre. Sanction similaire encore pour les bagues Louis Cochet, faisant état d'une action sur la crise de foie, les hémorroïdes et les rhumatismes, ou pour la société parisienne Sedao, qui propose à la vente un appareil ionisateur présenté comme indispensable à la croissance ainsi que pour un appareil Bodyform de Babyliss qui aurait une action sur la sciatique, l'élimination des graisses et des toxines.

Arguant qu'aucune preuve scientifique n'a jamais été proposée à l'appui de ces multiples affirmations, un arrêté ministériel du 13 août dernier (publié par le *Journal officiel* du 13 septembre) met un terme sinon à l'existence, du moins à la publicité de ces gris-gris modernes.

Cet arrêté porte une attention toute particulière aux célèbres catalogues de La Redoute. Celui de l'automne-hiver 1988-1989 d'abord, qui proposait « des genouillères ou coudières magnétiques auxquelles est attribuée une action sur les douleurs rhumatismales et des ceintures magnétiques auxquelles est attribuée une action sur les lombagos ». Celui du catalogue automne-hiver 1989-1990 ensuite, qui vantait les mérites

d'un massoir à infrarouge auquel était attribuée « une action sur l'arthrite, les maux de ventre et de tête » ainsi qu'un thermo-vibro-masseur censé « agir sur l'ostéome et la cellulite ». Ce même catalogue proposait aussi des lampes à infrarouges (contre l'arthrite), ainsi que des masques relaxants (action sur le rhume, le nez bouché, la sinusite, la fièvre, le saignement de nez et les maux de tête).

Dans son volumineux catalogue été-hiver 1989-1991 (39 francs, remboursables en cas d'achat), les propriétés thérapeutiques des multiples appareils d'hygiène présentés sont réduites au strict minimum. C'est à peine si l'on découvre un thermo-vibro-masseur permettant une « revitalisation par ondes magnétiques, une stimulation des points d'acupuncture et de réflexothérapie du pied et de la main ». Jusqu'au Bodyform de Babyliss qui, cette fois, n'est plus présenté que comme fournissant un équivalent du massage manuel permettant « d'activer la circulation sanguine, de tonifier et de décontracter les muscles et d'apaiser les douleurs ».

Pour tardive qu'elle soit, l'action ministérielle portera-t-elle ses fruits ? Il faut espérer que la volonté publique n'en restera pas là. Et qu'au-delà de ces cas, comme tous punctuels, le ministère de la santé parviendra, comme il en a manifesté l'intention, à obtenir que la prescription et l'utilisation des médicaments et des outils thérapeutiques répondent à plus de rationalité qu'aujourd'hui.

JEAN-YVES NAU



LA HYRE

l'homme et l'œuvre

par Pierre Rosenberg et Jacques Thuillier

384 pages 475 illust. 480 F



SOCIÉTÉ

L'agitation dans les prisons

Affrontements entre gardiens et gendarmes mobiles à Fleury-Mérogis

Des affrontements se sont produits, jeudi 13 septembre, entre des surveillants du centre pénitentiaire de Fleury-Mérogis (Essonne) qui bloquaient l'entrée de la prison et deux escadrons de gendarmes mobiles qui tentaient de les déloger. A l'appel de la section locale de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF), 48 surveillants s'étaient rassemblés, vers 18 h 30, devant les portes de la prison. Ils entendaient empêcher l'entrée des fourgons ramenant notamment les détenus venant des palais de justice parisiens. Les forces de l'ordre sont intervenues très fermement, selon des consignes ministérielles.

L'UFAF protestait contre le manque de surveillants de base (1 006 pour un effectif théorique de 1 069) qui « entraîne une sup-

pression de repos hebdomadaire », et les conditions d'hébergement, jugées « déplorables », des stagiaires. Au ministère de la justice, on répond que l'écart « plutôt faible » entre effectifs réels et théoriques, tient au fort taux de rotation du personnel dans une prison qui emploie beaucoup de débutants. Le ministère ajoute qu'une centaine d'agents ont été affectés à Fleury depuis le début de l'été, et que de nouvelles affectations sont prévues pour octobre. L'activité démontre ces dernières semaines par l'UFAF est peut-être alors à replacer dans un contexte de campagne électorale, les élections professionnelles devant avoir lieu en janvier prochain.

RELIGIONS

La mort du Père Claude Mondésert

Le Père Claude Mondésert, jésuite, est décédé à Lyon, mercredi 12 septembre, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Fondateur de « Sources chrétiennes » et directeur de cette collection jusqu'à sa retraite en 1984, il a joué un rôle important dans le renouveau des études patristiques et théologiques en France. Né à Villefranche-sur-Saône le 23 juillet 1906, il était entré dans la Compagnie de Jésus en 1922 et a été ordonné prêtre en 1936. Pendant la guerre, Claude Mondésert a participé, avec les Pères Daniélou, De Lubac et Chaillet, à la naissance, en 1942, de « Sources chrétiennes », dont il a assuré la direction à partir de 1952. Au rythme de dix par an, ces différents volumes publiés au Cerf ont permis à de nombreux lecteurs d'accéder à la connaissance des textes, qui étaient pour la plupart non traduits, des Pères de l'Eglise des dix premiers siècles.

Les aveux du meurtrier présumé de la petite Delphine. — Le suspect interpellé, mercredi 12 septembre à Deauville (Calvados), dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de Delphine Boulay, a avoué être responsable de la mort de la petite fille. Cet homme d'une trentaine d'années, dont l'identité n'a pas été révélée, travaille aux cuisines d'un restaurant de la région de Deauville. Bien qu'il soit passé aux aveux, plusieurs points de ses déclarations restent à éclaircir, indique-on de source proche des gendarmes chargés de l'interrogatoire. Le corps de Delphine, âgée de dix ans, originaire d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), qui participait à un camp scout, avait été retrouvé carbonisé en lisière d'un petit bois à Saint-Pierre-du-Val (Eure), en août 1988 (*le Monde* du 31 août 1988).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

Le suicide d'une détenue à Epinal

Les magistrats de Mulhouse connaissent un peu Fatima A., de nationalité française, née à Epinal en 1963. On savait qu'elle touchait à l'héroïne, qu'elle se prostituait parfois dans le centre-ville et qu'il lui arrivait de voler. Elle avait un enfant placé dans une famille de la région parisienne. Quel âge avait-il, déjà ? Huit mois, quatorze mois ? Fatima ne savait plus très bien.

Par quatre fois elle avait été jugée : aux condamnations avec sursis avaient succédé les peines fermes. La plus récente, le 25 juin, était due à un bijou qu'elle portait sur elle alors qu'il n'aurait jamais dû quitter une maison cambriolée. La peine, trois mois fermes l'avait envoyée d'abord à la prison de Mulhouse puis à la maison d'arrêt d'Epinal, toute belle, toute neuve. Fatima A. n'était pas toujours une déte-

nue facile. On le disait agitée. Elle s'était un peu coupé l'avant-bras gauche et puis avait insulté la première surveillante. Le 10 septembre, après avoir comparu au prétoire, elle était envoyée au quartier disciplinaire pour quinze jours, dont sept avec sursis. Bon prince, le directeur, le croyant calmé, ramena la sanction à trois jours seulement. La jeune femme paraissait « soulagée », car elle craignait, disait-elle, de finir sa peine en quartier disciplinaire. Elle avait dû en sortir le 13 septembre. Le 12 dans l'après-midi, elle a fait les cent pas habituels dans la cour de promenade, puis elle a parlé avec une surveillante de ses « projets d'avenir », indique le ministère de la justice.

A 17 h 20, on la trouve pendue aux barreaux de sa cellule, avec son soutien-gorge. Elle aurait dû sortir de prison le 25 septembre. A. Lo

REPÈRES

publié trois nouvelles photos de Vénus, prises le mois dernier par Magellan, sur lesquelles apparaissent des cratères géants et des coulées de lave. — (AP.)

HANDICAPÉS

Un plan d'insertion de 400 millions de francs en Ile-de-France

Insérer dans des entreprises 2 000 handicapés chômeurs (sur les 8 000 que compte la région) d'ici à la fin de 1992, tel est l'objectif du plan d'action que l'Etat et l'Ile-de-France ont lancé, vendredi 14 septembre, à Paris. Quatre mille sociétés franciliennes qui, pour remplir leurs obligations légales, versent une redevance à un fonds « pour l'emploi des handi-

SPORTS

FOOTBALL : la crise des Girondins de Bordeaux

M. Bez souhaite engager l'entraîneur et le directeur général de Marseille

M. Claude Bez, le président des Girondins de Bordeaux, a contacté l'entraîneur de l'Olympique de Marseille, Gérard Gili, pour qu'il prenne dans les prochains jours la direction de l'équipe bordelaise. Le dirigeant girondin est également en négociation avec Jean-Pierre Bernès, le directeur général du club marseillais, qui pourrait, lui aussi, rallier la Gironde.

En cherchant ainsi à enrôler deux hommes en proie au doute depuis l'arrivée à l'OM de l'Allemand Franz Beckenbauer (*le Monde* du 11 septembre), Claude Bez tente un audacieux pari : son éternel rival Bernard Tapie, président de l'OM, concéderait sans doute à le plus beau canotier de sa carrière de dirigeant de football. Selon nos informations, Gérard Gili et Jean-Pierre Bernès étu-

raient de près les propositions bordelaises, dont ils avaient pris connaissance bien avant la première apparition du « Kaiser » Beckenbauer au stade-vélodrome, samedi 8 septembre, pour la rencontre contre le Paris-SG. Ils seraient d'autant plus intéressés que l'arrivée du technicien allemand est, pour l'un comme pour l'autre, vécue comme un acte de trahison de la part de Bernard Tapie.

Gérard Gili peut se sentir écarté, lui qui a donné à l'OM deux titres de champions, une Coupe de France et une demi-finale de coupe d'Europe. Quant à Jean-Pierre Bernès, jusqu'à « l'homme de terrain » de Bernard Tapie pour la gestion quotidienne du club, il perd certaines de ses attributions au profit du technicien allemand.

Le fait que le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, ait maintenu sa confiance à Claude Bez alors que ce dernier paraissait condamné (*le Monde* du 13 septembre) pourrait convaincre les deux hommes de se lancer dans une aventure totalement inattendue.

Comme il est improbable que M. François-Xavier Bordeaux, chef de file de l'opposition municipale (PS), trouve les 150 millions de francs que M. Chaban-Delmas a mis au défi de présenter avant le samedi 15 septembre pour prendre le club en main, MM. Bez et Chaban-Delmas vont préparer un plan d'urgence reposant sur l'injection immédiate d'argent frais (60 millions de francs) dans les caisses du club. L'éventuelle venue du duo Gili-Bernès serait l'un des aspects de ce plan, assurément le plus spectaculaire.

PHILIPPE BROUSSARD

PHILATÉLIE

France : programme 1991

Le programme philatélique définitif pour l'année 1991 comprend quarante-sept timbres-poste commémoratifs dont seize avec surtaxe. Un programme placé sous le signe des Jeux olympiques d'Albertville. En effet, aux quatre timbres prévus normalement en 1991 s'ajoutent quatre autres, annoncés initialement pour 1992. Parmi les sujets marquants se détachent les « premières » (Saint-Just ; Marcel Cerdan, premier boxeur sur un timbre français ; Max Ernst, annoncé comme une émission commune franco-allemande originale) ; les « redites » (Mozart, Auguste Renoir, la gendarmerie nationale).

« Timbres-poste avec surtaxe : Journée du timbre (métiers de la Poste : le traitement du courrier) ; personnages célèbres, postes français du vingtième siècle (Elnard, Breton, Aragon, Ponge, Prévert et Char) ; Croix-Rouge ; Toulon ; XVI^e Jeux olympiques d'hiver ; XVI^e Jeux olympiques d'hiver : Les Ménuires (slalom), Méribel (kocoy sur glace), La Plagne (luge), Pratognan-la-Vanoise (curling), Les Saixes (ski de fond), Tignes (ski artistique), Val d'Isère (ski alpin), parcours de la flamme olympique.

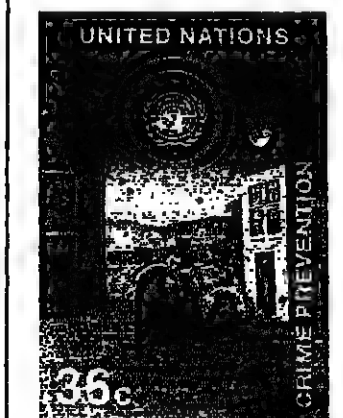
« Timbres-poste sans surtaxe : série artistique (œuvres de Max Ernst, Georges Seurat, François Rouan et Roberto Matta) ; « Europa », la Guyane et l'espace et les satellites de télévision directe) ; pont de Cheviré ; vallée de Munster ; orgues de Wasquehal ; village de Carencac (Lot) ; série « Nature de France » (ours des Pyrénées, tortue terrestre, castor et martin-pêcheur) ; Révolution française (Saint-Just, La Tour d'Auvergne, arbre de la Liberté et bicentenaire de la gendarmerie nationale) ; commémoratifs divers : congrès de la Fédération des sociétés philatéliques françaises à Perpignan ; Gaston Phébus (1331-1391) ; Marcel Cerdan (1916-1949) ; Philéjeunes 91 à

Cholet ; centenaire de l'Ecole spéciale des travaux publics ; trentième anniversaire d'Amnesty International ; dixième congrès forestier mondial, à Paris ; trois cent cinquantième anniversaire de l'imprimerie nationale ; bicente-

naire de la mort de Mozart ; centenaire des Championnats internationaux de France de tennis ; le temps du Maroc ; Auguste Renoir (1841-1919) ; quatre-vingt-dixième anniversaire du concours Lépine. P. J.

En filigrane

• Une émission de l'ONU controversée. — L'administration postale des Nations unies a mis en vente, comme prévu, le jeudi 13 septembre, une série de six timbres-poste, dessinés par Joseph Ryzac, un artiste tchèque, sur le thème de la prévention du crime à l'occasion du 8^e Congrès des Nations-Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui s'est déroulé à Cuba du 27 août au 7 septembre.



Une série controversée à cause du dessin de l'une des valeurs, jugé antisémite par le Conseil représentatif des institutions juives de France (*le Monde* du 13 septembre). L'administration postale des Nations unies réfute donc cette accusation qu'elle estime absurde. A noter que la prochaine émission de timbres, fixée au 16 novembre, sera consacrée aux droits de l'homme (Administration postale des Nations unies, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse. Tél. : (41-22) 734-60-11, poste 3825).

• « Le Monde des philatélistes » de septembre. — Le *Monde des philatélistes* de septembre est paru. Au sommaire, plus de vingt pages de nouveautés du monde entier. Un record ! Plus classique, une étude sur un timbre grec, le 10 lepta à grosse tête de Marcure, dont les premiers exemplaires furent imprimés avec du matériel français durant les années 1860.

Saumon, brochet, gardon et perche, une série en vente le 8 octobre, sont aussi au rendez-vous. Serge Zeyons retrace l'histoire de nombreuses affaires criminelles du début du siècle dont la carte postale fit ses choux gras : bande à Bonnot, affaire Humbert, Steinhilf, Caillaux... *le Monde des philatélistes*, 96 pages, en vente en kiosque, 20 F. • Raymond Moretti au « Monde ». — Raymond Moretti, auteur du récent panorama philatélique de la chanson française, viendra consacrer son œuvre au *Monde*, 15, rue Falguière, Paris-15^e, le samedi 22 septembre à partir de 14 heures. Raymond Moretti a signé une série sur le quarantième anniversaire de la Libération en 1984, une série sur le quarantième anniversaire de la victoire en 1985 et, en 1988, la première représentation d'une synagogue sur un timbre français, la grande synagogue de la rue de la Victoire, à Paris.

AVEC LA SNCF VOYAGEZ SUR MESURES

Congrès, séminaire, lancement de produit, voyage de stimulation ou conférence de presse, autant d'événements pour lesquels l'innovation est un facteur clé du succès.

Aussi la SNCF a-t-elle inventé LES VOYAGES SUR MESURES.

DÉCOUVREZ-LES SUR LE STAND SNCF AU TOP COM 90 A DEAUVILLE*

C'EST POSSIBLE !

* Les 20, 21, et 22 septembre.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle Tél. : 40-63-29-27

سكرا من الزمان

CULTURE

MUSIQUES

Le « tombeau » de Scott Ross

L'intégrale de l'œuvre pour clavier de Couperin par Scott Ross ressort en édition de luxe numérotée. Une date dans l'histoire éblouissante de l'édition sur disque argenté

Quand un créateur veut rendre hommage à un autre créateur, il lui dédie ce qu'il est convenu d'appeler un « tombeau ». Ravel composa celui de Debussy, et Boulez celui de Mallarmé. (Tombeau de Mallarmé est le titre de la dernière pièce symphonique de *Phébus*.) Le « tombeau » est une manière élégante, pour l'artiste vivant, de faire un cadeau post mortem à son frère en création.

Cette forme de présent original est venue pour la première fois à l'esprit d'un éditeur : un « tombeau » qui ne soit pas de la musique à la hauteur du dédicataire mais un « acte d'édition » sans précédent, un objet d'art discographique, qui rende hommage, par son luxe, sa part d'invention, sa perfection, à l'artiste auquel on a donné beaucoup de son temps, qu'il a aimé particulièrement.

C'est donc un « tombeau » qu'Alain Villain - éditeur-éditeur s'il en est - dédie aujourd'hui à Scott Ross - claviciniste solitaire, mort en juin de l'année dernière (le Monde du 16 juin). La réédition en douze disques compacts, sous forme d'une édition de luxe numérotée, de l'intégrale (réalisée par l'Intégrale américaine au cours des années 1977 et 1978 et parue à l'époque sur seize disques noirs), de l'œuvre pour clavier de François Couperin.

Les cinq cents premiers exemplaires de ce tirage de luxe sont réservés en priorité aux lecteurs du Monde : il leur sera donné de recevoir l'objet par la poste. Et là, le style d'Alain Villain (son label était « Stil ») s'affirme d'emblée. Un emballage de carton épais, fabriqué à grands frais pour ce seul usage, et sans rembourrage. La protection, style grand couturier, d'une enveloppe transparente en rhodolite, à travers laquelle apparaît un cube parfait recouvert sur trois faces d'une photo de Scott Ross, la tête dans les nuages, les cheveux dans le vent, marchant symboliquement sur le fil d'une queue rouge et or, comme un blase, vient de l'objet. Les deux volumes de « La Pléiade », les deux parties de l'intégrale : deux fois six compacts, recouverts chacun du traditionnel étui de bakélite, mais regroupés en deux albums distincts, sont deux nouveaux étuis cartonnés qui viennent prendre place, au dièdre de millimètre près, dans le cube parfait.

Poupets russes, boîte de Pandore, cet habillage en couches superposées est à lui seul une « œuvre » à l'épave que le disque compact s'édite et se réédite à la sauvegarde, comme de mauvaises savonneries, la réaction indignée d'un éditeur toujours insatisfait. Le surnom d'Alain Villain est « le José Corti du disque ». Dinosaure d'une profession moribonde. Endetté par principe et par liberté.

Deux étés au clavier

Après être né au disque grâce aux éditions « Stil », son premier microsilicon, insolentement titré *Monsieur Bach*, fut sous ce label sa carte de visite, - après avoir dû sa très subite célébrité à une intégrale Rameau également parue sous l'étiquette « Stil » et récompensée en 1975 par deux prix du disque, Scott Ross, le musicien, devint à son échelle (celle, modeste, des clavicinistes) une sorte de monsieur sacré.

C'est qu'il aimait apparaître sur scène vêtu d'une toque de trappeur, d'une combinaison de cuir, de pulls effrayants superposés. C'est qu'il aimait les chats, les fleurs, les bagues en or, les ascenseurs. C'est surtout qu'il fuyait la société et ne sortait pas volontiers du petit bout de France qu'il avait acheté, près du château d'Assas, non loin de Montpellier. C'est là - antienne aristocratique aux trivialisés de son Pittsburgh natal - qu'il allait mourir, après avoir donné aux éditions Erato, en trente-quatre disques argentés, cinq cent cinquante-cinq sonates de Scarlatti enregistrées presque d'une seule foulée : la plus célèbre intégrale de l'histoire du disque avec les Beethoven de Karajan.

En 1977 et 1978, Scott Ross était toujours un artiste « Stil ». Il avait la santé. L'intégrale Rameau, l'avait enregistrée deux fois de suite à cause d'une erreur technique (choix d'une tête artificielle Neumann seulement compatible avec l'écoute au casque). Effaçant tout, il s'était à nouveau remis au clavier huit jours d'affilée, pour boucher d'un seul filan cent soixante-dix minutes de musique parfaite. Concluant : « Le premier enregistrement n'était qu'une répétition... » Rire jaune de l'éditeur désargenté.



Scott Ross en 1975

L'intégrale Couperin suivit presque immédiatement. Deux étés y suffirent à raison de dix jours d'enregistrement par « session ». Dans le

de vivre jamais gai, Scott Ross, sublimant les célèbres morosités du grand Couperin, se lança dans la mêlée de l'œuvre française la plus désordonnée que l'on puisse imaginer, œuvre néanmoins distribuée, en vertu d'un humour bien particulier, en recueils nets, dénommés « ordres ».

Et Scott Ross ordonna, comme personne, ces centaines de pièces disparates, refusant mélancolie et nonchalance lors même que le mode mineur s'y allie à des moments d'inspiration défaillante, touchant son instrument avec la force d'un Titan et l'urgence d'un amant, dressant infailliblement, comme l'aurait dit Bossuet (cité par René Fouquet, dont le beau texte ponctue ce coffret), « des colonnes qui semblent vouloir porter jusqu'au ciel le magnifique témoignage de notre néant ».

ANNE REY

Intégrale de l'œuvre pour clavier de François Couperin, par Scott Ross : un coffret de douze disques compacts comportant des extraits des « Lettres du château d'Assas » de René Fougère.

Pour les lecteurs du Monde : du 15 au 30 septembre inclus, les éditions Stil réservent aux lecteurs du Monde les cinq cents premiers coffrets de l'édition numérotée de cette intégrale Couperin en 12 disques, au prix exceptionnel de 179 F. Frais de transport et emballage compris. (Editions Stil, 5, rue de Charonne, 75011 Paris, tél. : 48-06-28-19). Une « signature » de ce travail d'édition exceptionnel est prévue à la librairie L'Arbre à lettres, samedi 15 septembre entre 17 h 30 et 19 heures (62 rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris, tél. : 43-45-49-04, métro Bastille).

CINÉMA

Gens d'ailleurs, merveilleux

Venise découvre les univers de Jane Campion dans « An Angel at My Table » et d'Aki Kaurismäki, dans « I Hired a Contract Killer »

VENISE

de notre envoyée spéciale

Soudain, enfin, venant de loin, venant de haut, de la Nouvelle-Zélande, de la Finlande sont arrivés des objets rares et beaux, des films révélateurs de l'univers d'un auteur, la signature d'une femme, d'un homme, jeunes tous deux, qui ont le pouvoir exorbitant de voir les choses autrement, de reconstruire le monde.

On entre dans *An Angel at My Table* de Jane Campion, trente-quatre ans, comme dans certains livres qui, à la première page, vous saisissent et ne vous lâchent plus. La suspense n'est pas polémique mais affectif, et si forte la sympathie qu'on éprouve pour un personnage, si indéfinissable son emprise sur vous. En trois parties - son film étant adapté par Laura Jones des trois romans autobiographiques de sa compatriote néo-zélandaise Janet Frame, - Jane Campion entre dans les yeux de Janet enfant, puis adolescente, puis adulte, dans sa chevelure trop rousse de choriste, dans son corps trop encombrant, dans son orner trop grand.

Plus jamais, on ne quittera Janet, jouée aux trois âges avec la même incroyable grâce intérieure (Kerry Fox, Alexia Keogh, Karen Ferguson). On est à l'intérieur de l'enfance, de ses chagrins terribles, de son attitude vorace, de ses merveilles fugaces, on est la petite fille trop grosse avec ses oreilles sales, la grande sœur qui se noie, mais l'odeur du sous-bois, et la carresse paternelle de la main de papa. Plus tard, comment la solitude vient à Janet, et le bonheur des mots, les premiers poèmes plutôt que les premiers baisers. Com-

ment le silence social est interdit et la conduit à l'hôpital psychiatrique. Janet y demeurera huit ans, frappée du verdict de schizophrénie, subissant deux cents électrochocs, chacun aussi terrifiant, dira-t-elle, « qu'une exécution capitale », sauvée in extremis de la lobotomie par un prix littéraire.

On est avec Janet à l'asile, on danse avec elle sans dégoût au bal des fous, on voit jaillir un poème comme une fusée de déresse sur le mur sans l'entre de sa cellule : « Ne pas avoir peur de la chaleur du soleil ».

On est avec Janet en voyage, à Paris, saisi sans chichis en trois images, des monuments qui se cognent, un petit pan de mur gris, à Londres, en Espagne, de retour sur sa terre lointaine, on est dans ses poèmes, et dans ses peurs, on est dans sa peur.

Un tueur en marche

Déjà avec ses courts métrages, bien sûr, avec *Sweetie*, Jane Campion avait démontré son extraordinaire capacité à photographier les âmes, sans a priori, sans coquetterie, la beauté n'est pas là où on le dit. Avec *An Angel at My Table*, elle fait encore un pas en avant, elle parvient à donner vie à l'écriture, toujours si platement représentée à l'écran par le seul criquet d'une machine à écrire, elle parvient à donner vie à un arbre qui porte en lui tout son pays. Du plus petit au plus grand, d'une paire de vieilles bottines à l'immensité du sentiment. Jane Campion n'a pas d'encre, pas de

maître, elle vient d'une vaste contrée, d'un ailleurs qu'elle nous donne, elle est libre, son cinéma aussi.

Tout comme celui d'Aki Kaurismäki, le *wonderboy* finlandais, l'homme dont il faut savoir éterniser le nom depuis un certain temps déjà, depuis *Hamlet Goes Business*, et la *filie aux allumettes*. Auteur, metteur en scène, monteur et producteur de ses films, éperduant cinéphile - sa maison de production a été baptisée *l'Allepia*, hommage dyslexique à Godard - il travaille avec une caméra achetée à prix d'or à Ingmar Bergman quand celui-ci eut décidé de ne plus tourner... Son *I Hired a Contract Killer* est une petite merveille de drôle, d'élégante cruauté.

Henri Boulanger, un modeste fonctionnaire français (Jean-Pierre Léoand) en poste à Londres, est licencié. Rien ne le rattache plus à la vie. Après plusieurs tentatives de suicide ratées (grâce du Gaz à l'instant où il met la tête dans le four), il décide de louer les services d'un tueur à gages pour l'exécuter. Juste ce qu'il faut, il boit le premier et, croit-il, dernier whisky de son existence, entre une blonde (Margi Clarke). Tout va mieux, si ce n'est que le tueur est en marche...

Postulat, fort de films noirs, mais le traitement vient tout changer, aboutit à une comédie brillante, d'un romantisme grinçant. La blonde est marchande de fleurs. Quand elle entre dans le bar, c'est beau comme du Chaplin, glorieusement sentimental, contredit par l'image qui garde sa coquetterie hyperréaliste.

Murs peints, portes rouges, Serge Reggiani tient une baraque de tôle ondulée bleue dans un cimetière, il vend des « french hamburgers ». Peu de dialogues, juste ce qu'il faut, fonctionnels, et une phrase sentencieuse qu'on applaudit : la classe ouvrière n'a pas de « patrie ». Quand ça va vraiment mal pour Henri Boulanger, on entend Carlos Gardel. Il y a des références, des révérences, des citations, *After Hours*, de Scorsese notamment. Truffaut forcément. Il y a de grands silences lorsque le tueur (affaibli par un providentiel cancer du poulmon) attend, lorsque Henri Boulanger attend.

C'est une idée épatante d'avoir demandé à Jean-Pierre Léaud, terriblement inchangé, de le jouer. Plus keatonien que jamais, il a l'air en douceur de s'amuser. Il n'est pas le seul.

DANIEL HEYMANN

Une radioactivité limitée

Les débuts de Charles Dutoit à la tête de l'Orchestre national : plus de questions que de réponses

BESANCON

de notre envoyée spéciale

Nommé directeur musical de l'Orchestre national de France (le Monde du 6 septembre), Charles Dutoit a donné son premier concert officiel avec cette formation au Festival de Besançon. Même s'il ne commencera à conduire l'ONF qu'en septembre 1992, les musiciens et les mélomanes se sont réjouis que Radio-France ait choisi un chef énergique, internationalement reconnu, qui a fait la preuve de son autorité dans le même poste, à Montréal, et de son pouvoir médiatique, notamment avec des formations aussi fameuses que celles de Philadelphie, New-York ou Boston.

Le concert de Besançon (1) pose cependant plus de questions qu'il ne donne de réponses. Dans les *Nocturnes* de Claude Debussy, l'Orchestre national a renoué avec une sonorité assez raffinée sous cette direction éminente, à la batte spectaculaire, mais sans excès. Pourtant, l'interprétation nous a paru un peu trop lisse, sans la radioactivité intérieure de cette musique. Mais il faut certainement du temps avant que le cœur des musiciens batte à l'unisson de celui d'un nouveau chef.

Charles Dutoit retrouvait Martha Argerich, toujours aussi flamboyante et nerveuse, abondante chevelure et robe noire, pour le *Concerto en sol* de Ravel. Une musique bien calme d'abord, à la passion un peu refroidie, où la pianiste accentuait le côté syncopé, rêveur et mélancolique, avant de

déchaîner des doigts d'acier, mais qui manquaient de chaleur, d'éclat lumineux, de vie triomphale. Et pourquoi donc, dans l'adagio, ces mains décalées, « clochant » à la manière de Marguerite Long, qui troublaient une des pages les plus émouvantes de Ravel ?

Quant au *Concerto pour orchestre* de Bartok, il est peu imaginable qu'un directeur aussi avisé que Dutoit ait pu choisir une telle œuvre pour son premier contact avec un orchestre traumatisé depuis des mois, et qui a perdu, provisoirement, sa personnalité, sa cohésion et sa sonorité. La comparaison avec l'Orchestre de San Francisco, rutilant comme une Rolls Royce, bondissant comme une Ferrari, d'une harmonie et d'une unité fabuleuses, la semaine dernière dans le même lieu, était cruelle ; elle avait le mérite de montrer la tâche à accomplir.

La direction de Dutoit laissait aussi perplexe, avec ses mouvements presque toujours trop rapides, ses phrases secs, trop courtes et sans grandeur. La fierté, l'intensité intérieure, la substance si riche de Bartok, semblaient s'évanouir. En bis, heureusement, une interprétation fringante d'*Es-paña*, de Chabrier, jouée à vive allure, avec beaucoup de chic, redonnait vie et couleur à l'orchestre.

JACQUES LONGCHAMPT

(1) Ce programme, donné auparavant à Montreux et à Francfort, a été présenté le 13 septembre au Théâtre des Champs-Élysées à Paris.

Petite musique de vie

Trois humains attachants et désemparés face à la mort qui vient, c'est, tout en finesse, « Daddy Nostalgie » de Bertrand Tavernier

C'est amusant, ou c'est ennuyeux. Pour Daddy, les petits et grands événements de l'existence se réduisent à ces deux catégories. D'ailleurs le dandy vécut selon cette unique règle sa jeunesse britannique et accouche, il continue de l'appliquer de son mieux durant sa vieillesse paisible sur la Côte d'Azur. Après de Mico la Française, traductrice de ses frasques devenue son souffre-douleur zanzibar et ronchonnant, il égare les jours gris-bien d'une retraite ni joyeuse ni pitoyable, tandis qu'à Paris sa fille Caroline, riche et délicate, de *Daddy Nostalgie*, toujours aussi égocentrique, toujours séduisant. Mais Daddy va mourir.

Accourus au premier coup de semonce, Caroline tente d'offrir sa tendresse brouillonne en guise de baume. Parce que tous les trois ont mal, et plus encore, ils ont peur. Sur la terrasse du pavillon un peu minable qui donne sur la mer, ou le long de cette Côte d'Azur transformée, pendant l'hiver, en mouvoir ventileux et ensoleillé, ils se parlent. S'observent. S'évertuent à retrouver ces « petits riens ». *These Foolish Things*, que chante la voix de crooner de Jimmy Rowles tandis que Caroline se souvient qu'elle ne fut pas une petite fille heureuse. Ces « petits riens » sont toute la matière, riche et délicate, de *Daddy Nostalgie* - qui aurait mérité un meilleur titre.

A ce père souffrant et roublard, fantasque et digne, Dirk Bogarde prête un visage qui ne fait ni son âge ni celui de son personnage. N'importe, renouant avec le cinéma après sept ans d'absence (le Monde du 13 septembre), il n'a rien perdu de cette présence faite de nonchalance polie où affluent les arêtes vives de l'ironie. Tour à tour pontifiant et enfantin, Daddy entraîne Caroline, insatiable questionneuse, dans l'évocation perdue de son époque dorée faite de voyages exotiques, de brillantes parties et d'insouciance. Caroline, Jane Birkin. « La » Birkin, plus déveillé que jamais, gaminie qui a grandi sans vieillir, funambule en perpétuel déséquilibre entre pleurs et sourires. Caroline ressemble tellement à Birkin, à ce que Birkin a l'habitude de montrer d'elle, que c'en est parfois horripilant, et parfois bouleversant.

On pourrait résumer *Daddy Nostalgie* à leur face-à-face. En retrait, agaçante et terre-à-terre, Mico la mère ne semble plus que le fantôme recroquevillé de sa trépi-

dante jeunesse. Pourtant, elle est peut-être le personnage le plus fin, le plus nuancé et, finalement, le plus attachant du film. Grâce à Tavernier et à sa scénariste Colo Tavernier O'Hagan, qui tracent par touches ce portrait de résistante du quotidien. Sans une once de romantisme, elle mène son combat personnel contre la mort de l'homme qu'elle n'a cessé d'aimer. Un combat dont les armes sont des cache-col, des prières, de sournoises manœuvres contre les boutelles de whisky, et qu'elle sait perdu d'avance. Intoxiquée au Coca-Cola, fumant comme un pompier, Odette Laure, magnifiquement, sait laisser deviner que Mico n'est pas seulement la mère confite dans le bon sens et les bragues sans enjeu dont elle revêt l'aspect et le strict maquillage. Chacun ses défenses.

La bonne distance

Les défenses du trio de *Daddy Nostalgie* sont aussi, comme toujours à proximité de la mort, ces banalités dont le ton seul trahit la compassion impuissante et sincère. Il faut beaucoup de justesse pour que ces phrases convenues ne soient ni lassantes ni ridicules. Bertrand Tavernier possède cette faculté d'attention aux regards, aux sonorités des voix, à l'hésitation d'un geste. Il sait la bonne distance pour regarder ces humains en détresse, et le moment où il convient de se détourner. Toutes qualités qui firent il y a six ans ce miracle délicat intitulé *Un dimanche à la campagne* - auquel une fugitive apparition de Louis Duxieux adresse un clin d'œil.

Mais peut-être est-ce d'avoir cette fois raconté son histoire au présent qui prive le cinéaste du nimbe magique dont s'entourait l'évocation bucolique des derniers jours d'un vieil homme au dernier jour d'une vieille époque. Les deux personnages principaux de *Daddy Nostalgie* semblent destinés à traîner un peu trop nets, un peu plus prévisibles que ceux qu'incarneraient Duxieux et Sabine Azéma. Il n'empêche. Sur quelques notes de mineur interprétées par trois comédiens majeurs, dans une orchestration où les lumières et les lieux jouent en sourdine leur contrepoint, Tavernier sait faire entendre la plus émouvante des petites musiques.

JEAN-MICHEL FRODON

EN BREF

La fréquentation des salles se redresse. - Après un premier trimestre décevant, les salles de cinéma ont enregistré au deuxième trimestre un redressement encourageant de la fréquentation avec 14 877 000 d'entrées (+ 7,5 %) et une recette totale de 680,087 millions de francs (+ 10 %) : une hausse plus sensible en province qu'à Paris. *Cyrano*, de Jean-Paul Rappeneau, et *Nikita*, de Jean-Luc Besson ont fait progresser la part de marché des films français (43,4 % en 1990 contre 35,8 % en 1989). Celle du film américain, toujours en tête, a fléchi de 53,1 % à 49,4 %. Ce redressement ne doit pas faire oublier que la situation reste fragile. Si les recettes des six premiers mois ont augmenté de

1,8 % par rapport à l'année précédente, dans le même temps, la fréquentation des salles a diminué de 2 %.

Vaclav Neumann quitte la direction de la Philharmonie tchèque. - Vaclav Neumann quittera le 1^{er} octobre la direction de la Philharmonie tchèque, fonction qu'il occupait depuis 1968. Il sera remplacé par Jiri Belohlavek, quarante-quatre ans, qui dirige depuis 1978 l'orchestre symphonique de Prague. Agé de soixante-dix ans, le chef d'orchestre tchécoslovaque continuera à donner des concerts à la tête de la Philharmonie tchèque, qu'il dirigera lors de tournées mondiales prévues en mars, avril, et mai prochains. - (AFP).

CULTURE

TGB : les chercheurs et l'architecte

Suite de la première page

« Le président de la République, poursuit M. Biasini, a donc décidé de consacrer des sommes importantes à la construction d'un nouvel établissement pour rassembler le regard que nous avons pris dans ce domaine. » Une paternité contestée, puisque la décision de créer une BN-bis avait été prise par François Léotard, dans les derniers moments de son ministère, décision soufflée par Emmanuel Le Roy Ladurie, l'actuel administrateur de la BN, qui évoquait dans son rapport remis au ministre la création, comme à Londres, d'une bibliothèque entièrement nouvelle.

Une méthode empirique

Cette querelle de préséance n'empêche guère Emile Biasini, qui poursuit : « L'expérience m'a appris que ce genre d'entreprise pouvait se heurter, dans le cours de sa réalisation, à un certain nombre de difficultés liées à l'évolution de la conjoncture politique. Il est donc plus sage de faire coïncider la durée de sa réalisation avec celle du septennat de François Mitterrand. Pour qu'elle ne manque pas de moyens en cours de route, nous avons volontairement contracté les différents moments de l'opération. » Il s'agit ensuite d'une affaire de principe. Il est vrai qu'en France la tradition commande de remettre à un architecte un programme élaboré, que celui-ci va traduire, seul dans son coin, en espace et en volume. De ce fait, il y a deux démarches distinctes, définitives l'une et l'autre, deux gestes

isolés. J'estime que cette méthode, qui n'existe, par ailleurs, ni aux États-Unis ni en Allemagne, n'est pas la bonne. Il est pour moi fondamental que les programmeurs – les maîtres d'ouvrage – et les architectes travaillent de concert. C'est la méthode que j'ai employée, avec bonheur, au Louvre, avec P. L. l'architecte, et les conservateurs.

« On m'accuse aujourd'hui de mettre la charrue avant les bœufs. Comme si nous nous étions partis à l'aventure, à l'aveuglette. Nous savions quand même ce que nous voulions construire : une bibliothèque ! Dans un tel bâtiment, il y a des éléments constants : les livres et les lecteurs. C'est un peu court, me direz-vous. Deux spécialistes éminents, MM. Cahari, président du conseil d'administration de la BN, et Mellot, ancien responsable de la BPI du Centre Pompidou, ont travaillé pendant trois mois pour imaginer les besoins de cet établissement. Le programme a été par la suite affiné. Sur cette base, Dominique Perrault a présenté un projet qui a été retenu. Il a dessiné des tours dans lesquelles il mettrait les livres et il a imaginé un cloître, ouvert sur un jardin, où il logerait les lecteurs. La discussion est toujours ouverte mais elle ne porte plus que sur l'aménagement pratique d'un parti qui n'a pas bougé. »

Le parti n'a peut-être pas bougé, mais le stock de livres à loger est quand même passé de trois ou quatre millions à plus de douze. Dominique Perrault a dû sacrifier les parkings pour y installer les volumes supplémentaires. Pour le secrétaire

d'Etat aux grands travaux, ce déloge de papier non programmé n'est qu'une pèripétie. « L'organisation de l'espace n'a pas changé. C'est le volume que nous avons à réorganiser. Et ce volume, nous avons deux ans pour le mettre au point. Si l'architecte avait dû attendre la fin des débats, en attendant deux ans, pour se mettre au travail, il n'aurait toujours pas tracé une ligne. La rapidité d'exécution, je le répète, est totalement liée à l'indispensable dialogue qui doit exister entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. La Bibliothèque de France est une création collective. Ceux qui se plaignent de ne pas avoir été consultés regrettent en fait de ne pas avoir été écoutés. Mais la démocratie n'implique-t-elle pas qu'une majorité finalement l'emporte ? Ne nous abusons pas, le débat d'idées si souvent mis en avant cache en réalité des querelles d'hommes. »

L'hérésie technologique

Des querelles dont l'architecte Dominique Perrault dit n'avoir que faire : il a gagné le concours, les pouvoirs publics l'appuient sans détour, il a jusqu'à présent fait un parcours sans faute, dans le registre qui est le sien, celui de l'hérésie technologique. De l'école de commerce de Marne-la-Vallée à l'hôtel industriel qu'il vient d'achever au fin fond du treizième arrondissement, il s'est imposé tout à la fois comme un plasticien et un technicien hors pair, dissimulant ainsi un discours puissamment formaliste sous l'éloquence tranquille de l'efficacité.

En outre, il a, jusqu'à présent, toujours évité le star-system dans les travers duquel sont tombés quelques-uns de ses confrères, de Boffill à Nouvel. Pour la mise en œuvre de la TGB, il a installé son agence dans ses meubles : l'hôtel industriel du boule-

vard Magenta. Une petite merveille transparente, un zéphyre d'architecture, censé abriter des industries douces et qui va finalement loger, sur trois de ses huit niveaux, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre, l'équipe Jamet et l'équipe Perrault, sans compter les ingénieurs.

Pour l'architecte, il s'agit, à petite échelle, de la démonstration de ce qu'il veut conduire à grande échelle et à bon port, avec la Bibliothèque de France. Comment montrer de manière plus éclatante que la bonne marche d'un établissement public est compatible, sans effet de serre, avec la « transparence », puisque tel est l'argument théorique des quatre tours de Tolbiac, et que cette transparence peut dépasser la dimension d'une tour à la crête applicable à toutes les circonstances monumentales des années 90 : Tolbiac, mais aussi le quai Branly, la tour de l'Infini à la Défense, etc.

On comprend l'appréhension des lecteurs de la BN à la vue de la première mouche de la TGB. Comment ne pas imaginer ces quatre tours de verre boursées d'une bonne partie de notre mémoire en proie aux flammes, éventrées par les bombes, ou devenant, sous l'effet du soleil, les foyers criminels des incendies les plus précipités ? Perrault, depuis le programme initial, et devant l'obligation d'accueillir la totalité des trésors de la rue de Richelieu, a largement revu sa copie, sans bouger d'un iota son concept initial. Au moins de quoi calmer les inquiétudes métaphysiques des professeurs d'Harvard ou du Collège de France.

Un immense « silo » qui ceinture les salles de lecture, autour du jardin central, accueillera, outre les fonds précieux devant bouger le moins possible, les ouvrages les plus utilisés. C'est donc une sorte d'« entre-deux », les livres ni pressés ni précipités – cinq millions de volumes, soit une minorité par rapport aux stocks dont disposera Tolbiac en 1995, – qui s'installera dans les quatre tours angulaires. Mais, où qu'il soit logé, aucun des livres ne devrait mettre plus de quinze à vingt minutes pour parvenir aux lecteurs. Ces tours, un peu épaisses par rapport au dessin initial, seront dotées d'une peau de verre véritablement transparente, insiste Perrault, pour qui le verre miroir ou le verre teinté représentaient – et nous le rejoignons sur ce point – une des plaies de l'architecture contemporaine.

A 80 centimètres en retrait, les étages de stockage et de circulation seront protégés du jour, du bruit, des coups et des terreurs nocturnes par de hauts volets de 3 mètres de haut, un peu, toutes proportions gardées, comme les volets intérieurs des hôtels parisiens du dix-septième siècle. Sur le plan visuel, l'effet est garanti – si l'on se fie à la réussite du bâtiment Massena. Comme une formidable « homothétie », une image démultipliée, des rayonnages de l'intérieur.

Pour le reste, pour l'efficacité de la technique, il faut se fier aux certitudes de l'architecte, de ses coéquipiers et de ses ingénieurs, désormais tous rangés en bataille devant une spectaculaire forêt d'ordinateurs. Une seule table traditionnelle de travail, perdue dans les plateaux de l'agence : celle de Dominique Perrault, qui s'accorde l'usage de l'encre, du papier, d'une conception poétique du métier.

Il ne lui reste qu'à peaufiner l'avant-projet sommaire, qui sera présenté le 15 novembre. L'entrée unique, le long de la Seine, peu accessible, a disparu au profit de deux entrées, à portée du métro ou du RER. Les circulations se sont également pliées à l'évolution du programme, et aux vœux du président, qui n'aimait pas les passerelles au-dessus du jardin. Perrault a conservé ces passerelles, mais au-dessus d'une rue intérieure qui contribue à hiérarchiser les espaces en fonction de leur niveau d'accessibilité au public.

Le bastion des chercheurs

La hiérarchie des espaces a fait partie des polémiques estivales. Les habitués de la BN sont-ils condamnés à disparaître sous le flot des nouveaux amateurs de Tolbiac ? « Cet établissement sera d'abord un outil destiné aux chercheurs, remarque Jean Gattégno, responsable du programme scientifique de la Bibliothèque de France. Ils trouveront là des conditions de travail incomparables avec celles de l'ancienne BN. Ils auront à leur disposition tous les livres de la bibliothèque patrimoniale, dans des conditions de confort et de rapidité infiniment plus grandes. Un public plus large pourra fréquenter une autre bibliothèque dotée de deux millions de volumes environ, en libre accès. Ils pourront, en outre, se faire communiquer les doubles des collec-

tions actuelles. Les chercheurs pourront, bien sûr, fréquenter cette bibliothèque divisée, comme celle des chercheurs, en quatre sections (histoire et philosophie, arts et littérature, sciences et techniques, sciences juridiques, économiques et politiques) et s'ouvrir, elle aussi, de plain-pied sur le jardin. Aux niveaux supérieurs, on trouvera la salle d'actualité, où les publications récentes seront exposées à côté d'un service de documentation. La présence de l'image et du son a été réduite par rapport aux prévisions initiales, mais une salle sera réservée à ces supports. Pour chacun de ces espaces, il faudra des cartes d'accès avec des degrés différents d'exigence pour accéder au saint des saints. Ainsi, la qualité des chercheurs ne sera pas troublée. Ces impératifs sont posés à l'architecte, qui devra en tenir compte dans sa réalisation. »

Une réalisation que le secrétariat aux grands travaux chiffre à 5,2 milliards de francs. Mais si cette enveloppe prévoit la construction à Marne-la-Vallée des ateliers nécessaires à une grande bibliothèque (reliure, désacidification du papier, informatisation, etc.), elle ne comprend pas les sommes indispensables à débiter en amont pour que la TGB puisse fonctionner raisonnablement à partir de 1995. Il faut en effet achever l'informatisation du catalogue de la BN (six millions de fiches), cacher un recensement général (à 1945), désacidifier ses ouvrages menacés (deux millions de volumes), accélérer considérablement la politique de microfilmage de ses livres.

Ce programme devrait être achevé (ou largement entamé) pour l'ouverture de la TGB. Il restera à mettre sur pied un catalogue général des grandes bibliothèques françaises et à remettre d'aplomb l'ensemble des bibliothèques universitaires, aujourd'hui sifflées. La Bibliothèque de France a l'ambition d'être le cœur d'un réseau d'établissements voués à la lecture, irriguant l'ensemble du pays. Encore faut-il que ce réseau existe.

FRÉDÉRIC EDELMANN
et EMMANUEL DE ROUX

EURODIA PRESENTE

RIVERS CABREL

DICK FRANCIS

EN TOURNÉE

EUROPE 1

Christophe DESCHAMPS
& Patrick BOURGOIN
Gérard BIKALO
Guy DELACROIX
Sim BATEUX
Denys LABLE

ROUBAIX : 26/27/28/29 SEPTEMBRE
PARIS - LE BATACLAN : 1/2/3/4/5/6 OCTOBRE

OCTOBRE

ST-GERMAIN-EN-LAYE 7	VILLENEUVE-LOT 15	ST-CHAMOND 23
ORLÉANS 8	VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE 16	AVIGNON 24
NANTES 9	MONTPELLIER 17	GRENOBLE 25
LA ROCHELLE 10	TOULON 18	REIMS 27
CLERMONT-FERRAND 11	MARSEILLE 19	DIJON 28
BORDEAUX 12	DIGNE 20	DUNKERQUE 29
TOULOUSE 13	LYON 22	JEUMONT 30
		BRUXELLES 31

ROCK & ROLL SHOW

BEDOS

France Inter

15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES
DU 9 AU 26 OCTOBRE
L O C. : 49 80 18 88

teïl Maison des Arts

DIMANCHE 16 SEPTEMBRE 1990

6 HEURES POUR LA FRATERNITÉ

Art work : F. CHONKIDJIA studio de création Tél. 45.08.04.91

1ère COURSE POUR LA FRATERNITÉ
SHOW SPORTIF AVEC INITIATION
PLATEAU ARTISTIQUE
DÉBAT SUR LA FRATERNITÉ
FORUM DES ÉCRIVAINS

LA FRATERNITÉ C'EST LA FÊTE :
A L'HIPPODROME DE PARIS VINCENNES
ENTRÉE GRATUITE

La bataille perdue du dépôt légal de l'audiovisuel

La Bibliothèque de France a perdu la bataille du dépôt légal. La réforme du dépôt légal ne sera pas l'occasion d'étendre ses futures compétences aux sons et images radiodiffusés, comme ses parisiens le souhaitent. L'administrateur général de la Bibliothèque nationale, M. Emmanuel Le Roy Ladurie, et le président de l'établissement public de la Bibliothèque de France, M. Dominique Jamet, n'écarteraient pas au ministre de la culture, en juin dernier, que « la responsabilité de la cohérence intellectuelle et politique du dépôt légal ne peut ni ne doit être déléguée » (Le Monde du 15-16 juillet). Et d'ajouter, en conséquence, que toute extension du dépôt légal s'accompagne d'une « unicité » juridique en faveur de la nouvelle entité. Ils n'ont pas été entendus.

La dernière version de l'avant-projet de loi préparée au ministère de la culture, prévoit en effet, explicitement pour la première fois, l'éclatement de la responsabilité juridique du dépôt légal entre la future Bibliothèque, le Centre national de la cinématographie (CNC) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Au second, reviendrait la responsabilité du dépôt légal du film – qu'il n'assurait jusqu'ici que par délégation – tandis que l'INA se verrait attribuer celle – décisive – des émissions de radio et de télévision.

Des « conventions » entre les organismes dépositaires détermineraient leurs « modes de collaboration », tandis qu'un « conseil scientifique » serait chargé de veiller à « la cohérence scientifique et à l'unité des procédures du dépôt légal ». L'obligation de dépôt, elle-même, s'étendrait à tous les « détenteurs de documents imprimés » ou de logiciels, aux imprimeurs, aux producteurs de base de données, aux producteurs et distributeurs de films, ainsi qu'aux « entreprises de communication audiovisuelle ». Dans ce dernier cas, le dépôt légal sera assuré par une procédure de « captation » – l'enregistrement des émissions diffusées – assurée par l'INA mais mise à la charge de l'entreprise.

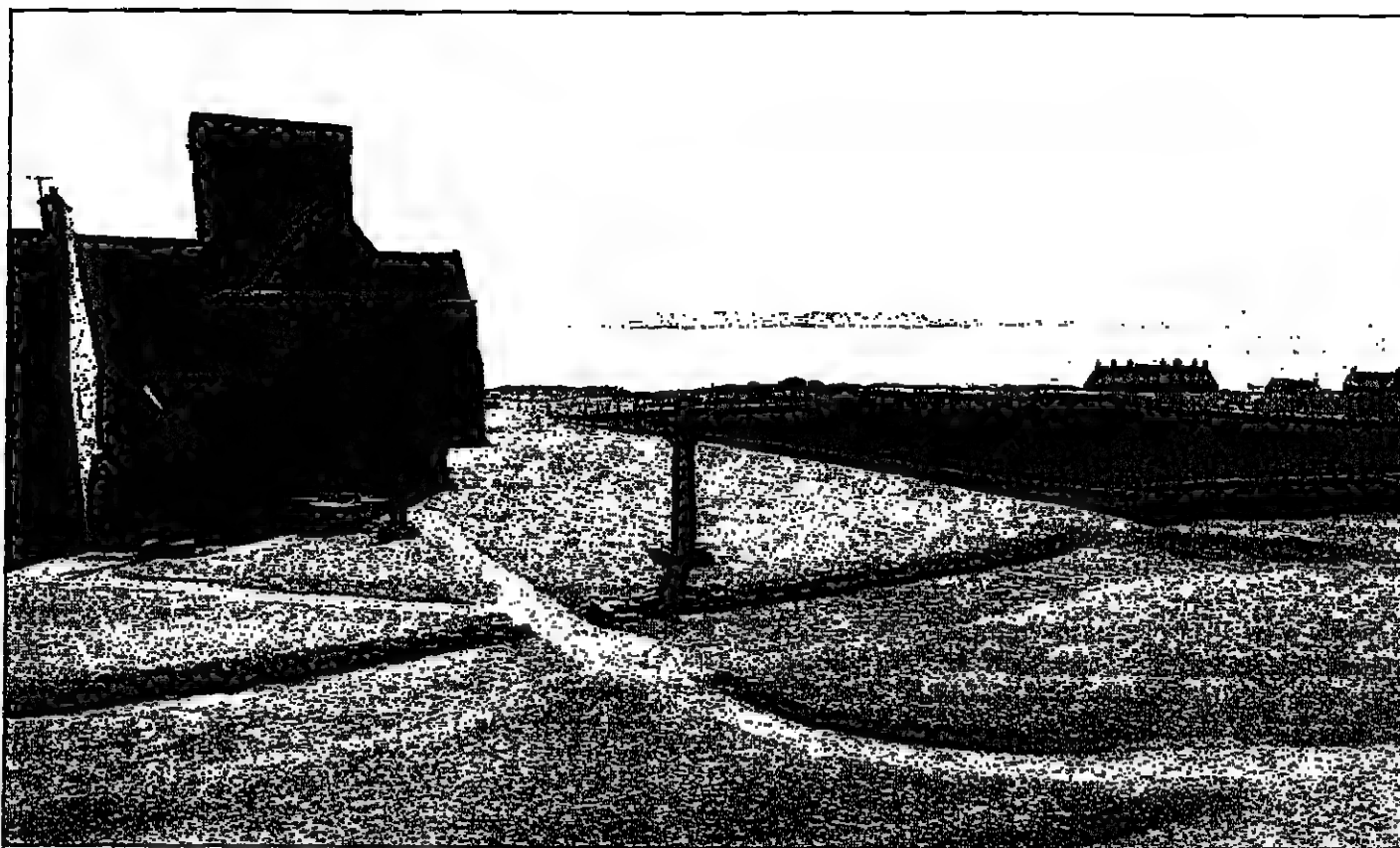
P.-A. G.

سكنا من الزمائل

SANS VISA



Pas moins de quarante monarques écossais sont enterrés dans cette île, escale sacrée pour tout citoyen britannique respectueux de son histoire.



Iona, dernier repos des rois d'Ecosse

On l'aperçoit par la fenêtre. Assis sur un banc de teck (mobiliier d'extérieur classique en Ecosse) que le soleil couchant colore en jaune, un homme lit. Il porte aux pieds des mules en velours mauve, armoriées de blasons dorés dont on ne distingue pas, à cette distance, le détail. Tout, dans son paisible abandon, exprime une confiance aveugle dans l'avenir immédiat. Il sait qu'il ne pleuvra pas avant l'heure du dîner.

Iona est une île d'un excellent format. Ni trop grande ni trop petite, ce qui lui a valu, tout au long de son histoire, d'être régulièrement choisie par les hommes comme scène d'un théâtre où leurs actions apparaissent dans tout leur éclat.

Ca commence par saint Colomba, qui y aborde en 563 avec ses douze moines. Ils ont navigué depuis l'Irlande sur un curragh, une barque en toile goudronnée tendue sur des membrures de bois. Ils ont l'intention d'évangéliser la Grande-Bretagne. Iona est donc au commencement du Verbe, tel que vont l'offrir les Anglais. Ils vestibule. Ils préambule. Bientôt néopole, lorsque les Écossais viennent y enterrer au fil des ans quarante de leurs rois, dont le Ducan que tua Macbeth, et bientôt Macbeth lui-même et jusqu'à un roi de France mal identifié.

Mais l'herbe a étouffé leurs tombes, le vent d'ouest a dispersé leurs os, il ne reste que quelques dalles aux inscriptions illisibles rongées par le sel et la pluie.

Seul Shakespeare les retient encore au bord de l'oubli. Par la bouche de Macduff, il appelle Iona : « Colmekill », de Columille en gaélique pour saint Colomba, Iona étant l'équivalent hébreu de colombe.

Haut lieu de la mémoire britannique, l'île fait désormais partie d'une « croisière sacrée » au départ du petit port d'Oban sur le mainland écossais. Des troupes de vieillards américains débarquent du paquebot joujou à cheminées rouges de la Caledonian Mac Brayne à la recherche de leurs incompréhensibles racines.

Dans l'église de l'abbaye, un étudiant joue les Variations Goldberg au piano : c'est une communauté laïque ecuménique qui occupe les lieux et les imprègne d'une laborieuse spiritualité.

Angus Johnston, propriétaire

de l'un des deux hôtels de l'île, le Saint Columba, estime que sa clientèle est constituée de militants écologiques, de familles qui recherchent le calme et de solitaires qui recherchent le calme. Ce sont eux que l'on rencontre le soir, à 6 heures, après le départ du dernier bac de touristes-pèlerins. On les croise au milieu des moors, des brouillards, des bruyères en fleurs, des tourbières tous marchent, abrités en cas de pluie sous les fameux cabans écossais en toile imperméabilisée à la cire d'abeille.

Macintoshes et macfarlanes

Le climat, ils en parlent avant de passer à table, pendant le service en prenant le café (mauvais), au petit salon (cosy) : il est de nature humide. Angus a une bonne

réponse si on le questionne sur le sujet : « We have our fair share of wet weather. » Cette « bonne part de temps humide » sans soleil brûlant selon certains 330 jours par an. A prendre ou à laisser.

Lorsque les macintoshes, macfarlanes et autres impermis à la disposition des clients des hôtels restent pendus dans le corridor, cela signifie qu'il pleut excessivement. Il s'agit alors de trouver un fauteuil à proximité du feu de tourbe qui flambe dans la cheminée du salon et de commencer la lecture de l'œuvre d'Arnold Toynbee qui attend dans la bibliothèque ou bien d'entamer une conversation de fond avec la vieille dame à voix de rogomme.

Alternative : la noble cérémonie du bain en plein après-midi. Il suffit d'ouvrir les ro-

nets de la salle de bains pour voir couler un earl grey bien infusé, d'une épaisse couleur tanique. La force de l'habitude est telle que l'on doit vaincre une certaine crainte avant de s'immerger, tel un sucre blanc, dans le jus brun. Explication : l'eau courante est colorée par la tourbe qui constitue le sol de toutes les dépressions de l'île. Tels des châteaux médiévaux, les hôtels ioniens sont autarciques...

Première éclaircie, première sortie. Une jeune femme est déjà là avec son carnet d'aquarelle. Elle utilise les dernières gouttes de pluie qui tombent sur son papier Canson pour intégrer les couleurs à son projet pictural. Un géologue de Saint Andrews University, John, attaque les rochers avec son marteau et se désole de ce que, dans son inventaire du sol de l'île, il trouve mêlés de manière anarchique du magma et de l'écorce terrestre. Une famille avec enfants, seaux, pelles et chien golden retriever tente de repousser de son territoire de plage un groupe de vaches qui veut s'y installer pour faire la sieste. Un garçon et une fillette en pull-over, inarmés jusqu'à mi-cuisse, barbotent en vitesse. Il semble que plus on se rapproche des côtes, moins les plages sont encombrées.

Librairie du bout du monde

Deuxième éclaircie : parti en ligne droite à travers un mélange détrempé de bruyères roses, de mousses vertes, de lichens dorés, de tourbe brune, de digitales mauves. En moins d'une heure, on se retrouve face à la mer dans une crique remplie de galets de granit bien ronds et de débris de plastique colorés... pour se souvenir que l'on habite une planète civilisée. Un homme est là qui adresse la parole d'abord à un corbeau, puis à un mouton à tête noire, à un taureau (l'unique de l'île), à tous les chiens, enfin, qu'il rencontre et qui, ici, ne se distinguent pas des êtres humains.

Troisième éclaircie. Jules Verne de passage à Iona n'eut qu'un seul souci, voir le Rayon vert avec les héros de son roman : deux vieux garçons, leur nièce et pupille, une vierge belle et impérieuse, et ses deux prétendants. La jeune fille a émis un vœu catégorique : elle n'acceptera de se marier qu'après avoir vu le rayon vert. Exalté par cette lecture, il faut

dra, un soir, monter sur la colline de Cnoc Mor derrière le village pour tenter d'observer le phénomène : si le soleil couchant lutte assez longtemps contre les nuages...

La quatrième éclaircie sera si brève qu'il est préférable de s'en tenir à la Iona Bookshop, la librairie. Parmi les milliers de volumes qui couvrent les murs de trois pièces... la première relation romancée du naufrage des mutins du *Bounty* et de leur vie sur l'île où ils tentèrent de se faire oublier du reste du monde : *Pitcairn Island* de Norman et Hall. Comme si une île délivrait un message menant à l'île suivante.

Angus cumule les fonctions, il est propriétaire de la librairie en même temps que de l'hôtel et cultive ainsi sa double passion : les livres et les lecteurs de livres et même les uns aux autres avec jubilation. « Je fonctionne sans carte de crédit, à la mine du client. Si l'on ne pas assez d'argent, je le laisse partir avec le livre. Je reçois plus tard des chèques de Toronto ou de Calabar. Ça marche toujours... »

Étrange et réjouissant de trouver une librairie sur une île de cette taille. Elle atteste la tradition spirituelle et littéraire des lieux qui commence avec les adieux de saint Colomba à l'Irlande, passe par Shakespeare, Bède le Vénérable, Walter Scott, Stevenson pour se terminer provisoirement avec Bruce Chatwin qui évoque les fantômes des druides. Finalement, Robert Louis Stevenson décrit dans son carnet de bord hébraïen du 5 août 1870 un repas à l'hôtel Argyll à Iona. Il lui est resté sur l'estomac. Il exprime la fureur de ses papilles outragées par une purée de haricots et une volaille indestructible. Renvoyée à la cuisine, elle en revient aussi coriace. De nos jours encore, on cherche vainement un moment de simple plaisir dans la cuisine. Le porridge, certes, qui est une spécialité écossaise, atteint le maximum de ce qu'on peut faire avec de la bouillie d'avoine et les pommes de terre à l'eau sont parfaites. C'est rare.

Comme sont rares - d'une rare excellence - les plaisirs d'Iona. Tout l'opposé d'un paradis vulgaire. Ici se vérifie l'adage selon lequel il n'y a de plaisir que si on le cherche. Du côté du cimetière par exemple. Mais avant d'y aller, revenons à Stevenson. Il était à Iona sur son territoire, celui de ses ancêtres.

Depuis six générations, les Stevenson, ascendants et collatéraux, avaient tous été constructeurs de phares dans la région. Ils avaient le monopole de l'éclairage de l'océan. Et la nuit est très noire dans le secteur. Stevenson, étudiant à l'université d'Edimbourg, était venu passer trois semaines dans le phare d'Erraid, voisin de Iona. Plus tard c'est là qu'il situa le naufrage de David Balfour, le héros de *Klondike*.

Le cimetière donc entoure la chapelle de saint Odhrain, un cousin de saint Colomba, qui date du XII^e siècle. Son entourage de porte s'inspire de celui des églises romanes normandes. Pas trace des ombres des rois d'Ecosse, mais des dalles plus récentes. Les plus belles sont remises dans un bâtiment annexe. Notons pour les amateurs l'inscription de celle de John Beton, médecin contemporain de James VII : « Ille facit Jonnes Betonus... médecin de la famille Maclean qui mourut le 19 janvier 1657 à l'âge de soixante-trois ans. Lui qui sauva de la maladie tant de ses semblables succomba sous le coup de la fièvre traitée de la mort. Gloire à Dieu seul. » On enterre aujourd'hui avec moins de grâce et les hygiénistes refusent aux liens la sépulture sur leur île. Ils les rapatrient dans la mouvance administrative continentale.

On quitte Iona de la même manière qu'on y arrive, par le bac de Fionnport. Le bâtiment, rescapé de temps relativement anciens - les Britanniques sont conservateurs en pratique navale - mériterait de fonctionner encore à la vapeur. C'est une péniche de débarquement déguisée en mini-paquebot d'eau plate avec cheminée et odeurs de graisse chaude. On y entre par un abaissement métallique qui donne accès à une poche marzipane centrale où s'agglomèrent véhicules et piétons.

La traversée dure dix minutes. Assez pour être trempé s'il pleut. Dans le salon sur la passerelle, une carte postale coincée dans le cadre d'acajou d'un miroir. Elle représente Humphrey Bogart et émane du capitaine du ferry en vacances en Grèce. Il écrit : « Les natives d'ici sont sympathiques, le temps se met au beau, j'apprends la langue originale des îles. Je pense à vous, à Iona. »

ALAIN HERVÉ

Carnet de route

Y aller
Voies directes Paris-Glasgow sur British Airways et Air France, cinq fois par semaine (samedi et dimanche via Londres). Tarif vacances, aller-retour, 1 875 francs. Location de voiture, 140 francs par jour, kilométrage illimité. Réservation : British Airways, tél : 47 78 14 14.

De Glasgow, se rendre à Oban, puis ferry (avec la voiture) pour Craignure sur l'île de Mull. Traverser l'île de Mull (une demi-heure) jusqu'à Fionnport, où la voiture restera au parking. Embarquement à pied pour Iona. Services de ferry assurés par la Caledonian Mac Brayne, The Ferry Terminal, Gourrock PA19 1QP, Grande-Bretagne. Sans voiture, on peut aller en train à Oban et de là en bateau à Iona ou Fionnport.

Renseignements : Office britannique de tourisme, 68, rue Pierre-Charbon, 75008 Paris. Tél : 42 89 11 11.

Séjour
La meilleure saison pour fréquenter l'île est le mois de juillet : journées longues et probabilité favorable de beau temps. Deux hôtels : l'Argyll hotel, vieille maison de granit, dans le village, face à la mer, avec porcelaine à l'huile des ancêtres de la patronne, M^{me} Menzies, dans la salle à manger. Refuser d'être logé dans les baraques modernes sans vue derrière l'hôtel.

L'établissement reste ouvert en hiver pour les amateurs d'imprégnation nordique et de feux de tourbe. Pas de télévision dans l'hôtel. Chambre double avec bain : 25 à 29 livres en juillet, 23 en hiver. Tél : 068 17 336.

Le St Columba hotel est moderne mais sympathique. Un passage secret mène directement à la librairie. Chambre double avec bain : 24 à 27 livres. Tél : 068 17 304.

Lire

Montalembert, qui n'est pas allé à Iona, mentionne dans les *Moines d'Occident* l'expédition de « Saint Columba et ses moines qui, dans leurs frêles esquifs, ont labouré les mers dangereuses et tempétueuses avant de s'enfoncer hardiment dans les golfes et les détroits du sombre archipel hébraïen. »

Shakespeare, déjà nommé : l'occasion de relire *Macbeth* in situ proprio.

Mendelssohn écrit à Glasgow le 10 août 1829 : « Iona. Il y a dans ce nom une sonorité ossienne et doucement triste ». Prié par sa sœur de raconter Iona, il lui répond : « C'est ne peut s'exprimer qu'en musique. » Et il compose l'*Ouverture de la grotte de Fingall*, l'île voisine, dont on aperçoit les formations rocheuses géométriques depuis Iona.

Jules Verne nous offre avec le *Rayon vert* un exemple presque caricatural de sa manière : à la fois recueillie et taennueuse, anglosaxonne et naïve devant la technique moderne.

Voir aussi Walter Scott dans le *Seigneur des Îles*, Robert Louis Stevenson dans le premier volume de ses lettres et John Keats qui signale que sur les trois cents croix celtiques que comptait l'île, il n'en reste que deux authentiques, couvertes de mousses et de lichens. Elles sont encore visibles.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1402

LA FORCE DE L'INITIATIVE

(Championnat d'URSS, Juniors, Minsk, 1990)

Blancs : A. CHABALOV

Noirs : N. SOROKINE

Gambli-D

Variante de Merau

1. d4 d5 18. Cc3(h) Fd7(f)
2. e4 e6 19. Fb3(f) Tg8(g)
3. Cf3 c6 20. Dd2 Cd8
4. Cc3 Cc7 21. h4 a6
5. Cf3 d4 22. Fg4 Td8
6. Fg4 d5 23. Fd4 Td8
7. Fg4 d5 24. Td4(h) Td7
8. Fg4 d5 25. Fg5 Dg7(h)
9. e4 e6 26. Fd5 Td8(h)
10. Cc4 Cc7 27. Fd7(h) Td8(h)
11. e5 Cc8 28. Dd1+ Rf7
12. e4(h) c6 29. Fd4 Fg5
13. Cc4 Cc7 30. b5 Fg5
14. Fb5 Cc7 31. g6 Dd6
15. Td4(h) Td8(h) 32. Dd2 Dd7
16. Dd3(h) g6 33. Cc8 Dd6(h)
17. Dd3(h) Dd6 34. Dd2+ sbando(r)

NOTES

a) Une autre grande variante connue consiste en 8... a6 ; 9.e4, c5 ; 10.e5, cxd4 ; 11.Cxb3 (attaque Blumenfeld) ou 10.d5 (attaque Reynold). 8... b4 (de Lunden) est également jouable ; 9.Cc4, Cxb3 ; 10.Fd4, Fb7 ; 11.0-0, Fd7 ; 12.b3, 0-0 ; 13.Fb2, Cf6 ; 14.Fd3, c5 ; 15.Ta-c1, Ta-c8 ; 16.Dc2, Cc4 avec égalité.

b) Dans cette position que l'on rencontre souvent depuis quelques années, les Blancs ont le choix entre deux continuations, soit 12.Cc5, Fg5 ; 13.dxc5, Cxc5 ; 14.Fb3, Rf8 ; 15.Dd4 avec avantage aux Blancs (à examiner est la suite, 12.Cc5, Fg5 ; 13.dxc5, Dd5 ;

14.0-0, Cc5 ; 15.Fc2, Fd6 ou 0-0-0), soit le développement rapide avec attaque du R noir au prix d'un pion : 12.0-0, cxd4 ; 13.Cc4 comme dans la partie avec une bonne initiative (ou aussi 12.0-0, cxd4 ; 13.Td4, g6 ; 14.Fc5, Dd5 ; 15.Cc4 a6 ; 16.a3 bxc3 ; et non 16... Fg7 ; 17.Cxb4, Dd4 ; 18.Td4 - 17.bxa3, Fg7 ; 18.Td4, Td8 ; 19.Fd2, Dd8 ; 20.Fd7, Td7 ; 21.Fc4, Dd8 ; 22.Fc7, Dd7 et rien n'est vraiment clair (Dortman-Novikov, Lvov 1988).

c) Gagner le pion d5 n'est pas sans risques mais il n'y a rien de mieux : 13.Fc2, 14.Cc4, Fd6 ; 15.Dc5, Rf7 ; 16.Fc3, Cc5-d6 ; 17.Cd4, g6 ; 18.Fd4, Dd8 ; 19.Dd4, Rf7 ; 20.Fc1, Fd6 ; 21.Tc6 (Smagin-Svobodnikov, Sotchi, 1987) ; 22.Cc6, Dd6 ; 23.Fc7 ; 15.Fc5, Cc5 ; 16.Cc6, Cc4 ; 17.Fb3+, Dd7 ; 18.Cc7+, Rf8 ; 19.Fd7, Cc4-d6 ; 20.Cc6, Dd6 ; 21.Fc6 avec avantage aux Blancs ; 13... Cc7 ; 14.Dc2 suivi de Td1 ; 13... Fc7 ; 14.Td1, 0-0 ; 15.Dd5 ou 15.Dd4 avec toujours une forte initiative.

d) La suite 15.Cc5, Dd7 ; 16.Dc2 est trop lente pour être sérieuse : 16... Dxd5 ; 17.Td1, Fc7 ; 18.Cd7, Rf8 ; 19.Fc3, Rf7 ; 20.Fd2, Dd3 ; 21.Fc6, Cc5 ; 22.Fb7, Rf7 ; 23.Fc6, Td8 et les Noirs sont mieux.

e) Et non 15... Fc7 ? à cause de 16.Tc6!, Dd6 ; 17.Cc6, Dd5 ; 18.Cc5 ; 19.Dd7, Rf8 ; 20.Fc3, Rf7 ; 21.Dc5, Rf8 ; 22.Dc3.

f) Menace 17.Cc6. Il semble que 16.Dc4 soit moins fort : 16... Cc5-d6 ; 17.Dd3 a6 ; 18.Fc7+, Dxd7 ; 19.Cc6, Fg6 ; 20.Cb6, Df7 ; 21.Tc6+, Fc7 ; 22.Cc8 - non 22.Td6 ; 23.Td9 ; 24.Fc4 ; 25.Tc6, Fb3 ; 26.Td7, Rd7 ; 27.g6, Tc8 !

g) Ou 17.Dh3, a6 ; 18.Fc5 (et non 18.Tc6 ?), Fc6 ; 19.Cc6, axb5 !, Fc7 ; 20.Fc7, Cc7 ! ou aussi 18.Cc6 ?

h) Une excellente nouveauté. On connaît 18.Dc4, c7 ! (18... Fc7 ? ; 19.Cc6 !, Fc6 ; 20.Fg7, Df7 ; 21.Dc6, Dd6 ; 22.Tc6, Rf7 ; 23.Fd7) ; 19.Fc3, Fd6 et 18.Fd4.

i) Si 18... a6 ? ; 19.Fc7+, Rxd7 ; 20.Cb6+ et si 18... Fc7 ? ; 19.Fc6, Tc6 ; 20.Dc3, Rf7 est probablement meilleur que le coup de la partie mais après 19.Fc7+, Rxd7 ; 20.Dc2 ou 19.Dc2 ou 19.Dc3 les Blancs conservent leur initiative.

j) Menace 20.Fc7 ! La variante 19.Fc3, Dc5 ; 20.Cc5, Fg5 ; 21.Fc7+, Rf7 ; 22.Fc8, Tc8 n'est pas très claire.

k) Si 19... Rd8 ; 20.Fc7, Rxd7 ; 21.Fc7 ! et si 19... Fc6 ; 20.Fc6, Tc6 ; 21.Dc2.

l) Si 20... a6 ; 21.Tc6+, Fc8 ; 22.Dc6, axb5 ; 23.Dc8+, Fd8 ; 24.Fc3, Cc7 ; 25.Db7, Dd5 ; 26.Td1, Cc5 ; 27.Fc8, bxc3 ; 28.Dc6.

m) Depuis le gain du pion 13... Cc5 les Noirs doivent subir un assaut épuisant sur leur R.

n) Et non 25... Df7 ? 26.Cd4 !
o) Forcé : si 26... Fxd5 ; 27.Tc7, Rf7 ; 28.Fc7, Tc7 ; 29.Txd5 et si 26... Cxd5 ; 27.Tc7, Fg5 ; 28.Dc2 !
p) 27.Fc6 ! est encore plus fort : 27... Td1+ ; 28.Dxd4, Rf7 ; 29.Fc4, Fd6 ; 30.Dc3 mat ou bien 27... Fd5 ; 28.Fc7, Fc6 ; 29.Dc6 !

q) La fin des Noirs est imminente. Si 33... Td8 ; 34.Dc2+, Rd6 ; 35.Dc5 mat.

r) Si 34... Rd8 ; 35.Cf7+.

4.Td4 ! et si 1... Fd2 ; 2.Td4, Fb3 ; 3.Td4 et 4.Rh6 ; si 1... Fb7 ; 2.Td4 !, Rg7 ; 3.Tf7+, Rh6 ; 4.Rh6, Fd7 ; 5.Tc7, Fg5 ; 6.Tf7 ! ou bien 5... Fd8 ! ; 6.Tf7 !

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1402

D. PETROV

(1999)



Blancs (4) : Rd4, Td7, Fg8 et h4.
Noirs (3) : Rg4, Td8, Fd3.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1400

LA COUPE ROSENBLUM

La coupe Rosenblum

Voici un chelem à Cœur qui a permis aux Français de battre en quart de finale les redoutables Anglais dans le Championnat du monde par équipes open de 1982 que la France allait finalement remporter.

♠ A9
♥ ADV10982
♦ RV
♣ N
O E
S
♠ R832
♥ D7342
♦ AD10973
♣ S54
♠ D106
♥ R73
♦ AR106
♣ 862

Faigenbaum en Ouest estama le 5 de Cœur, et, après avoir fait la Dame de Cœur, puis le Roi de Cœur, le déclarant joua Trèfle. Ouest mit l'As et, après une longue réflexion, il

continua Trèfle. Comment l'Anglais Rodrigue au Sud a-t-il joué et pour quoi a-t-il chuté ce PETIT CHELEM A CŒUR ?

RÉPONSE

Rodrigue avait l'impression que Ouest, qui n'avait pas contre-attaqué Pique, avait le Roi de Pique. Il décida alors d'adopter une ligne de jeu à la fois psychologique et technique que certains champions ont d'ailleurs approuvée. Il joua la Dame de Pique avec le petit espoir que Ouest ne couvrirait pas (ce qui était peu probable) et que, s'il couvrait, et si Est avait le Valet de Pique, Est pourrait dire sauve-à-Pique à Carreau. Mais Est avait le Roi de Pique et ce constatant que Ouest avait huit cartes à Cœur et Trèfle et sans doute trois ou quatre Piques, Ouest ne pouvait donc avoir plus de deux Carreaux, et il suivait que Ouest n'avait pas le Roi de Pique pour que Est soit sauté à Pique-Carreau dans cette position :

♠ A97209
♥ R30DV
♦ D100R10
♣ S

Sur le 2 de Cœur Est a été sans défense...

SCRABBLE CLUB

DE CANNES

(Tournois mercredi 14 h 30, vendredi 14 h 30 et 20 h 15)

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

(a) Langue du Sénégal. (b) (barang) salté. (c) AURAIENT, 14 A, 60. (d) CHEL-LEEN, 6 E, 71. (e) VINAS, 13 I, 38.

1 Thérèse Emonet 945, 2 Raymond Ghys 908, 3 Christine Sacre 903.

24. SAVANTE (ENVASAT, EVASANT). - 25. RALIONS. - 26. AVI-FAUNE, ensemble des oiseaux. - 27. STATIVES. - 28. GOSSERA, un vilain avec un contenu (ROSSA). - 29. DIVISEUR. - 30. TERSEES (TES-SEES...). - 31. RESSUI (REUSSE, SIEURS, SURES). - 32. MARAUDES. - 33. AMENES (EMANES). - 34. DEMOULEE. - 35. DEPENSES. - 36. ENSEEREE. - 37. KAOLIANG, graminée alimentaire. - 38. STARTERS. - 39. ZARZUELA. - 40. SUIFFER (SUFFIRE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

Anacroïses. - Nous remercions les contributeurs qui, au lieu de nous soumettre la grille de la semaine, nous ont envoyé la grille de la semaine précédente.

ANACROÏSÉS

N° 631

Horizontalement
1. AEEIMNOX. - 2. AABEIRS (+ 4). - 3. BEIMNOT. - 4. AEIPRY. - 5. AEINNR. - 6. AEGILMNSU. - 7. CEENNRRT (+ 1). - 8. REETUX. - 9. REINRT (+ 2). - 10. AEEFINR (+ 1). - 11. ACEENRST (+ 10). - 12. AACDENRS (+ 3). - 13. BELMNOU. - 14. BEELLOTT (+ 1). - 15. AEINQRU (+ 2). - 16. AABINRSU (+ 1). - 17. EERRTU. - 18. AADERSV (+ 1). - 19. ABGISU.

Verticalement
20. ABPILOT. - 21. ABELOSU (+ 3). - 22. CEENNR (+ 1). - 23. AEINNOT (+ 2). - 24. ADLNKU. - 25. AEMMRU. - 26. EIMNNTU. - 27. EIMMNT. - 28. AEIRST (+ 13). - 29. AEIRST (+ 8). - 30. AEEESUX. - 31. ACEIMQRU (+ 5). - 32. ACEIPRU (+ 2). - 33. BORRUU. - 34. AEHNOF. - 35. AAGINRS. - 36. AEEONSUX. - 37. EELNRV (+ 1). - 38. AEENNRRT (+ 1). - 39. AEHSTU (+ 1).

FRANÇOIS DORLET

scrabble®

N° 354

OKA CORRAL

En lever de rideau de la guerre du Golfe, la bataille du golf d'Oka (Québec) a vu des Mohawks défendre, plumes et ongles, un territoire qu'ils refusent de transformer en dix-huit trous. Ce même village d'Oka est l'éponyme d'un fromage proche du port-sau. A ce titre, il est jouable au Scrabble. Voici d'autres québécoisismes 1989-1990, en commençant, bien sûr, par les verbes. ABRIER, couvrir un enfant (même racine qu'ABRI) - ACHALER, importer (même étymologie que chaler) - ACHALANT (E) - APLOMBER, mettre d'aplomb - s'ATTRIQUER, s'attifer - BARDASSER, bousculer - CALLER, appeler les figures de danses folkloriques (anglais : to call, ce que fait le CALLEUR) - DEBOSSER, débosser - DÉGÉNER, mettre à l'aise - se DÉSAMER, se donner du mal - DRAVER, flotter du bois (anglais : to drive) - ENCANTER, vendre aux enchères (à l'encan) - ENFARGER, s'accrocher les pieds - ETRIVER, taquiner, que l'on trouve aussi chez Hugo et Pagnol - GARROCHER, lancer -

GIGUER, vi, danser la pique - LACHER, vi, plemacher - LACHER, détériorer - PLACOTER, vi, bavarder, métathèse (et anagramme) de clapotier - RENOTER, faire des reproches de façon répétitive - RESCAPER, sauver - ROUSSELER, se couvrir de taches de rousseur - SILER, vi, produire un son aigu - TAPONNER, perdre son temps - TOLER, recouvrir de toiles - TRAPPER, chasser à l'aide de pièges - TURLUTER, chançonner - VACHER, vi, paresser, à l'image du menuisier de la fable, qui a fait le veau sur son âne - VIRAILLER, vi, tourner dans tous les sens.

Il faut compléter cette liste par d'anciens verbes introuvables devenus transitifs : ACHALER, ACHALER, CHICOTER, intriquer - JASER (JASANTIE) - MAGASINER - MOUSSER, promouvoir - NIALSER, ridiculiser.

MICHEL CHARLEMAGNE

La nouvelle édition du Guide Nord-Ouest du Scrabble (juillet 1990) comporte plus de 500 additions ou corrections.

IX. Conjonction. Antiseptique. Article. - X. Savant apprécier. Réunifié, il est déchiré. - XI. Réussirent à s'accrocher.

VERTICALEMENT
1. Au large pour viser les cieux. - 2. Tout le monde y pousse. On entend surtout parler de sa levée. - 3. Transmis le bon sens, pourrait faire gagner. Son amour n'est guère fructueux. Grande satisfaction. - 4. On en parle quand il est bon ou grand. Il ne gagnent pas si vous faites comme eux. - 5. Ça vous pose son homme. Inscription bouleversante bouleversée. - 6. Il est parfois difficile de le surmonter. - 7. Mis une touche de couleur. On ne se plaint pas qu'il ait, la, perdu son chef. - 8. Gardé, c'est plus vivant. - 9. Viens pays. Donner de la voix. - 10. Serre. Pronom. - 11. Tout à fait véridique. Gagna Wimbledon. - 12. Feraient selon leurs volontés ou s'inquiétaient des vôtres.

SOLUTION DU N° 628

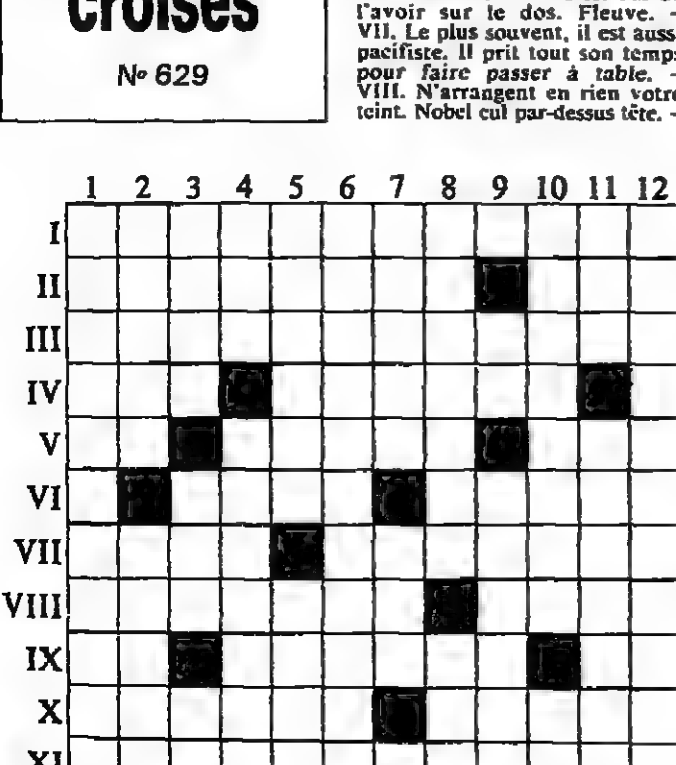
Horizontalement
I. Triomphateur. - II. Recluse. Hune. - III. Ovationné. Is. - IV. UER. Danes. - V. Blet. Elle. - VI. Le. Aa. Nam. - VII. Etendu. Mêle. - VIII. Festonné. ORJ. - IX. Eug. Rio. Amie. - X. Trame. Etage. - XI. Espéglères.

Verticalement
1. Trouble-fête. - 2. Révélateurs. - 3. Icare. Essup. - 4. Oli. Tant. Mi. - 5. Muid. Adorée. - 6. Pous. Uni. - 7. Hénin. Noël. - 8. No. Ame. Te. - 9. Thiers. Air. - 10. Eu. Sialomai. - 11. Untel. Erige. - 12. Resseme-lées.

FRANÇOIS DORLET

mots croisés

N° 629



HORIZONTELEMENT

I. C'est le moyen qui nous occupe. - II. N'a rien de nous. Réduit à rien. - III. Apparaissent quand tout est compromis. - IV. Sans changement. Précède la charrette. - V. Préposition. Ce n'est parfois qu'une lubie. Espace bien définie. - VI. C'est dur de l'avoir sur le dos. Fleuve. - VII. Le plus souvent, il est aussi pacifiste. Il prit tout son temps pour faire passer à table. - VIII. N'arrangent en rien votre teint. Nobel cul par-dessus tête. -

IX. Conjonction. Antiseptique. Article. - X. Savant apprécier. Réunifié, il est déchiré. - XI. Réussirent à s'accrocher.

VERTICALEMENT
1. Au large pour viser les cieux. - 2. Tout le monde y pousse. On entend surtout parler de sa levée. - 3. Transmis le bon sens, pourrait faire gagner. Son amour n'est guère fructueux. Grande satisfaction. - 4. On en parle quand il est bon ou grand. Il ne gagnent pas si vous faites comme eux. - 5. Ça vous pose son homme. Inscription bouleversante bouleversée. - 6. Il est parfois difficile de le surmonter. - 7. Mis une touche de couleur. On ne se plaint pas qu'il ait, la, perdu son chef. - 8. Gardé, c'est plus vivant. - 9. Viens pays. Donner de la voix. - 10. Serre. Pronom. - 11. Tout à fait véridique. Gagna Wimbledon. - 12. Feraient selon leurs volontés ou s'inquiétaient des vôtres.

SOLUTION DU N° 628

Horizontalement
I. Triomphateur. - II. Recluse. Hune. - III. Ovationné. Is. - IV. UER. Danes. - V. Blet. Elle. - VI. Le. Aa. Nam. - VII. Etendu. Mêle. - VIII. Festonné. ORJ. - IX. Eug. Rio. Amie. - X. Trame. Etage. - XI. Espéglères.

Verticalement
1. Trouble-fête. - 2. Révélateurs. - 3. Icare. Essup. - 4. Oli. Tant. Mi. - 5. Muid. Adorée. - 6. Pous. Uni. - 7. Hénin. Noël. - 8. No. Ame. Te. - 9. Thiers. Air. - 10. Eu. Sialomai. - 11. Untel. Erige. - 12. Resseme-lées.

FRANÇOIS DORLET

SOLUTION DU N° 630

1. PARIGOT. - 2. MALEKIS, adeptes d'une école juridique de l'islam. - 3. ABALONE. - 4. AMENAGE. - 5. SUISSES. - 6. ANNELE. - 7. BENARDE, serrure s'ouvrant des deux côtés (BADERNE). - 8. DEBRASAT (BARDATES, BARDATES, BRADATES). - 9. LESTAIS (ALTISS...). - 10. LAYEUSE (EVALUES). - 11. SAVOIRS. - 12. LAYEUSE (EVALUES). - 13. LEPIOTES (PETIOTES, PILOTES). - 14. AVISEX. - 15. DUSIONS. - 16. RUSSES (RESSUE). - 17. IODLENT. - 18. SENAUS, anciens navires (NUASSE, SAUNES). - 19. ESSUYEE. - 20. ESTUAIRE (SAUTERIE). - 21. PASSIBLE. - 22. LAPASSE. - 23. ABOLUEE.

24. SAVANTE (ENVASAT, EVASANT). - 25. RALIONS. - 26. AVI-FAUNE, ensemble des oiseaux. - 27. STATIVES. - 28. GOSSERA, un vilain avec un contenu (ROSSA). - 29. DIVISEUR. - 30. TERSEES (TES-SEES...). - 31. RESSUI (REUSSE, SIEURS, SURES). - 32. MARAUDES. - 33. AMENES (EMANES). - 34. DEMOULEE. - 35. DEPENSES. - 36. ENSEEREE. - 37. KAOLIANG, graminée alimentaire. - 38. STARTERS. - 39. ZARZUELA. - 40. SUIFFER (SUFFIRE).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

Anacroïses. - Nous remercions les contributeurs qui, au lieu de nous soumettre la grille de la semaine, nous ont envoyé la grille de la semaine précédente.

ANACROÏSÉS

N° 631

Horizontalement
1. AEEIMNOX. - 2. AABEIRS (+ 4). - 3. BEIMNOT. - 4. AEIPRY. - 5. AEINNR. - 6. AEGILMNSU. - 7. CEENNRRT (+ 1). - 8. REETUX. - 9. REINRT (+ 2). - 10. AEEFINR (+ 1). - 11. ACEENRST (+ 10). - 12. AACDENRS (+ 3). - 13. BELMNOU. - 14. BEELLOTT (+ 1). - 15. AEINQRU (+ 2). - 16. AABINRSU (+ 1). - 17. EERRTU. - 18. AADERSV (+ 1). - 19. ABGISU.

Verticalement
20. ABPILOT. - 21. ABELOSU (+ 3). - 22. CEENNR (+ 1). - 23. AEINNOT (+ 2). - 24. ADLNKU. - 25. AEMMRU. - 26. EIMNNTU. - 27. EIMMNT. - 28. AEIRST (+ 13). - 29. AEIRST (+ 8). - 30. AEEESUX. - 31. ACEIMQRU (+ 5). - 32. ACEIPRU (+ 2). - 33. BORRUU. - 34. AEHNOF. - 35. AAGINRS. - 36. AEEONSUX. - 37. EELNRV (+ 1). - 38. AEENNRRT (+ 1). - 39. AEHSTU (+ 1).

FRANÇOIS DORLET

IX. Conjonction. Antiseptique. Article. - X. Savant apprécier. Réunifié, il est déchiré. - XI. Réussirent à s'accrocher.

VERTICALEMENT
1. Au large pour viser les cieux. - 2. Tout le monde y pousse. On entend surtout parler de sa levée. - 3. Transmis le bon sens, pourrait faire gagner. Son amour n'est guère fructueux. Grande satisfaction. - 4. On en parle quand il est bon ou grand. Il ne gagnent pas si vous faites comme eux. - 5. Ça vous pose son homme. Inscription bouleversante bouleversée. - 6. Il est parfois difficile de le surmonter. - 7. Mis une touche de couleur. On ne se plaint pas qu'il ait, la, perdu son chef. - 8. Gardé, c'est plus vivant. - 9. Viens pays. Donner de la voix. - 10. Serre. Pronom. - 11. Tout à fait véridique. Gagna Wimbledon. - 12. Feraient selon leurs volontés ou s'inquiétaient des vôtres.

SOLUTION DU N° 628

Horizontalement
I. Triomphateur. - II. Recluse. Hune. - III. Ovationné. Is. - IV. UER. Danes. - V. Blet. Elle. - VI. Le. Aa. Nam. - VII. Etendu. Mêle. - VIII. Festonné. ORJ. - IX. Eug. Rio. Amie. - X. Trame. Etage. - XI. Espéglères.

Verticalement
1. Trouble-fête. - 2. Révélateurs. - 3. Icare. Essup. - 4. Oli. Tant. Mi. - 5. Muid. Adorée. - 6. Pous. Uni. - 7. Hénin. Noël. - 8. No. Ame. Te. - 9. Thiers. Air. - 10. Eu. Sialomai. - 11. Untel. Erige. - 12. Resseme-lées.

FRANÇOIS DORLET

IX. Conjonction. Antiseptique. Article. - X. Savant apprécier. Réunifié, il est déchiré. - XI. Réussirent à s'accrocher.

VERTICALEMENT
1. Au large pour viser les cieux. - 2. Tout le monde y pousse. On entend surtout parler de sa levée. - 3. Transmis le bon sens, pourrait faire gagner. Son amour n'est guère fructueux. Grande satisfaction. - 4. On en parle quand il est bon ou grand. Il ne gagnent pas si vous faites comme eux. - 5. Ça vous pose son homme. Inscription bouleversante bouleversée. - 6. Il est parfois difficile de le surmonter. - 7. Mis une touche de couleur. On ne se plaint pas qu'il ait, la, perdu son chef. - 8. Gardé, c'est plus vivant. - 9. Viens pays. Donner de la voix. - 10. Serre. Pronom. - 11. Tout à fait véridique. Gagna Wimbledon. - 12. Feraient selon leurs volontés ou s'inquiétaient des vôtres.

SOLUTION DU N° 628

Horizontalement
I. Triomphateur. - II. Recluse. Hune. - III. Ovationné. Is. - IV. UER. Danes. - V. Blet. Elle. - VI. Le. Aa. Nam. - VII. Etendu. Mêle. - VIII. Festonné. ORJ. - IX. Eug. Rio. Amie. - X. Trame. Etage. - XI. Espéglères.

Verticalement
1. Trouble-fête. - 2. Révélateurs. - 3. Icare. Essup. - 4. Oli. Tant. Mi. - 5. Muid. Adorée. - 6. Pous. Uni. - 7. Hénin. Noël. - 8. No. Ame. Te. - 9. Thiers. Air. - 10. Eu. Sialomai. - 11. Untel. Erige. - 12. Resseme-lées.

FRANÇOIS DORLET

هكذا من الراحل

SANS VISA

LA TABLE

Les « Flambeau » des fourneaux

Artisans amoureux de la qualité, mais obscurs

La Sale Bouffe ! C'est le titre d'un récent ouvrage (Barrault éditeur). Signé de J.-C. Marcel, un cuisinier, il ne se pique point de littérature mais commente rudement cette vérité, hélas ! mal perçue du consommateur : « Chaque jour davantage l'industrie agroalimentaire attaque, étouffe et détruit la gastronomie populaire française. » Stigmatisant par la même occasion l'indifférence des médias (quand ce n'est pas de la complicité) et l'outrecuidance des « grandes toques », encensées, dont souvent le but caché ou avoué est moins d'obtenir des honneurs que de monnayer ensuite lesdits honneurs en travaillant pour l'industrie (sous-vidé, surgelé, « prêt-à-avaler »).

En ces jours où Cyrano, de la scène à l'écran, remet Rostand en mémoire, c'est plutôt à l'Aiglon que l'on pense, et à la tirade de Flambeau. Face à la médiatisation intensive de ces

commerçants de la bouffe, comment ne pas évoquer ceux que la chronique oublie trop, les obscurs, les sans-grade de la cuisine ? Ces cuisiniers-patrons qui savent bien, eux, que la qualité reste artisanale, et qui considèrent leur métier comme une respectable vocation.

En voici quelques-uns (entre autres car ils restent encore assez nombreux) à Paris.

★ Gérard Cousiaux en son *Globe d'Or* (158, rue Saint-Honoré, tél. : 42-60-23-37), sa carte traditionnelle du Sud-Ouest, et entre autres son ventre de veau à la gasconne.

★ Jean-Claude Cousty en son *Petit Navire* (14, rue des Fossés-Saint-Bernard, tél. : 43-54-22-52), traitant honnêtement le poisson frais (surtout bourride notamment).

★ Jean-Claude Gramond *Chez Gramond* (5, rue de Fleury, tél. : 42-22-28-89) : en attendant la saison du gibier,

goûtez le navarin d'agneau et le canard de Challans aux navets entre autres.

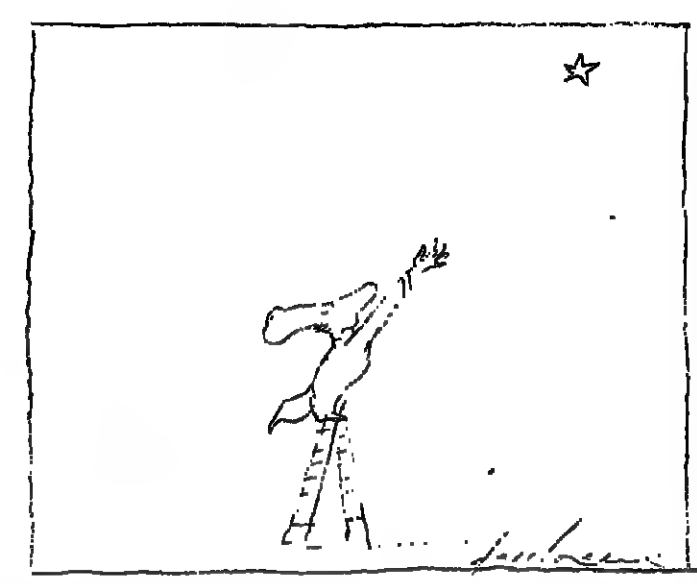
★ Robert Benoist, à l'enseigne du *Régent* (97, rue de la Cherche-Midi, tél. : 42-22-32-44), pour ses œufs en meurette et sa sole soufflée sauce champagne.

★ Michel Devaux, les *Tuf-Jeux* (11, rue Dupin, tél. : 42-22-64-56), venu de Touraine avec sa rustique et chaleureuse cuisine.

★ Gilbert Dugast, installé au *Luz* (4, rue Pierre-Leroux, tél. : 43-06-99-39), je devrais plutôt écrire « caché » et c'est dommage. Goûtez donc ses quenelles de lard (nom moyennageux du brochet).

★ Claude Chazalon à l'enseigne du *Clos de l'Alma* (17, rue Malard, tél. : 45-55-79-77), aux bons et sérieux plats du jour (viande des Boucheries nivernaises).

★ René Marin, dont la *Ferme des Mathurins* (17, rue



Vignon, tél. : 42-66-46-39) est symbole de la vraie cuisine familiale (Ah ce jambon morvandiau à la crème !). Table de Maigret.

★ Jean-Claude Meunier, cuisinant au (et) *Comme chez soi* (20, rue Lamartine, tél. : 48-78-00-02).

★ Yves Cuillère et sa *Grille*

(80, rue du Faubourg-Poissonnière, tél. : 47-70-89-73), au beurre blanc inégalable, arrosé des vins du pays.

★ Jacques Pombet à l'enseigne d'*Yvonne* (13, rue de Bassano, tél. : 47-20-98-15) ; de la côte de veau normande à l'entrecôte vigneronne.

★ M. Siegrist, qui a repris *Aristide* (121, rue de Rome, tél. : 47-63-17-63) ; des filets de hareng à la tarte maison, la plus franche des cuisines.

★ Jean-Paul Langevin en son *Poulbot gourmet* (39, rue Lamarck, tél. : 46-06-86-00). Ah cette tête de veau paysanne !

De cette liste, six ne figurent même pas au Michelin (les autres sans l'étoile méritée) et huit sont ignorés de MM. Gault et Millau. Raison de plus pour les aller découvrir. J'en oublie, bien sûr ! J'y reviendrai.

LA REYNIÈRE

Diner littéraire

Fureur de lire ! La Bibliothèque nationale organise ces temps, et sous ce titre, exposition et manifestation. Excellente occasion pour le Grand Colbert, qui loge, on le sait, en ses murs, d'inviter la littérature à sa table.

Le vendredi soir 12 octobre et les 13 et 14 octobre, cette brasserie invitera en ses cuisines, si l'on ose écrire, Balzac, Zola, Proust et Simenon. Et la carte proposera des plats familiers de leurs œuvres, depuis le miron du *Cousin Fong* jusqu'aux massepains d'Issoudun, la paille de la Rabouilleuse, jusqu'à la blanquette de veau que, dans l'*Assommoir*, Coupeau arrose de « gros qui tache », depuis le bouf en gelée que François préparait pour M. de Norpois et le sorbet au thé flanqué de macarons d'Elisabeth Combray jusqu'à la moutarde des bouchouleurs et le coq au vin de M. Maigret. Un festival ! Fureur de lire, fureur de bien manger au fil des pages des grands écrivains.

► Au Grand Colbert, 2, rue Vivienne. Tél. : 42-86-97-88. Jusqu'à 1 heure du matin.

★ Les entretiens de Belley. - Ils auront lieu cette année les 20 et 21 septembre sur le thème « La viande rouge ».

★ Welsh Rarebit. - S'ils sont rares à Paris (j'ai signalé celui de la Ferme Saint-Hubert, rue Vignon), un lecteur gourmand m'indique qu'il s'en trouve à Boulogne-sur-Mer et me signale entre autres celui du Welsh Pub (place Dalton) et de La Petite Barrière (rue du Vivier).

★ Compliments de lecteurs. - Pour l'hôtel-restaurant du Corbeau (1, rue de Berbi à Auxonne, tél. : 80-31-11-58). Pour le Mas Tourneiron à Gordes (mais c'est bien connu !), le Chêne Vert (35, bd Ledru-Rollin à Saint-Pourçain, tél. : 70-45-40-45) et l'hôtel des Voyageurs à Beaumont en Périgord (tél. : 53-22-30-11).

★ Cuisine Italienne. - Très bellement illustré, *Diners à l'italienne*, de Lorenza de Medici, qui vient de paraître chez Flammarion. Et sur place, plus modestement, on me signale le Ristorante Da Toni (à Gradiscutta di Varmo, dans la province d'Udine, tél. : 0432-778003/4).

★ Oufs d'escargots. - Je ne sais pas si c'est bien bon mais il est abusif de faire à leur propos une « présentation du caviar français » ainsi que le propose la société Cœles qui devrait savoir que l'appellation caviar est strictement réservée aux semi-conserves préparées à partir d'œufs d'esturgeons.

★ Le sottilier. - Savez-vous que Lenôtre ouvre à Paris une nouvelle boutique « habillée d'une superbe vitrine d'angle ». Il fallait le faire !

★ Androuet. - On sait que Pierre Androuet a vendu son enseigne. Passe encore que des restaurateurs, abusés, annoncent « fromages du maître Pierre Androuet », mais le comble est le culot d'un restaurant Parenthèse (aéroport de Roissy) qui annonce « la sélection des maîtres fromagers Androuet » comme si... Il est vrai que la carte propose aussi un filet de daurade à la crème de moutarde (au lieu de moutarde) et un duo de passion et d'orange !!!

★ Asperges de Vancluse. - Cultivée sur les coteaux du Ventoux, cette asperge dite de Mormoiron (asperge blanche) a fait l'objet d'un concours pour les élèves des écoles

hôtelières de la région. Avec grand succès, et les organisateurs ont pu constater l'accord parfait de cette asperge avec les vins du pays, côtes-du-ventoux, blancs et rouges.

★ A Moulins. - L'Hôtel de Paris a changé de propriétaire, mais la cuisine demeure excellente. Témoin ce repas offert en l'honneur de la présidente de l'ARC, Simone Lemaire, par le sénateur Jean Cluzel. Au menu : saumon mariné pommes à l'huile, rognons de veau à la crème truffée en parmentier. Entre : un sandre rôti à la moelle et vin rouge.

★ Montons champenois. - Un fidèle lecteur, animateur des Amis de Talmont (en Gironde) et défenseur du bar (à condition qu'il soit de 3/4 kg, frais pêché et saigné aussitôt pour mieux garder sa fermeté de chair et sa saveur), me fait remarquer que l'expression « 99 moutons et un... font 100 bêtes » s'est peut-être appliquée aux champenois, selon une légende. Il n'importe, et saluons les moutons figurant sur les armes des Bituriges. Ce sont peut-être eux qui fournissent le gigot de 7 heures à la carte (hivernale) de Fauquier, l'excellent cuisinier du 52, rue de Longchamp (tél. : 47-04-34-33).

Vins de Loire sous le soleil de Satan

A en croire les pronostiqueurs officiels, ce sont les vignes du Val de Loire qui devront payer le plus lourd tribut à l'inhabituelle sécheresse de l'année 1990. C'est ainsi que l'Office national interprofessionnel des vins publiait il y a quelques jours un « état du vignoble à la veille des vendanges » plus ou moins rassurant pour la majeure partie des appellations d'origine contrôlée mais qui ne pouvait pas ne pas inquiéter les amateurs des vins ligériens. On y mentionnait en particulier les effets meurtriers de la privation d'eau, tant sur la plante que sur les fruits. Tout se passe, expliquait-on en substance, comme si la sécheresse avait eu pour effet de bloquer le cycle végétatif habituel de la vigne, laissant au même coup les raisins à l'abandon.

Quelques jours seulement avant le ban des vendanges de cabernet franc, à Bourgueil, Chenin ou Sancerre-Champigny, et de chenin-vouvray et coteaux du Layon, la situation est-elle à ce point catastrophique ? Faudrait-il déjà faire une croix sur un millésime trop vite tenu - soleil oblige - pour hautement prometteur ? Sans doute pas. Tout indique au contraire que l'année 1990 sculptera sur les vins de Loire une silhouette d'autant plus remarquable que totalement inhabituelle.

L'étude régulière de la matura-

tion des raisins montrait dans les premiers jours de septembre des concentrations en sucre équivalent à 9 degrés d'alcool tant dans les cabernets francs que dans les chénins. En réalité, une lecture détaillée des relevés du laboratoire départemental et régional d'analyses permettrait de noter de très grandes variations allant, par exemple, dans les vins blancs de 4,8 degrés (à Artigny) jusqu'à 9,3 degrés (sur Mont-Louis et Vouvray). Les mêmes écarts de maturité existent dans les autres cépages ligériens que sont le sauvignon, le cot, le grolleau ou le gamay noir à jus blanc.

Dans le vignoble, on retrouve, plus visible encore, cette même hétérogénéité, conséquence d'une floraison par trop étalée. A tel point que, dans les chénins, l'on découvre presque toujours au sein d'une même grappe des raisins presque mûrs et d'autres encore verts. « Ce phénomène nous impose d'être plus rigoureux encore dans la cueillette et dans les tris des lots que l'on cherche à faire des vins de grande qualité », explique François Pinon (Vernou-sur-Brenne), ancien psychothérapeute depuis peu passé avec succès à la viticulture.

Autre conséquence - la plus remarquable sans doute - des anomalies climatiques de 1990, la loi dite « des cent jours » (période qui sépare la fleur de la vigne de la maturité des raisins)

ne sera pas cette année respectée. Véritable révolution végétale, cette distorsion pathologique est due au déficit hydrique important auquel la vigne doit faire face pour la seconde année consécutive. Une anomalie qui a retardé considérablement la véraison et décalé d'autant les dates initialement prévues pour les vendanges. Celles-ci ne débuteront pas avant les derniers jours du mois de septembre pour les rouges et s'étaleront sur octobre pour tout ce qui est des grands moelleux.

Si, à l'exception des jeunes plantes, la vigne ne manifeste pas encore de symptômes de vraies souffrances foliaires, le voyage dans les vignobles permet néanmoins de recenser, ici ou là, des cas anormaux de grillage de feuilles et surtout de raisins. Surtout, les températures tout à fait exceptionnelles constatées cette année touchent des tissus végétaux acclimatés aux régions septentrionales et qui, sous une autre latitude, auraient sans doute résisté.

La dernière inquiétude nourrie par les hommes des « rouges » tient au déséquilibre marqué entre les concentrations en sucre probables, compte tenu d'une activité qui a déjà commencé à dangereusement chuter. Ainsi, aucun doute n'est plus permis.

Tout se jouera au moment des vendanges, de nombreux vigneron s'apprêtant à vivre quelques

nuits blanches auprès de leurs cuves. « Tout cela fait que 1990 sera un millésime à nul autre pareil, résume Jacques Puisais, directeur du laboratoire départemental d'analyses d'Indre-et-Loire et par ailleurs président de l'Union mondiale des oenologues. Les conditions climatiques inconnues jusqu'ici dans cette région interdisent de prévoir aujourd'hui la silhouette des vins à venir. Je crois que la vigne peut encore trouver en elle les ressources nécessaires pour compenser ce qui apparaît comme un déséquilibre irréversible, mais on sait d'ores et déjà que les 1990 nous rediront demain à quel point la France a eu chaud, à quel point aussi les cultures ont souffert. Et ces vins nous rappelleront à leur manière combien ils ont pu avoir soif. »

JEAN-YVES NAU

La ville de Tours qui, ces dernières années, méprisait ostensiblement les vins de Touraine, vient fort heureusement de voir s'ouvrir l'un des bars-restaurants à vin parmi les plus intéressants qui soient. Tenu de main de maître par Michel Desroches, ancien sommelier de MM. Jallier (Le Grand Monarque, à Chartres), Marc Meneau et Jean Baret, cette maison toute simple constitue d'ores et déjà - à une heure de la gare Montparnasse grâce au TGV, dès le 29 septembre - l'une des étapes indispensables pour qui souhaite découvrir la richesse et la complexité des vins des bords de Loire.

Le Corneille, 49, rue Colbert 37 000 Tours. Tél. : (16) 47-66-72-55.

VACANCES-VOYAGES

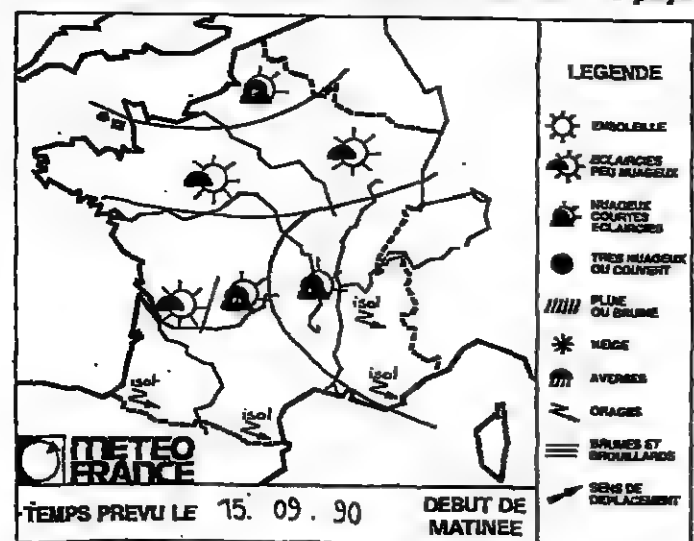
HÔTELS

Côte d'Azur	Paris
06400 CANNES HOTEL LIGURE **** 5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275 FAX 93-39-19-48 A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages. Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.	SORBONNE HOTEL DIANA ** 73, rue Saint-Jacques Chambres avec bain, w.c., TV couleur. Tél. direct. De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.
NICE HOTEL LA MALMAISON Best Western **** Hôtel de charme près mer, calme, grand confort. 50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES TV COULEUR PAR SATELLITE Restaurant de qualité. 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE Tél. 93-87-03-56 - Tél. 476 411. Télécopie 93-16-17-99.	Provence 04800 GRÉOUX-LES-BAINS L'autisme en Provence Hôtel VILLA BORGHESE *** Ouvert jusqu'au 30 novembre. RESTAURANT DE QUALITÉ T.V. PAR SATELLITE CLUB DE BRIDGE Tennis - Stages - Cours Centre de remise en forme Forfaits - Ligne et Forme - ANIMATION GOLF Tél. : 92-78-00-91. Fax : 92-78-09-55.
HOTEL VICTORIA *** 33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél. 93-38-39-60 Plaisance, calme. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble. téléphone direct, minibar.	Provence DROME PROVENÇALE (PRIX D'HIVER) Paris/4 h par TGV (Montélimar). AUBERGE DU VIEUX VILLAGE D'AUBRES. Grand confort - Calme - Soleil S. à M. non fumeurs. Cuisine sans prétention, mais bonne, à l'ancienne diététique. Salle de musc., sauna, UVA Mirabelle Colombes. 26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89.

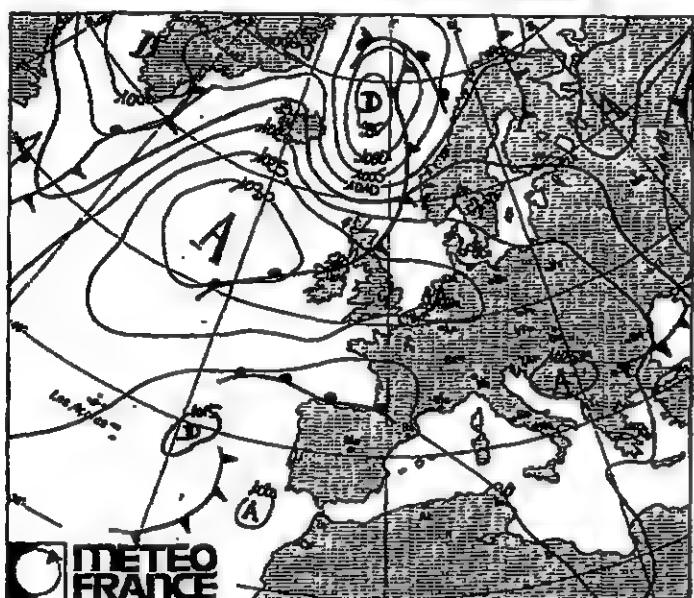
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

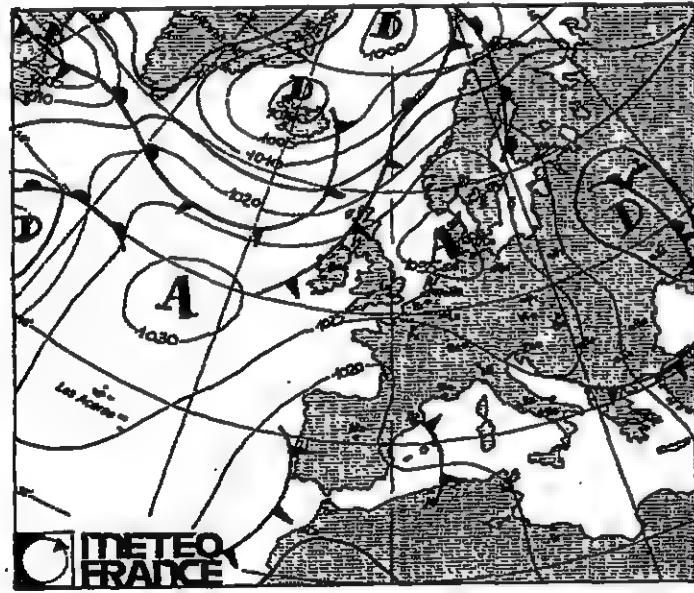
Prévisions pour le samedi 15 septembre
Encore des orages dans l'est et le sud-est du pays



SITUATION LE 14 SEPTEMBRE 1990 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 SEPTEMBRE A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-9-90 à 6 heures TU et le 14-9-90 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES	NEW YORK	PARIS	ST-ETIENNE	STRASBOURG	TOULOUSE	VALENCIENNES
27	27	27	27	27	27	27	27	27
15	15	15	15	15	15	15	15	15
17	17	17	17	17	17	17	17	17
18	18	18	18	18	18	18	18	18
19	19	19	19	19	19	19	19	19
20	20	20	20	20	20	20	20	20
21	21	21	21	21	21	21	21	21
22	22	22	22	22	22	22	22	22
23	23	23	23	23	23	23	23	23
24	24	24	24	24	24	24	24	24
25	25	25	25	25	25	25	25	25
26	26	26	26	26	26	26	26	26
27	27	27	27	27	27	27	27	27
28	28	28	28	28	28	28	28	28
29	29	29	29	29	29	29	29	29
30	30	30	30	30	30	30	30	30

CARNET DU Monde

Fiançailles

M. Jean-Baptiste BRANDÉHO et M^{me}, née Christiane Malin, ont la douleur d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.

M. Thierry DUFAY et **M^{me}, née Bernadette Légal,** sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants.

Elisabeth et Sébastien, à Fort-de-France, le 2 septembre 1990.

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M^{me} Evelyne MOULIN-ROUSSEL, fille de **M. François MOULIN-ROUSSEL (†)**, belle-fille et fille du baron **Marc DE BALORRE** et de la baronne, née **Amélie De L'Épée,** avec **M. Olivier REBOUL,** fils de **M. Jean REBOUL** et de **M^{me}, née Marie-Claude Cassegrain.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M. Jean-Pierre QUÉRÉ, secrétaire général adjoint de la Ville de Paris, et **M^{me} M. Jean-Pierre LE BRIS,** dirigeant de sociétés, et **M^{me} M.**

Madeleine Chass Barbaud a l'immense douleur d'annoncer le décès de son frère.

le compositeur Pierre BARBAUD, survenu à Nice, le 10 septembre 1990. Domaine de la Garde-au-Rempart, 06670 Saint-Baise.

(Le Monde du 13 septembre)

M. et M^{me} Jean Chalvidant, son fils. Claire et Céline Chalvidant, ses petites-filles. M^{me} Jeannette Angelini, sa sœur. Les familles Chalvidant, Angelini, Frouin, Padovani, Bazziconi, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre CHALVIDANT, inspecteur honoraire des écoles de la Ville de Paris, chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu à Paris, le 9 septembre 1990.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Forme des Hirondelles, M^{me} Albert-Thurès, 94550 Chevilly-Larue.

Le comte Etienne de Bertier de Sauvigny, son épouse, M^{me} Ingrid Braun, sa fiancée, le lieutenant et la comtesse Edmond de Bertier de Sauvigny, M. et M^{me} Hugues de Varine-Bohan, ses enfants, M. William A. Raine, M. Henry F. Raine, le comte et la comtesse Bruno de Nazzola, le comte Arnaud de Bertier de Sauvigny, M^{me} Ingrid Braun, sa fiancée, le lieutenant et la comtesse Laurent de Bertier de Sauvigny, M^{me} Stéphanie de Bertier de Sauvigny, M. Gérard de Laffon, son fiancé, M. et M^{me} Frédéric Benini, M. et M^{me} Olivier Bossière, M. et M^{me} Jérôme Julien-Laferrère, M^{me} Cécile de Varine-Bohan, ses enfants, M^{me} Henri Delange, sa belle-sœur, M^{me} Jacques Delange, sa belle-sœur, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul ALPHANDÉRY, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller honoraire du commerce extérieur, survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, le 11 septembre 1990, en son domicile personnel, 36, boulevard Fladry, 75116 Paris.

L'inhumation aura lieu le samedi 15 septembre, à 14 heures, au cimetière de Montfavet (Avignon).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Le vicomte et la vicomtesse d'Arjuzon, le vicomte et la vicomtesse Antoine d'Arjuzon, le comte et la comtesse Arnaud de Guittay, M. et M^{me} Pierre Candolphe, le vicomte et la vicomtesse Jacques d'Arjuzon, le vicomte et la vicomtesse de Bonnaville, le vicomte et la vicomtesse Dominique d'Arjuzon, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Le comte de Murard de Saint-Romain, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

Henri, comte d'ARJUZON, le 13 septembre 1990, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Madeleine, à Paris, le lundi 17 septembre 1990, à 10 h 30.

Une bénédiction sera donnée le même jour en l'église de Chevilly (Loiret), à 16 heures, avant l'inhumation.

19, rue de la Trémoille, 75008 Paris.

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Jean Chass Barbaud a l'immense douleur d'annoncer le décès de son frère.

le compositeur Pierre BARBAUD, survenu à Nice, le 10 septembre 1990. Domaine de la Garde-au-Rempart, 06670 Saint-Baise.

(Le Monde du 13 septembre)

M. et M^{me} Jean Chalvidant, son fils. Claire et Céline Chalvidant, ses petites-filles. M^{me} Jeannette Angelini, sa sœur. Les familles Chalvidant, Angelini, Frouin, Padovani, Bazziconi, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre CHALVIDANT, inspecteur honoraire des écoles de la Ville de Paris, chevalier de l'Ordre national du Mérite, commandeur des Palmes académiques, survenu à Paris, le 9 septembre 1990.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Forme des Hirondelles, M^{me} Albert-Thurès, 94550 Chevilly-Larue.

Le comte Etienne de Bertier de Sauvigny, son épouse, M^{me} Ingrid Braun, sa fiancée, le lieutenant et la comtesse Edmond de Bertier de Sauvigny, M. et M^{me} Hugues de Varine-Bohan, ses enfants, M. William A. Raine, M. Henry F. Raine, le comte et la comtesse Bruno de Nazzola, le comte Arnaud de Bertier de Sauvigny, M^{me} Ingrid Braun, sa fiancée, le lieutenant et la comtesse Laurent de Bertier de Sauvigny, M^{me} Stéphanie de Bertier de Sauvigny, M. Gérard de Laffon, son fiancé, M. et M^{me} Frédéric Benini, M. et M^{me} Olivier Bossière, M. et M^{me} Jérôme Julien-Laferrère, M^{me} Cécile de Varine-Bohan, ses enfants, M^{me} Henri Delange, sa belle-sœur, M^{me} Jacques Delange, sa belle-sœur, et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Raoul ALPHANDÉRY, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller honoraire du commerce extérieur, survenu à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, le 11 septembre 1990, en son domicile personnel, 36, boulevard Fladry, 75116 Paris.

L'inhumation aura lieu le samedi 15 septembre, à 14 heures, au cimetière de Montfavet (Avignon).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

Le vicomte et la vicomtesse d'Arjuzon, le vicomte et la vicomtesse Antoine d'Arjuzon, le comte et la comtesse Arnaud de Guittay, M. et M^{me} Pierre Candolphe, le vicomte et la vicomtesse Jacques d'Arjuzon, le vicomte et la vicomtesse de Bonnaville, le vicomte et la vicomtesse Dominique d'Arjuzon, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants. Le comte de Murard de Saint-Romain, son beau-frère, ont la douleur de faire part du décès de

Henri, comte d'ARJUZON, le 13 septembre 1990, à Paris, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de la Madeleine, à Paris, le lundi 17 septembre 1990, à 10 h 30.

Une bénédiction sera donnée le même jour en l'église de Chevilly (Loiret), à 16 heures, avant l'inhumation.

19, rue de la Trémoille, 75008 Paris.

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} René Fournand, les docteurs Véronique et Alain Thibault, et leurs enfants, Emilie, Florent et Virginie, Priscille Fournand, Lucile et Hubert Haguet et leur fils, Edouard, Estelle Fournand, ont la douleur de faire part du décès de

René FOURNAND, ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Les funérailles religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Auribeau-sur-Siagne (Alpes-Maritimes), le 8 septembre 1990.

Une messe en son honneur sera célébrée par son cousin le Révérend Père Bernard Rérolle, en l'église Saint-Pierre de Chailly, à Paris, le mardi 18 septembre, à 12 h 25.

Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Cristinacce (Corse), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie d'annoncer le décès de

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 14 septembre

TF 1

- 20.35 Variétés : Tous à la Une. Émission présentée par Patrick Sabatier. Avec Jean Leffevre, Toto Cutugno, Kassav, Les Inconnus, Patrick Sébastien, Michel Fugain, Véronique Genest, La Compagnie Créole, Marc Lavoine, Emmanuel Béart.
- 22.35 Magazine : Grands reportages. Les gros... la faim du rêve américain, de Jean-Loup Darnig.
- 23.35 Série : Madame SOS.
- 0.50 Journal, Météo et Bourne.

A 2

- 20.40 Série : Profession comique. D'André Halimi.
- 21.35 Série : La belle Anglaise.
- 21.50 ► Caractères. Magazine littéraire de Bernard Rapp. Premiers romans. Invités : Philippe Blasband (De candides et de fumées), Krys Hlaire (Berlin, Dernier), Jean Roussel (Les Champs d'Honneur), Amitav Ghosh (Les Feux du Bengale), le professeur Emile Papiernik (Nétra, de Lennart Nilsson), Catherine Monetti (Les saucisses de Toulouse).
- 23.05 Journal et Météo.

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa. Il était une fois la Transat, de Ramon Guileriez et Patrick Boleau.
- 21.35 Feuilleton : Le roi de Patagonie. De Stéphane Kurc et Georges Campana, d'après le roman de Jean Raspail, avec Frédéric

- ric Van Den Driessche, Omar Sharif (1^{er} épisode). La fabuleuse histoire d'Antoine de Tonnens.
- 22.30 Journal et Météo.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Strip-tease fatal. De Robert Lewis, avec Marlu Hanner, Susan Blakely. Enquête dans une boîte où les hommes se désolent.
- 22.05 Documentaire : Retour au Kham. De Bruno Vienne. Un lama de retour au Tibet.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Randonnée pour un tueur. ■ Film américain de Roger Spottiswoode (1988). Avec Sidney Poitier, Tom Berenger, Kristie Alley.

LA 5

- 20.35 Téléfilm : Ma femme a disparu. De David Greene, avec Elliot Gould, Mike Farrell. Un père est au courant...
- 22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
- 23.30 Soko, brigade des stupés (rediff.).
- 0.00 Le minuit pile.

M 6

- 20.35 Téléfilm : Raccoglie. De Joseph Sargent, avec Lee Remick, Jill Clayburgh. Une journaliste et une prostituée.
- 22.15 Série : Clair de lune.
- 23.05 Série : Les années coup de

- 23.35 Magazine : Avec ou sans rock.
- 0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 21.00 Série : Grafik (Libération).
- 21.10 Téléfilm : Le maître (2^e partie).
- 22.15 Court métrage : Les chiens. De Melvin Trevor.
- 22.30 Série : Grafik (Tout va bien).
- 22.40 Série : Portraits (La Réussite).
- 23.00 Documentaire : Paris-Nord. D'après le spectacle de Jacques Bonaffé.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives.
- 21.30 Black and blue. Table ronde.
- 22.40 Nuits magnétiques. Raïna la littérature. Le roman des manuscrits.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. L'héritage effacé de Tracy Chapman.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 13 octobre 1989 lors de l'Emis de Paris) : Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en si mineur op. 104, de Dvorak ; Symphonie n° 2, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. John Nesch ; sol. Lynn Harrell, violon.
- 22.20 Cycle acoustique.
- 23.07 Nuits chaudes. De grands oiseaux de nuit.
- 0.58 Les valses de l'été.

Samedi 15 septembre

TF 1

- 13.15 Magazine : Reportages. Interview de Georges Marchais, en direct de la Fête de l'Humanité.
- 13.50 La Une est à vous. Les téléspectateurs choisissent un téléfilm.
- 13.55 Série : Juliette en toutes lettres.
- 14.30 La Une est à vous (suite).
- 15.45 Tiercé à Vincennes.
- 15.55 La Une est à vous (suite).
- 16.00 Série : Joëlle Mazart.
- 17.10 Divertissement : Mongo Dingo.
- 17.40 Magazine : Trente millions d'années.
- 18.10 Série : Paire d'as.
- 19.00 Série : Marco et Sophie.
- 19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.
- 20.40 Variétés : Sébastien c'est toi ! Émission présentée par Patrick Sébastien.
- 22.20 Série : Columbo. Meurtre à la carte, avec Peter Falk.
- 23.40 Magazine : Formule sport.
- 0.35 Journal et Météo.

A 2

- 13.20 Magazine : Carnets de route. Présenté par Christine Ockrent. La route de la prostitution (rediff.).
- 14.20 Série : Un duo explosif.
- 14.50 Magazine : Sports passion. Tennis : Passing shot de Bordeaux. Omnisports : Festival de la vidéo sportive.
- 17.15 Série : Larry et Balki.
- 17.50 Magazine : Villa de star. Présenté par Michel La-Rosa, Paul-Loup Sédou.
- 19.05 Série : Mac Gyver.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. De Jacques Antoine, animé par Patrice Laffont et Marie Talot.
- 21.40 Série : La belle Anglaise. L'amour toujours l'amour, de Jacques Besnard.
- 22.30 Documentaire : Le chemin de la liberté. D'Alain de Sédour et Guy Seligmann.
- 23.25 Journal et Météo.
- 23.40 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec Bill Haley, les Beatles, les Rolling Stones, Rod Stewart, les Supremes, Aretha Franklin, Terence Trent d'Arby, Robert Plant, Tina Turner, Level 42, UB 40, Robert Cray, les Pogues, Redding + Burdon + Farlow, Marvin Gaye.

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
- 14.00 Magazine : Racines. Médias et immigration.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
- 16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Golspargue (1^{er} partie, rediff.).
- 16.15 Série : Section 4.
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.

CANAL PLUS

- 13.30 Téléfilm : L'amour ou la loi. De Rick King, avec Gary McLeary, Margaret Klenck.
- 15.00 Sport : Golf. Trophée Lancôme, en direct de Saint-Nom-la-Bretèche.
- 17.05 Les superstars du catch.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
- 19.35 Top 50.
- 20.30 Téléfilm : Le prix de la trahison. De Steven Stern, avec Jason Bateman, Frank Stallone. Dans l'univers de la Mafia.

Documentaire : Les allumés...

- 22.00 Documentaire : Les allumés... Sur les pas des grands singes, de Robert M. Young, Robert M. Campbell et Christine Z. Wiser.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Anpoisse sur la ligne. ■ Film italien de Ruggero Donato (1988). Avec Charlotte Lewis, Marcello Mondugno, Maria Sragia.
- 0.35 Cinéma : Matador. ■ Film espagnol de Pedro Almodovar (1985). Avec Assumpta Serna, Antonio Banderas, Nacho Martínez (v.o.).

LA 5

- 19.00 Journal images.
- 19.05 Divertissement : Les mœurs de la vidéo.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.35 Dans le port de Duisbourg. De Hajo Gies, avec Götz George, Eberhard Feik. Un marinier au fond des eaux.
- 22.20 Sport : Football. Résultats du championnat de France.
- 22.25 Série : Deux flics à Miami.
- 23.20 Magazine : Désir.
- 0.00 Journal de minuit.

LA 6

- 13.35 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.55 Série : Daktari.
- 14.45 Série : Laramie.
- 15.30 Série : Poigne de fer et séduction.
- 16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Golspargue (1^{er} partie, rediff.).
- 16.15 Série : Section 4.
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Variétés : Multitop.
- 19.20 Magazine : Turbo.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : Nadia. D'Alain Cooke, avec Leslie Weiner, Johann Carlo. Une jeune Roumaine sur le chemin de la gloire.
- 22.25 L'homme qui criait au loup. De Luther Davis, avec Emile Pula, Stanley Pula. Un séminaire pris pour un déséquilibre.
- 23.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 16.45 Documentaire : Portraits (La Réussite).
- 17.00 Documentaire : Boogie-woogie.
- 18.00 Magazine : Mégamix.
- 19.00 Documentaire : Boulez XX^e siècle.
- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
- 21.00 Documentaire : Tours du monde, tours du ciel (7).
- 22.00 Sport 3.
- 22.15 Théâtre : Oh ! Les beaux jours.
- 23.40 Court métrage : L'île des fleurs.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait. Claude Moati, comédienne.
- 20.45 Festival d'Avignon 1990. Deux aboies-t-1 ? de François Boyer.
- 22.35 Musique : Opus.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Concert (en direct de la Chapelle royale à Versailles) : Grands motets (Dies irae, Miserere), de Delalande, par l'Ensemble vocal et instrumental de la Chapelle royale, dir. Philippe Herreweghe.
- 23.05 Le monde de la nuit. Les sept péchés capitaux.

Dimanche 16 septembre

TF 1

- 13.20 Série : Hooker.
- 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 15.05 Série : Côte Ouest.
- 16.00 Divertissement : Vidéo gag.
- 16.30 Tiercé à Longchamp.
- 16.40 Dessins animés : Disney parade.
- 18.00 Magazine : Téléfoot.
- 19.00 Magazine : 7/7. Présenté par Anne Sinclair. Invité : Michel Sarrault.
- 19.50 Loto sportif.
- 20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
- 20.35 Cinéma : Le cow-boy. ■ Film français de Georges Lautner (1985). Avec Aldo Maccione, Renée Saint-Cyr, Michel Sarrault.
- 22.20 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.30 Cinéma : Sierra torride. ■ Film américain de Don Siegel (1970). Avec Shirley McLaine, Clint Eastwood, Manolo Fábregas.
- 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 13.20 Série : L'homme qui tombe à pic.
- 14.15 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret.
- 15.40 Documentaire : La planète des animaux. Rimer l'impossible.
- 16.35 Série : Cantata.
- 17.35 La course de la fraternité. A l'initiative de la LICRA, en direct de l'Hippodrome de Paris-Vincennes.
- 18.40 Magazine : Stade 2. Tennis : Grand Prix de Bordeaux ; Cyclisme : Tour de la Communauté ; Football : championnat de France ; Rugby : championnat de France ; Golf : Trophée Lancôme ; Les résultats de la semaine.
- 19.30 Série : Maguy.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.40 Série : Le gorille. Le gorille compte ses abrutis, de Jean Delannoy, avec Karim Allaoui, François Perier. Intrigue à la faculté de médecine.
- 22.10 Concert. Jean-Michel Jarre. Enregistré à la Défense le 14 juillet dernier. Diffusé en simultané et en stéréo sur Europe 2.
- 23.30 Journal et Météo.
- 23.45 Magazine : Musiques au cœur de l'été. D'Éve Ruggieri.
- Symphonie n° 4, de Beethoven, par l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Claudio Abbado.

FR 3

- 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.
- 13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duval. Echos des festivals : La grange de Meslay.
- 14.30 Expression directe.
- 14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Tennis : finales du Passing shot de Bordeaux, en direct.
- 17.30 Magazine : Montagne. La planète vertigineuse, de Dominique Planche.
- 18.00 Amuse 3. Molérisimo ; Les tortues ; Jeu.
- 19.00 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.05 Série : Benny Hill.
- 20.35 Spectacle : Le cirque Scott. De François Brionet, filmé par Rino Edstrom. Prouesses cosmopolites.
- 21.50 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. Invité : Christine Gouze-Réard.
- 22.10 Journal et Météo.
- 22.30 Cinéma :

- La belle et la bête. ■■ Film français de Jean Cocteau (1946). Avec Jean Marais, Josette Day, Michel Audoir.
- 0.00 Musique : Carnet de notes. Ombra nel fu, de Haendel, par James Bowman, clavecin et l'Académie royale.

CANAL PLUS

- En clair jusqu'à 7.25
- 7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather.
- 7.25 Dessins animés : Décade pas Bunny.
- 8.40 Cinéma : Australia. ■■ Film belgo-franco-suisse de Jean-Jacques Andrien (1988). Avec Fanny Ardant, Jeremy Irons, Agnès Soral.
- 10.40 Cinéma : Randonnée pour un tueur. ■ Film américain de Roger Spottiswoode (1988). Avec Sidney Poitier, Tom Berenger, Kristie Alley.

- En clair jusqu'à 14.00
- 12.30 Flash d'informations.
- 12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Présenté par Michel Danisot. Invité : Florence Arthaud.
- 13.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
- 14.00 Série : Deux solistes en duo.
- 14.50 Sport : Golf. Trophée Lancôme, en direct de Saint-Nom-la-Bretèche.
- 17.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 18.00 Cinéma : Brighton beach memoirs. ■ Film américain de Gene Saks (1986). Avec Jonathan Sattelmeyer, Blythe Danner, Bob Dishy.

- En clair jusqu'à 20.40
- 19.45 Flash d'informations.
- 19.50 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
- 20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled.
- 20.40 Cinéma : Faux témoins. ■ Film américain de Curtis Hanson (1988). Avec Steve Guttenberg, Isabelle Huppert, Elisabeth McGovern.
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.35 Magazine : L'équipe du dimanche (suite). Football : Flash sport ; L'événement : Football américain.

LA 5

- 6.30 Le journal permanent.
- 8.00 Dessins animés.
- 11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 12.05 Série : Wonder woman.
- 13.00 Journal.
- 13.35 Téléfilm : Détective à tout faire. De Lary Elkann, avec Michael Nouri, Glynis Johns.
- 14.55 Feuilleton : Docteur Teyran. De Jean Chept, avec Michel Piccoli, Nadine Alari (1^{er} épisode).
- 16.30 Téléfilm : Double jeu mortel. D'Alex March, avec Hal Linden, Tony Le Bianco.
- 17.50 Série : La loi de Los Angeles.
- 18.45 Journal images.
- 18.50 Série : L'enfer du devoir.
- 19.45 Journal.
- 20.30 Drôles d'histoires.
- 20.40 Cinéma : Jamais plus jamais. ■■ Film anglo-américain d'Ivin Kershner (1983). Avec Sean Connery, Klaus-Maria Brandauer, Max von Sydow.
- 23.00 Sport : Moto. Grand Prix 250 cm³, en direct d'Australie.
- 0.00 Le minuit pile.

M 6

- 12.00 Informations : M 6 express.
- 12.15 Série : Série : Mon ami

- Ben.
- 12.40 Série : Les routes du paradis.
- 13.30 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.55 Série : Dynastie.
- 15.25 Série : Sam et Sally (rediff.).
- 16.15 Série : Médecins de nuit (rediff.).
- 17.10 Série : L'homme de fer.
- 18.00 Informations : M 6 express.
- 18.05 Série : Clair de lune.
- 18.55 Magazine : Culture pub.
- 19.25 Série : Les années coup de cœur.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.30 Magazine : Sport 6.
- 20.35 Téléfilm : Le peuple crocodile. D'Elmor Dewitt, avec Vernon Wells, Spike Pierce.
- Un ancien du Vietnam en Afrique.
- 22.15 Six minutes d'informations.
- 22.20 Capital.
- 22.30 Cinéma : La clé. ■ Film italien de Tinto Brass (1983). Avec Stefania Sandrelli, Franck Finlay, Franco Branciaroli.
- 0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 12.30 Cours d'italien (15).
- 13.00 Série : Objectif amateur (2).
- 13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
- 14.30 Téléfilm : Le village sur la frontière. De Fritz Lehner (2^e partie, v.o.).
- 16.00 Documentaire : Paris-Nord. D'après le spectacle de Jacques Bonaffé.
- 17.00 Documentaire : Rêves d'enfants du dragon. De Pierre Hoffmann.
- 18.00 Documentaire : La mort du grand-père. De Jacqueline Yve.
- 19.30 Le concert Gebow. Amsterdam : James Galway.
- 20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (2). D'Alexandre Viallet (v.o.).
- 20.30 Moyen métrage : Gigi. De Werner André.
- 21.00 Documentaire : Venise sauvée. D'André Engel.
- 22.35 Concert : Stéphane Grappelli.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radiophonique. Le point de vue de la bande.
- 22.35 Musique : Le concert.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 La vie de château. A 21.00, concert (en direct de la Chapelle royale à Versailles) : Te Deum, Grands motets (Super flumina, Confitebor tibi domine), de Delalande, par l'Orchestre des Arts florissants, dir. William Christie.
- 23.05 Library of Congress.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de radio qui parle de la télévision. Présentée par GILBERT DENOYAN et ANNE COLEMAN avec la collaboration du « Monde ».

ANTENNE 2 ET EUROPE 2
DE CONCERT AVEC JARRE.

22H10 SUR LES 2

Europe 2

سكناء من الزحف

22 Les banques centrales dans la construction européenne
23 Fiat rachète les camions espagnols ENASA

23 M. Bormard quitte la présidence de la CFTC
23 M. Soisson a présenté le plan emploi aux partenaires sociaux

26 Marchés financiers
27 Bourse

Le trentième anniversaire de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole

« Les prix peuvent rechuter à l'issue de la crise »

nous déclare M. Ian Seymour, rédacteur en chef de la Middle East Economic Survey

Du syndicat au cartel

Le 14 septembre 1960, il y a exactement trente ans, cinq pays producteurs — Venezuela, Iran, Irak, Arabie saoudite et Koweït — créaient l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus connue aujourd'hui sous son sigle OPEP. Ce syndicat de pays du tiers-monde s'était constitué pour résister à l'ordre établi depuis le début du siècle par les grandes compagnies — les fameuses « sept sœurs » — et leur arracher quelques bribes de pouvoir et de profit. Il resta longtemps totalement inconnu du public, bien que les cinq membres fondateurs aient été vite rejoints, de 1961 à 1973, par huit autres producteurs (Qatar, Indonésie, Libye, Abu-Dhabi, Algérie, Nigéria, Émirats arabes unis et Gabon), lesquels mis ensemble représentaient plus des deux tiers des exportations mondiales de brut.

Trente ans plus tard, l'OPEP a conquis ses lettres de noblesse. Tenu par responsable des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979, elle a été vouée aux gémonies pendant près de dix ans par tous les pays consommateurs. Puis, après une période d'instabilité au début des années 80, lorsque les lois du marché lui ont imposé une recrudescence de prix.

Pourtant, en dépit de vicissitudes innombrables et de dissensions politiques presque endémiques, le syndicat, devenu cartel, a survécu, seul dans son genre, alors que toutes les organisations de producteurs de matières premières échouaient. L'OPEP, quel qu'on en dise, demeure le principal acteur du marché pétrolier, le seul qui puisse durablement influencer les cours. Et le groupe a mûri. Au militantisme de jadis a succédé un sens réel des responsabilités.

La dernière réunion du cartel, en pleine crise du Golfe, a prouvé, mieux que de longs discours, que l'OPEP n'est plus le groupe assoiffé de revenus, acharné à arracher des prix, mais qu'il a cessé plus d'être, qu'on a longtemps décrit. Instruits par l'expérience des années difficiles, les pays membres souhaitent avant tout stabiliser les cours à des niveaux raisonnables : 25 dollars en 1990 correspondent à peine aux 10 dollars obtenus en octobre 1973.

L'heure est donc à la concertation. La stabilisation durable du marché pétrolier, vitale pour la plupart des économies, suppose la participation de toutes les parties prenantes du marché. Les producteurs y sont manifestement prêts. Les consommateurs s'affirment, sans pourtant se résoudre à négocier avec le « diable ». Pourtant, c'est la seule solution qui permette à terme de garantir l'approvisionnement énergétique mondial. A moins que les États-Unis ne préfèrent reprendre par la force le contrôle des réserves, perdu au profit de l'OPEP au début des années 70...

M. Ian Seymour, rédacteur en chef de la revue hebdomadaire spécialisée *Middle East Economic Survey*, éditée à Chypre, a suivi l'histoire du cartel depuis ses débuts. Ami personnel de Cheikh Yamani et auteur d'un livre *OPEP : instrument of change*, c'est l'un des meilleurs experts mondiaux en la matière. Il nous explique dans l'interview ci-dessous que l'OPEP, tous comptes faits, a plutôt réussi à remplir sa mission initiale et à défendre les intérêts des pays producteurs. Il estime qu'elle reste aujourd'hui plus nécessaire que jamais pour stabiliser le marché pétrolier dans un environnement particulièrement instable.

« Si on fait le bilan de trente ans d'existence, considérez-vous que l'OPEP a finalement rempli sa mission initiale ? »

« Sa mission initiale consistait à stabiliser et à raffermir les prix du pétrole. Globalement, on peut dire que l'OPEP l'a remplie. Certes, les prix à certains moments ont trop grimpé, il y a eu des répercussions

sur la demande et les cours ont reculé. Mais, l'un dans l'autre, les prix, même aux pires moments de faiblesse du marché, sont restés supérieurs à ce qu'ils auraient été sans l'OPEP : 15 ou 16 dollars par baril n'est pas un niveau très bas si on considère qu'au Moyen Orient les coûts de production ne dépassent pas 3 dollars. En analysant froidement les choses, on peut dire que l'existence de l'OPEP a constitué un gain net pour ses membres... »

« Sans l'OPEP les prix seraient-ils restés aux niveaux des années 60 ? »

« Non, sans doute pas aussi bas. Mais le processus aurait été beaucoup plus lent. Après tout, l'OPEP a réussi à institutionnaliser de nouvelles règles de fixation des prix et de contrôle de la production et à en tirer profit. Chaque pays individuellement n'y serait pas parvenu... »

« Au début des années 60, l'organisation fonctionnait plutôt comme un syndicat chargé de marchander avec les grandes compagnies pétrolières. Le problème était à l'époque de s'assurer que les prix ne tombaient pas trop bas et que les producteurs obtenaient une part raisonnable des profits. Ils ont réussi puisqu'ils sont parvenus à

obtenir une plus grande part du gâteau. »

« Puis il y eut la grande envolée des prix en 1973. Elle a découlé d'une hausse trop rapide de la demande, qui a fini par se heurter aux limites des capacités de production, ainsi que de l'utilisation de « l'arme du pétrole » par les pays arabes après la guerre d'Octobre 1973. Grâce à ce choc, les pays producteurs ont pris très vite le contrôle des décisions en ce qui concerne les prix du brut et le niveau de la production. »

« A partir de là, ils ont connu, bien sûr, les problèmes qu'avaient auparavant les compagnies. Gérer un marché est difficile, surtout en période de crise. Finalement, sauf dans les cas extrêmes comme en 1979, 1981 ou aujourd'hui, ils ne se sont pas mal débrouillés. »

« Sont-ils devenus un vrai cartel ? »

« Jusqu'en 1982, ce n'était pas un cartel puisqu'ils ne régulaient pas la production et ne fixaient pas de quotas par pays. Depuis 1983, on peut considérer que l'OPEP est un cartel. Mais ce terme, péjoratif en Occident, paraît ailleurs une activité normale. Je me souviens qu'un ministre, interrogé sur ce point, avait répondu : « Si l'OPEP est un cartel, je souhaite seulement que ce soit un cartel plus efficace ! »

« Ils ont perdu depuis quelques années le pouvoir de fixer les prix. »

« Ce n'est pas surprenant. Mais, après tout, lorsqu'on contrôle le volume de production, on contrôle le marché. Si le marché est suffisamment tendu, c'est facile. Au rythme où était repartie la demande mondiale avant la crise récente du Golfe, l'OPEP aurait rapidement repris beaucoup d'influence sur les prix. »

« Maintenant, bien sûr, la situation est différente : cette crise aura un effet négatif sur la demande, et l'envolée actuelle des cours pourrait bien déboucher finalement sur une recrudescence des prix lorsque l'Irak et le Koweït auront repris leurs exportations... »

« Vous ne croyez pas que les prix peuvent se stabiliser autour de 25 dollars, comme l'assure la plupart des compagnies ? »

« Je ne vois pas pourquoi ils se stabiliseraient, compte tenu de l'incertitude actuelle. Si la perte du pétrole irakien et koweïtien se poursuit un moment, le système de production mondial restera tendu à l'extrême. Dans ces conditions, n'importe quel petit perturbateur : une escadade militaire mais aussi un accident purement physique, comme il en arrive souvent sur les installations pétrolières. Je ne vois

pas comment les prix peuvent se stabiliser dans cette situation. »

« Et après la crise ? »

« Les circonstances actuelles sont exceptionnelles. Il peut y avoir plusieurs issues. La plus probable est que la hausse des prix entraîne un ralentissement de la demande. Or on a assisté récemment à une hausse de la production pour compenser la perte du brut irakien et koweïtien. Si l'Irak et le Koweït reviennent sur le marché au moment où la demande fléchit, on aura une nouvelle situation de surcapacité et de baisse des prix. »

« L'OPEP survivra-t-elle à la crise ? »

« Quelle que soit la situation politique, la survie de l'OPEP a toujours été directement liée au besoin qu'en avaient ses membres. Actuellement, les exportations de l'Irak et du Koweït étant arrêtées, il n'y a pas de besoin : tout le monde a reçu carte blanche pour produire autant qu'il le pouvait. »

« Mais si la crise est résolue il y aura de nouveau surcapacité et l'OPEP sera de nouveau nécessaire. Elle aura de nouveau un rôle à jouer pour maîtriser la production et éviter la recrudescence des cours... »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS

La situation des agriculteurs

Nevers, capitale de la colère

La journée de protestation des éleveurs d'une vingtaine de départements du Centre victimes de la sécheresse et de la baisse des cours de la viande, jeudi 13 septembre à Nevers, aura finalement été moins violente que ne la redoutait la ville dont le maire est M. Pierre Bérégovoy ; mais elle n'aura certes pas été la journée « pacifique » qu'avaient annoncée les organisateurs. Une dizaine de CRS ont été blessés par des projectiles divers et deux d'entre eux ont dû être hospitalisés.

NEVERS

de notre envoyé spécial

La remarquable discrétion, au début de la journée, des nombreuses forces de l'ordre, que l'on avait pris soin de disposer à distance respectable du parcours du cortège, n'y aura rien changé. Le spectacle des grilles fermées de la préfecture aura sans doute constitué, aux yeux d'une petite minorité des quelque dix mille manifestants, une « provocation » suffisamment intolérable pour qu'éclatent, une demi-heure à peine après le départ du cortège, les premiers incidents.

Et tout au long de la journée, sous le regard ébahi des badauds et des élèves des établissements primaires et secondaires, auxquels l'inspection académique avait accordé une journée de vacances forcées, le même scénario se répétait en différents endroits de la ville : des manifestants qui tentent d'arracher les grilles, cassent les panneaux, projettent sur les forces de l'ordre des boulets ou des pneus enflammés, et ces derniers qui ripostent à coups de grenades lacrymogènes. Nevers, qui n'avait pas connu de manifestation paysanne depuis... 1974, se souviendra assurément de cette journée.

Pourtant, deux facteurs sont parvenus à brider la colère. La détermination pacifique des organisateurs, d'abord, qui étaient convenus avec la préfecture d'interdire les accessoires « lourds » : tracteurs, animaux divers, morts ou vifs. Du folklore habituel, il ne restait que les œufs, les tomates et quelques vieux pneus.

Cette modération, certainement attribuable à l'attente de mesures d'aide gouvernementale plus substantielles que celles annoncées précédemment par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, était perceptible dans les discours des responsables de la FNSEA, « Restons mobilisés, mais sans violence », préconisaient en substance les leaders syndicaux, en insistant sur le second point, s'attendant à quelques sarcasmes d'une partie de leur public.

Mais d'une petite partie seulement.

Car tout au long de la journée les débordements furent le fait de quelques dizaines de manifestants, parfaitement identifiables. D'abord, les agriculteurs venus de départements largement voués à l'élevage, comme la Creuse ou l'Allier.

L'autre partie du bataillon des « durs » était constituée par des militants de la FFA (Fédération française de l'Agriculture), petite fédération rivale de la grande FNSEA, et très marquée à droite, voire à l'extrême droite. Chez ceux-là, les revendications économiques se doublent d'une volonté explicite d'en découdre avec les « pouvoirs socialistes ».

De leurs rangs paraissent aussi d'innocents quolibets à l'égard des CRS.

« dont la moitié sont des bougnoules », expliquait un éleveur.

Ceux-là ne constituaient pourtant qu'un petit îlot de haine, dans une foule dominée par l'angoisse sincère et profonde, mille fois critiquée, mille fois acclamée et notamment aux journalistes britanniques, venus en nombre « couvrir » l'événement. — d'une profession qui perd, l'un après l'autre, tous ses repères et se considère menacée d'anéantissement à très court terme.

« Avant, j'avais 50 hectares, et je crévais de faim, rûssais un éleveur. Aujourd'hui, j'ai 100 hectares, et je crève toujours de faim. Et demain ? » Assurément, il y aura d'autres Nevers.

DANIEL SCHNEIDERMAN

Des paysans désorientés

Suite de la première page

Depuis le début de l'été, Raymond Lacombe a multiplié les avertissements aux pouvoirs publics, affirmant qu'il ne serait pas en mesure de contrôler les dérapages de toutes sortes en cas d'alternance du pouvoir. La suite des événements, des moutons caennais de Thouars à la manifestation des éleveurs de Nevers, lui a donné raison. La violence a été d'autant plus vive que la FNSEA, en apparence, n'a pas appelé ses adhérents au calme.

Le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, et le premier ministre, M. Michel Rocard (qui eut, en son temps, à traiter directement avec les agriculteurs) voient leur éclat à la face une bombe à retardement, allumée à la veille du second septennat de M. Mitterrand : le sentiment d'exclusion d'un « lumpen paysan » smicard et enclavé, écarté des grands flux commerciaux et des mannes publiques. Les éleveurs sont de ceux-là. En 1987, le rapport de la Cour des comptes nota qu'un producteur de moutons du Limousin percevait 11 000 francs d'aides par an, contre 195 000 francs pour une grande exploitation céréalière. La concentration des élevages, la intensification capitaliste de l'agriculture et les pressions de la grande distribution ont laminé les exploitants des régions les moins favorisées, où l'activité agricole — on aurait dû le comprendre — était aussi un mode de vie qu'un statut économique stricto sensu.

La Communauté a battu sa coulpe dans un rapport de 1988 sur l'avenir du monde rural. Le gouvernement a timidement lancé, en avril, l'idée d'une agriculture plus respectueuse de

Pénurie menacée

l'environnement, d'un paysan gardien de paysage. Faute de repenser sur des éléments tangibles, ces discours répétés n'ont pas eu de prise. Ils ne font que souligner la crise d'identité d'une profession qui ne se reconnaît plus, tant dans ce qu'elle est aujourd'hui que dans ce qu'on lui propose de devenir demain.

Agriculteur, « un homme qui transpose beaucoup pour faire de son fils un monsieur qui roulera de lui plus tard », comme l'écrivait Adrien Decourcelle dans le *Livre de chevet*. Nous y voilà : l'agriculture est en panne de reproduction sociale. Qui sera paysan demain ? Pas moi, pas mes enfants, personne, semblent répondre les intéressés. L'Europe verte, malgré les soubresauts de Jean Monnet, malgré l'esprit généreux des organisations de marchés, aura été le tombeau du petit paysan, celui qui occupe l'espace et le respecte. Les survivants du choc agricole des trente dernières années sont ceux qui présentent la plus grande menace pour la préservation de l'environnement. L'excédent agroalimentaire français (il approchera 60 milliards de francs en 1990), en croissance constante, coûte en hommes et en nature. Faut-il tomber « amoureux » d'un taux de croissance s'il dissimule l'avancée du désert animal et humain ?

L'exclusion, on l'a dit, ne date pas de cet été. Traumatisés par la malheureuse expérience Guillaume Rue de Varennes (l'ancien leader syndical perdait toute considération dans son milieu), les agriculteurs attendaient du gouvernement Rocard et d'Henri

La banque verte annonce trois mesures d'aide

Alors que le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, estimait, le 13 septembre, que le Crédit agricole « ne remplissait pas aujourd'hui son devoir », l'accusant d'avoir « encouragé l'endettement des agriculteurs », la banque verte a annoncé jeudi trois mesures d'aide aux victimes de la sécheresse :

— le déblocage d'une enveloppe de 1 milliard de francs de prêts à court terme au taux de 4 % pour les jeunes et de 6 % pour les autres, afin de résoudre les problèmes de trésorerie des exploitants des départements les

plus touchés par la sécheresse et des éleveurs ;

— une réduction de la charge d'annuité des prêts agricoles non bonifiés, de l'ordre de 300 millions de francs sur un total de 2,2 milliards de francs ;

— un eménagement de la dette agricole non bonifiée des éleveurs en difficulté.

Le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a de son côté affirmé que « le gouvernement présenterait dans les quelques jours un plan d'aides d'urgence significatif ».

Débat décevant au Parlement européen

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Seulement cent seize députés de la CEE ont participé, jeudi 13 septembre, au scrutin sur la crise de l'agriculture des Douze. En réponse à plusieurs députés français qui lui reprochaient d'être intervenu trop tard pour soutenir le marché bovin, M. Ray McSharry, commissaire européen à l'Agriculture, a indiqué que la CEE avait acheté, depuis le début de l'année, 230 000 tonnes de viande bovine pour soutenir les cours, contre 500 000 tonnes l'an dernier à la même époque.

Selon le commissaire, cette action va coûter 250 millions d'Ecus (un écu = 7 francs français) au budget européen et la CEE devrait terminer l'année avec un stock de 500 000 tonnes de bœuf. En outre, compte tenu de l'accroissement des stocks de beurre, qui atteindraient 270 000 tonnes à la fin de 1990 sans compter la production est-allemande, a expliqué M. McSharry, les possibilités financières de la CEE sont désormais limitées. La seule précision que le commissaire a apportée sur « les interventions d'urgence » souhaitées par l'Assemblée de Strasbourg concernant le secteur ovien, selon Bruxelles, les éleveurs français seront « pleinement indemnisés » de la chute des cours — estimée à 10 % par la Commission — par les aides à la production (« primes compensatoires »), dont le paiement par le Fonds agricole européen pourra être avancé au 15 octobre prochain.

ERIC FOTTORINO MARCEL SCOTTO

LA SEPT

FRANCE 2

FRANCE 3

FRANCE 4

FRANCE 5

FRANCE 6

FRANCE 7

FRANCE 8

FRANCE 9

FRANCE 10

FRANCE 11

FRANCE 12

FRANCE 13

FRANCE 14

FRANCE 15

FRANCE 16

FRANCE 17

FRANCE 18

FRANCE 19

FRANCE 20

FRANCE 21

FRANCE 22

FRANCE 23

FRANCE 24

FRANCE 25

FRANCE 26

FRANCE 27

FRANCE 28

FRANCE 29

FRANCE 30

FRANCE 31

FRANCE 32

FRANCE 33

FRANCE 34

FRANCE 35

FRANCE 36

FRANCE 37

FRANCE 38

FRANCE 39

FRANCE 40

FRANCE 41

FRANCE 42

FRANCE 43

FRANCE 44

FRANCE 45

FRANCE 46

FRANCE 47

FRANCE 48

FRANCE 49

FRANCE 50

FRANCE 51

FRANCE 52

FRANCE 53

FRANCE 54

FRANCE 55

FRANCE 56

FRANCE 57

FRANCE 58

FRANCE 59

FRANCE 60

FRANCE 61

FRANCE 62

FRANCE 63

FRANCE 64

FRANCE 65

FRANCE 66

FRANCE 67

FRANCE 68

FRANCE 69

FRANCE 70

FRANCE 71

FRANCE 72

FRANCE 73

FRANCE 74

FRANCE 75

FRANCE 76

FRANCE 77

FRANCE 78

FRANCE 79

FRANCE 80

FRANCE 81

FRANCE 82

FRANCE 83

FRANCE 84

FRANCE 85

FRANCE 86

FRANCE 87

FRANCE 88

FRANCE 89

FRANCE 90

FRANCE 91

FRANCE 92

FRANCE 93

FRANCE 94

FRANCE 95

FRANCE 96

FRANCE 97

FRANCE 98

FRANCE 99

FRANCE 100

FRANCE 101

FRANCE 102

FRANCE 103

FRANCE 104

FRANCE 105

FRANCE 106

FRANCE 107

FRANCE 108

FRANCE 109

FRANCE 110

FRANCE 111

FRANCE 112

FRANCE 113

FRANCE 114

FRANCE 115

FRANCE 116

FRANCE 117

FRANCE 118

FRANCE 119

FRANCE 120

FRANCE 121

FRANCE 122

FRANCE 123

FRANCE 124

FRANCE 125

FRANCE 126

FRANCE 127

FRANCE 128

FRANCE 129

FRANCE 130

FRANCE 131

FRANCE 132

FRANCE 133

FRANCE 134

FRANCE 135

FRANCE 136

FRANCE 137

FRANCE 138

FRANCE 139

FRANCE 140

FRANCE 141

FRANCE 142

FRANCE 143

FRANCE 144

FRANCE 145

FRANCE 146

FRANCE 147

FRANCE 148

FRANCE 149

FRANCE 150

FRANCE 151

FRANCE 152

FRANCE 153

FRANCE 154

FRANCE 155

FRANCE 156

FRANCE 157

FRANCE 158

FRANCE 159

FRANCE 160

FRANCE 161

FRANCE 162

FRANCE 163

FRANCE 164

FRANCE 165

FRANCE 166

FRANCE 167

FRANCE 168

FRANCE 169

FRANCE 170

FRANCE 171

FRANCE 172

FRANCE 173

FRANCE 174

FRANCE 175

FRANCE 176

FRANCE 177

FRANCE 178

FRANCE 179

FRANCE 180

FRANCE 181

FRANCE 182

FRANCE 183

FRANCE 184

FRANCE 185

FRANCE 186

FRANCE 187

FRANCE 188

FRANCE 189

FRANCE 190

FRANCE 191

FRANCE 192

FRANCE 193

FRANCE 194

FRANCE 195

FRANCE 196

FRANCE 197

FRANCE 198

FRANCE 199

FRANCE 200

FRANCE 201

FRANCE 202

FRANCE 203

FRANCE 204

FRANCE 205

FRANCE 206

FRANCE 207

FRANCE 208

FRANCE 209

FRANCE 210

FRANCE 211

FRANCE 212

FRANCE 213

FRANCE 214

FRANCE 215

FRANCE 216

FRANCE 217

FRANCE 218

FRANCE 219

FRANCE 220

FRANCE 221

FRANCE 222

FRANCE 223

FRANCE 224

FRANCE 225

FRANCE 226

FRANCE 227

FRANCE 228

FRANCE 229

FRANCE 230

FRANCE 231

FRANCE 232

FRANCE 233

FRANCE 234

FRANCE 235

FRANCE 236

FRANCE 237

FRANCE 238

FRANCE 239

FRANCE 240

FRANCE 241

FRANCE 242

FRANCE 243

FRANCE 244

FRANCE 245

FRANCE 246

FRANCE 247

FRANCE 248

FRANCE 249

FRANCE 250

FRANCE 251

FRANCE 252

FRANCE 253

FRANCE 254

FRANCE 255

FRANCE 256

FRANCE 257

FRANCE 258

FRANCE 259

FRANCE 260

FRANCE 261

FRANCE 262

FRANCE 263

FRANCE 264

FRANCE 265

FRANCE 266

FRANCE 267

FRANCE 268

FRANCE 269

FRANCE 270

FRANCE 271

FRANCE 272

FRANCE 273

FRANCE 274

FRANCE 275

FRANCE 276

FRANCE 277

FRANCE 278

FRANCE 279

FRANCE 280

FRANCE 281

FRANCE 282

FRANCE 283

FRANCE 284

FRANCE 285

FRANCE 286

FRANCE 287

FRANCE 288

FRANCE 289

FRANCE 290

FRANCE 291

FRANCE 292

FRANCE 293

FRANCE 294

FRANCE 295

FRANCE 296

FRANCE 297

FRANCE 298

FRANCE 299

FRANCE 300

FRANCE 301

FRANCE 302

FRANCE 303

FRANCE 304

FRANCE 305

FRANCE 306

FRANCE 307

FRANCE 308

FRANCE 309

FRANCE 310

FRANCE 311

FRANCE 312

FRANCE 313

FRANCE 314

FRANCE 315

FRANCE 316

FRANCE 317

FRANCE 318

FRANCE 319

FRANCE 320

FRANCE 321

FRANCE 322

FRANCE 323

FRANCE 324

FRANCE 325

FRANCE 326

FRANCE 327

FRANCE 328

FRANCE 329

FRANCE 330

FRANCE 331

FRANCE 332

FRANCE 333

FRANCE 334

FRANCE 335

FRANCE 336

FRANCE 337

FRANCE 338

FRANCE 339

FRANCE 340

FRANCE 341

FRANCE 342

FRANCE 343

FRANCE 344

FRANCE 345

FRANCE 346

FRANCE 347

FRANCE 348

FRANCE 349

FRANCE 350

FRANCE 351

FRANCE 352

FRANCE 353

FRANCE 354

FRANCE 355

FRANCE 356

FRANCE 357

FRANCE 358

FRANCE 359

FRANCE 360

FRANCE 361

FRANCE 362

FRANCE 363

FRANCE 364

FRANCE 365

FRANCE 366

FRANCE 367

FRANCE 368

FRANCE 369

FRANCE 370

FRANCE 371

FRANCE 372

FRANCE 373

FRANCE 374

FRANCE 375

FRANCE 376

FRANCE 377

FRANCE 378

FRANCE 379

FRANCE 380

FRANCE 381

FRANCE 382

FRANCE 383

FRANCE 384

FRANCE 385

FRANCE 386

FRANCE 387

FRANCE 388

FRANCE 389

FRANCE 390

FRANCE 391

FRANCE 392

FRANCE 393

FRANCE 394

FRANCE 395

FRANCE 396

FRANCE 397

FRANCE 398

FRANCE 399

FRANCE 400

FRANCE 401

FRANCE 402

FRANCE 403

FRANCE 404

FRANCE 405

FRANCE 406

FRANCE 407

FRANCE 408

FRANCE 409

FRANCE 410

FRANCE 411

FRANCE 412

FRANCE 413

FRANCE 414

FRANCE 415

FRANCE 416

FRANCE 417

FRANCE 418

FRANCE 419

FRANCE 420

FRANCE 421

FRANCE 422

FRANCE 423

FRANCE 424

FRANCE 425

FRANCE 426

FRANCE 427

FRANCE 428

FRANCE 429

FRANCE 430

FRANCE 431

FRANCE 432

FRANCE 433

FRANCE 434

FRANCE 435

FRANCE 436

FRANCE 437

FRANCE 438

FRANCE 439

FRANCE 440

FRANCE 441

FRANCE 442

FRANCE 443

FRANCE 444

FRANCE 445

FRANCE 446

FRANCE 447

FRANCE 448

FRANCE 449

FRANCE 450

FRANCE 451

FRANCE 452

FRANCE 453

FRANCE 454

FRANCE 455

FRANCE 456

FRANCE 457

FRANCE 458

FRANCE 459

FRANCE 460

FRANCE 461

FRANCE 462

FRANCE 463

FRANCE 464

FRANCE 465

FRANCE 466

FRANCE 467

FRANCE 468

FRANCE 469

FRANCE 470

FRANCE 471

FRANCE 472

FRANCE 473

FRANCE 474

FRANCE 475

FRANCE 476

FRANCE 477

ÉCONOMIE

Les banques centrales dans la construction européenne

V. — La Bundesbank, gardien de la stabilité

La Banque fédérale allemande est le « poids lourd » de l'Europe monétaire. C'est avec elle que s'achève notre série sur les banques centrales européennes (Italie, Pays-Bas, Grande-Bretagne et France, le Monde des 11, 12, 13 et 14 septembre). Par son contrôle scrupuleux de la stabilité monétaire, par sa structure fédérale et son indépendance hautement proclamée, l'institut de Francfort sert tout naturellement de référence pour la future banque centrale européenne.

La réunification monétaire des deux Allemagnes, réussite technique dont on commence seulement à mesurer le coût social et financier, a été suivie quelques semaines plus tard par la crise du Golfe, avec son cortège d'incertitudes internationales : une double épreuve du feu pour la Bundesbank et le mark. La manière dont ils traverseront l'épreuve confirmera — ou non — leur exemplarité.

FRANCFORT
(correspondance)

Le rôle de référence de la Banque fédérale allemande n'est plus à démontrer puisqu'il repose sur le succès économique de la RFA et de sa monnaie, le deutschemark. En quatre décennies cet « enfant à problèmes de l'Europe », selon l'expression utilisée jadis par l'ancien président de la banque centrale allemande, M. Otmar Emminger, pour décrire le mark, est devenu la troisième monnaie de réserve du monde aux côtés du dollar et du yen. Un succès qui doit avant tout être mis au crédit de l'institut

d'émission de Francfort puisque depuis sa création, le 26 juillet 1957, la Deutsche Bundesbank s'est acquittée de la tâche que lui avait confiée le législateur. A savoir protéger la stabilité de la monnaie, aussi bien sur le plan interne que sur le plan externe avec une vigilance jamais démentie.

Un Etat dans l'Etat ?

Indépendante du gouvernement fédéral dans toutes ses décisions, même si elle est amenée par son statut à « apporter son concours à la politique générale » de l'équipe au pouvoir, la « Buba » doit en permanence privilégier son rôle de gardien de la stabilité monétaire. Chacun de ses présidents : Wilhelm Voocke (chef de l'ancêtre de la Bundesbank, la Banque des Etats allemands), Karl Blessing, Karl Klasen, Otmar Emminger et Karl Otto Poehl, a ainsi fait le serment, au moment de sa prise de fonctions pour huit années renouvelables, de résister à toute pression gouvernementale pouvant conduire au laxisme.

Même si l'esprit de corps joue à plein dans cette institution accusée parfois d'être un Etat dans l'Etat par ses détracteurs, les affiliations partisans existent ouvertement dans le comité directeur de la Bundesbank, qui comprend dix-huit membres avec le président et le vice-président, et qui se réunit deux fois par mois (le jeudi) pour décider de façon collégiale et à huis clos de la politique monétaire et du crédit.

Le respect de subtils équilibres entre les partis n'entre en ligne de compte que pour la nomination des membres du directoire (sur proposition du gouvernement) et des présidents des onze banques centrales des Länder (sur proposition du Bundestag, la Chambre haute du Parlement).

Cela n'empêche pas l'autonomie de la Bundesbank d'être scrupuleusement respectée : les membres du gouvernement, par exemple, peuvent participer aux délibérations du conseil mais ils n'ont pas le droit de voter.

Nommé par Helmut Schmidt en 1979 à la tête de l'institut de Francfort, son actuel président Karl Otto Poehl, qui était un camarade du chancelier au sein du Parti social-démocrate, s'est opposé en mars 1981 à une demande de son ancien patron de relâcher les règles du crédit pour faire repartir la machine économique après une chute de 20 % de la valeur du mark par rapport au dollar. « La stabilité de notre monnaie est le fondement de notre politique

économique et sociale », avait-il répondu sèchement, provoquant une très vive tension entre Bonn et Francfort.

Confirmé en janvier 1988 par le gouvernement d'Helmut Kohl pour un second mandat à la tête de la Bundesbank, mandat qui expire en 1996, M. Poehl est aujourd'hui au faîte de sa carrière.

A soixante ans, cet ancien journaliste économique et sportif, qui préside également le très influent comité des gouverneurs des banques centrales de la CEE, est parmi les mieux placés pour diriger l'Eurofed, la future banque centrale européenne quand celle-ci verra le jour.

En guise de boutade, M. Poehl avait même lancé il y a deux ans

que la future banque européenne pourrait s'installer à Francfort, puisque celle ville n'abritait aucune institution communautaire, et que la future monnaie européenne pourrait s'appeler « franc », pourvu que ce fût un « franc fort », avait-il ajouté.

Depuis, M. Poehl a siégé dans le comité du président de la commission européenne, M. Jacques Delors, visant à préparer un plan d'union économique et monétaire entre les douze pays membres de la CEE et est signataire du plan Delors prévoyant l'instauration de cette UEM en trois étapes.

Le prix de l'intégration de la RDA

A plusieurs reprises, le président de la Bundesbank a appelé de ses vœux une « institution supranationale » dotée des fonctions d'une « banque émettrice », ce qui permet de penser que l'institut d'émission de Francfort joue le jeu de la banque centrale européenne, dont par ailleurs le ministre des affaires étrangères ouest-allemand, M. Hans Dietrich Genscher, s'est fait l'ardent défenseur, même si le ministre des finances actuel, M. Theo Waigel, semble quant à lui beaucoup plus réticent.

Il existe toutefois un large consensus en Allemagne selon lequel cette banque centrale européenne et particulièrement la mise en circulation d'une monnaie commune doivent constituer le « couronnement » du processus d'intégration financière et monétaire entre les Douze.

Comme cela avait déjà été le cas pour la création du système monétaire européen, les Allemands continuent de réclamer un plus grand degré de convergence entre les économies européennes. Notamment en ce qui concerne le niveau de l'inflation et du déficit public ainsi que la stabilité des changes avant d'accepter de fran-

chir la deuxième étape. La Bundesbank, toujours sourcilieuse en ce qui concerne une possible relance de la spirale inflationniste, craint une récession chez ses voisins en raison de la flambée des prix du pétrole à la suite de la crise dans le Golfe et de ses effets inflationnistes dans des pays réputés laxistes, comme l'Espagne ou l'Italie. D'où les propositions de M. Poehl de procéder à une intégration par étapes — une Europe à deux vitesses en quelque sorte — dans laquelle la France, la RFA et les pays du Benelux qui, comme dans le cas de la Belgique ont déjà demandé leur rattachement au mark, feraient œuvre de pionniers.

Le souci de la Bundesbank et de son chef semble toutefois, pour l'instant, être ailleurs : dans l'autre Allemagne, puisque, selon les experts, la RFA a sous-estimé de manière sensible le prix de l'intégration de la RDA. Il est donc normal que le chef de la Bundesbank tire argument de la pénible expérience vécue par l'économie est-allemande après l'introduction du mark le 1^{er} juillet pour justifier ses doutes quant à la nécessité d'aboutir rapidement à l'UEM et à la création d'une devise communautaire.

Même si l'économie ouest-allemande continue de bien se porter avec un chiffre de croissance soutenu au cours des six premiers mois de l'année, ce qui laisse présager d'importantes rentrées fiscales et donc un financement plus aisé du coût de la réunification, les risques d'une inflation importée, pour la RFA, provenant de la flambée des prix du brut sont réels. Dans ce cas la Bundesbank aurait recours une fois de plus à l'arme des taux d'intérêt.

C. HOLZBAUER-MADISON
FIN

Les désarrois de M. Poehl

Karl Otto Poehl s'est trouvé dans les premiers mois de 1990 gravement en porte à faux avec la politique de réunification interallemande menée tambour battant par le chancelier.

Le président de la Bundesbank s'était prononcé clairement pour un rapprochement économique progressif entre les deux Etats allemands, passant par une convertibilité du mark-Est : Helmut Kohl n'en a tenu aucun compte, proposant d'embellir l'union monétaire, économique et sociale à partir du 1^{er} juillet.

Cette couleur avertie, Karl Otto Poehl avait appelé de ses vœux un taux de change de 2, voire 3 marks-Est pour 1 deutschemark : Helmut Kohl, du haut d'une tribune électorale

est-allemande, s'engageait alors sur un change fixé à « 1 pour 1 ».

Cette nouvelle rebuffade pour le gardien de la stabilité monétaire qu'est la Bundesbank a fait craindre à certains une démission de Karl Otto Poehl. Mais il s'est mesuré l'ampleur historique du processus de réunification et faire taire ses sentiments afin de ne pas fragiliser le mark au pire moment. Les décisions une fois prises par les politiques, le Buba a mis loyalement en œuvre tous les moyens pour réussir matériellement l'opération de conversion monétaire. L'exploit technique s'est-il pour autant effacé l'amertume d'un institut dont on connaît désormais les limites de l'indépendance ?

S. G.

7 sur 7 d'Anne Sinclair.



TEI

ET MON COEUR FAIT

BOOM

صكرا من الرحمن

Bateaux de
contre chalutiers
dans le port

EN

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Dans un marché du poids lourd en forte chute

Fiat rachète les camions espagnols Enasa

Victoire surprise pour Fiat en Espagne : le groupe italien va reprendre 60 % du capital du constructeur nationalisé de camions Enasa, mis en vente par le gouvernement de Madrid. Fiat gagne devant Daimler-Benz, qui négociait depuis près d'un an.

Le montant de la transaction est de 1,2 milliard de pesetas (65 millions de francs). Fiat, qui dispose d'une option de rachat de la totalité du capital pendant six ans, s'est engagé à apporter 20 milliards de pesetas en capital en janvier prochain (1 milliard de francs) et à mettre en œuvre un plan d'investissement de 50 milliards de pesetas (2,5 milliards de francs). L'emploi (5 700 personnes) sera sauvegardé selon l'accord, qui prévoit le maintien de toutes les usines.

Enasa, qui fabrique les camions Pegaso, avait été abandonné par l'Américain International Harvester en 1982 et repris par l'INI, le holding qui détient les participations industrielles de l'Etat espagnol. Avec 5 % du marché européen du poids lourd, la firme, trop petite face à ses concurrents européens que sont Daimler, Fiat (mar-

que Iveco), Renault, Volvo ou l'allemand MAN, a toujours été déficitaire depuis. Le gouvernement Gonzalez, après avoir vainement essayé de réinjecter de l'argent pour redresser les comptes, et conformément à sa politique industrielle consistant à chercher sans complexe des partenaires étrangers dans les secteurs où les producteurs espagnols n'ont pas la « masse critique », avait ouvert les enchères l'an dernier.

Rôle de candidats

Les candidats se ruent. Fiat, en exprimant son intention d'installer parallèlement une usine de voitures, apparaissait bien placé. Mais la proposition retenue par Madrid fut celle, conjointe, des groupes allemands : MAN, qui voulait reprendre 60 % du capital au côté de Daimler pour 20 %, l'INI conservant les 20 % restants. L'Etat espagnol aurait touché 1,5 milliard de francs dans cette vente et l'emploi aurait été sauvegardé au mieux.

L'Office allemand des cartels, déplorant une alliance de deux constructeurs qui pouvait conduire à des ententes sur le marché outre-Rhin, rejeta l'accord. La Commission européenne fit de même pour les mêmes raisons. Daimler décida

alors de tenter seul sa chance. Entre-temps, le marché européen du poids lourd plongea et les prix de vente suivirent. Au premier semestre, Volvo a enregistré une baisse de ses commandes de 10 %, et l'autre suédois, Saab-Scania, de 15 %. Le néerlandais Daf affiche une perte à la mi-année de près de 100 millions de francs. Renault véhicules industriels, dont les commandes se sont rétractées de plus de 20 %, a annoncé du chômage technique dans ses usines pour septembre.

Enasa était durement touché : ses pertes au premier semestre s'aggravaient à 300 millions de francs, reflétant des commandes en recul de 20 % sur son sol. Sa part du marché espagnol tombait à 28 %, soit 3 245 camions. Daimler réclamait donc une renégociation du prix, la fermeture d'une usine et 1 000 suppressions d'emplois supplémentaires. Le gouvernement espagnol, pour se défendre, reprit contact avec Fiat cet été.

Dans l'industrie des camions, qui entre à nouveau dans une période de trouble - le marché européen devrait reculer de près de 10 % en 1990 -, la victoire de Fiat constitue une réponse au mariage Renault-Volvo, qui avait relancé une vague de concentration.

E. L. B.

SOCIAL

Au terme d'un mandat de neuf ans

M. Jean Bornard s'apprête à quitter la présidence de la CFTC

Le 44^e congrès de la CFTC, qui aura lieu à Lille du 21 au 24 novembre, annonce comme celui de la succession. M. Jean Bornard a confirmé, jeudi 13 septembre, lors de sa conférence de presse de rentrée, son intention de « passer le relais ». Toutefois, il se refuse à soutenir un « dauphin » désigné. En décembre 1981, n'avait-il pas lui-même été élu après que le congrès avait récusé M. Pierre Boisard, actuel président de la Caisse nationale d'allocation familiale, qui avait pourtant la préférence des instances dirigeantes ? Candidats officiels, MM. Guy Drielleau, secrétaire général, et Alain Deleu, secrétaire général adjoint, n'ont pas fait de commentaire.

Si elle se dit « secrète » quant à son avenir immédiat, la CFTC s'inquiète en revanche des « menaces qui pèsent sur l'évolution de la situation économique » et du développement des conflits sociaux qui pourraient en découler. Aussi, la centrale chrétienne souhaite-t-elle un « renforcement des procédures de médiation ». Dans l'immédiat, cette proposition

concerne le conflit de la Caisse primaire d'assurance-maladie d'Evry (Essonne) qui, selon M. Bornard, « est en train de s'aggraver », même si le gouvernement « n'est pas hostile à faire des pas ».

Interrogé sur la contribution sociale généralisée (CSG), le dirigeant de la CFTC a déclaré qu'il s'agit d'une « orientation intéressante » mais a regretté qu'aucune modulation ne soit prévue en fonction de la taille des familles. Aussi, il a proposé que, parallèlement à la mise en place de la CSG, le gouvernement s'engage à réduire les excédents de la Caisse nationale d'allocation familiale. La CFTC suggère d'autre part un gel des taxes sur la perception et une amélioration de la participation des salariés aux bénéfices des entreprises.

Au plan salarial, la centrale chrétienne entend que « l'engagement de discussions pour revaloriser les bas salaires dans les branches soit tenu » et met en garde les pouvoirs publics contre le « vide conventionnel dans la fonction publique ».

J.-M. N.

PECHE

Bateaux de pêche contre chalutiers espagnols dans le port de Sète

MONTPELLIER

Une quinzaine de bateaux de pêche ont bloqué durant toute la journée du 13 septembre le port de Sète (Hérault). Ils ont empêché tout trafic afin de protester contre la présence, à 14 miles marins de la côte, de 80 chalutiers espagnols venus pêcher le maigre dans les eaux méditerranéennes. Devant la colère des Français, ceux-ci ont préféré rebrousser chemin. Dans l'après-midi, une délégation de pêcheurs a été reçue à la préfecture de l'Hérault.

Ce nouvel épisode fait suite à un an de conflit entre les pêcheurs locaux et leurs voisins espagnols et italiens. A intervalles irréguliers, ceux-ci viennent pêcher au large de Sète, où foisonnent depuis peu des bancs d'anchois très convoités. Les Sétois redoutent de voir ces armées étrangères, beaucoup mieux équipées qu'eux, raser les fonds au risque de les priver à terme de leur gagne-pain. A plusieurs reprises, la marine française s'est postée à distance afin d'éviter que le conflit ne dégénère.

En avril, une délégation de pêcheurs de l'Hérault avait été reçue par le ministre de la mer, M. Jacques Mellick. Celui-ci leur avait demandé un répit afin de prendre contact avec ses homologues italiens et espagnols. Le dossier semble loin d'être réglé, d'autant que rien n'interdit dans la loi aux chalutiers étrangers de venir

pêcher à plus de 12 miles des côtes françaises, au-delà des eaux territoriales.

Les pêcheurs s'étoient demandant une moralisation des méthodes de pêches étrangères, qu'ils jugent déloyales, et le report des eaux internationales à 50 miles pour préserver leur zone de pêche. Des revendications qui vont à l'encontre de la tendance à la déreglementation qui prévaut à l'horizon 1993. Seule une solution négociée apparaît susceptible d'éviter de nouveaux incidents.

JACQUES MONIN

ÉNERGIE

Instauré le 8 août

L'encadrement du prix des carburants prendra fin le 15 septembre

L'encadrement du prix des carburants vendus sur le territoire français, instauré le 8 août pour éviter les répercussions de la hausse des cours du brut, prendra fin le 15 septembre. Dans un communiqué commun publié jeudi 13 septembre par le ministère de l'économie et des finances et celui de l'industrie, le gouvernement « demande aux opérateurs de ne répercuter dans les prix

que les coûts d'approvisionnement réels, avec les décalages habituels correspondant aux délais d'acheminement des produits jusqu'au stade final » et de limiter leur marge au niveau pratiqué avant le 2 août. Le communiqué « fait appel au sens des responsabilités de l'ensemble des acteurs du marché pétrolier pour éviter un nouveau recours à la réglementation ».

Le Monde des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

Les postes que BSN vous propose

Responsable de la Gestion Commerciale
VMC Réf. HM 04 MR
Ingénieur Maintenance et Organisation Industrielle
L'Alsodienne Réf. SD 104 MR2
Organisateur Senior
Kronenbourg Réf. EP 118 MR

En 20 ans BSN s'est placé au niveau des plus grands groupes mondiaux de l'alimentaire. Les cadres qui nous rejoignent ont une double appartenance : la société qui les accueille et le groupe. Les échanges que nous souhaitons avoir avec eux nous permettent de les informer sur nos opportunités et d'approfondir leur projet professionnel. Car pour nous, la réussite est une chimie complexe dans laquelle entrent le poste, l'environnement, les compétences, la personnalité et la motivation à travailler ensemble.

Pour en savoir plus sur tous ces postes, composez le (01) 42.27.40.27 ou adressez votre candidature en précisant la référence du poste à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

PARIS-11
Site crédit immobilier
responsables
chargés d'animer une équipe de correspondants
Env. ch. + photo à SMO, 219, rue St-Henri, 75001 Paris.
Tél. : 45-22-05-38.

CH. JEUNE FILLE
Pour garder enfant CP de 18 h à 19 h lundi, mardi, jeudi et vendredi, Place Cléry, 17, Tél. : 45-22-05-38.

INSTITUTION SECONDAIRE NEUILLY
recherche
professeur
DE MATHÉMATIQUES
3^e, 2^e pour un trimestre.
Tél. : 46-87-20-70.

L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (91308 MASSY)
recrute
UN MAÎTRE-ASSISTANT EN AUTOMATIQUE
(doctorat nécessaire)
Contact : G. TRIVETRAM
Tél. : (01) 69-20-06-23.

Société de conseil en média et achat d'espace publicitaire, filiale du 1^{er} groupe européen, recherche :
UN/IEI CHARGÉ(E) D'ÉTUDES (MÉDIA DÉBUTANT)
Niveau maîtrise du BAC + 2
Ce poste demande une forte motivation pour les médias, les statistiques et les études quantitatives.
Envoyer C.V. + photo
sous réf. 6048
Le Monde Publiant
5, rue de Montmaury
Paris 7^e.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

M^e ST-PLACIDE
Bon imm. pierre de t. 3 p., entrée, salle, d'hab., w.c., balcon, s/r, rue calme, 38, r. St-Placide, Samedi, dim., lundi, 14 h-17 h.

MÉTROPOLITAIN
STUDIO 950 000 F
32 m², Parfait état, charme, r. de ch. Bon imm. pierre de taille, 45-55-42-43.

8^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES (proche) idéal prof. 18, 210 m² env., 100 m de terrain, eau, gaz, chauffage, 3 ch., 3 sdb, 100 m² de terrain, 45-55-42-43.

11^e arrdt

FAIDH. CHALIGNY
Prestige et caractère
Bon imm. pierre de t. 4 p., entrée, salle, d'hab., w.c., balcon, s/r, rue calme, 38, r. St-Placide, Samedi, dim., lundi, 14 h-17 h.

14^e arrdt
Prix très intéressant.
M^e Porte d'Orléans
Bon imm. r. cit. 4 p., sdb, 1 ch., entrée, salle, 8, rue Gustave-Lebon (angle 110, bd Brémont), Samedi, dimanche, 15-18 h.

MAINE LOUSSERAND

DUPLEX 108 m², 3-4 ch.,
salle, d'hab., w.c., 8 p., samedi 12 h à 18 h, 2 bis, rue Raymond-Losserand, NENEY 45-75-89-07.

15^e arrdt

EMILE-ZOLA
Bon imm. pierre de t., sans vis-à-vis, 7 p., 200 m², 40 m² sdb, chère pierre, possib. prof. libérale, PROSPEY 45-75-89-07.

17^e arrdt

PLACE PÉRIÈRE (proche)
App. env. 125 m², récept. 40 m² x 2 ch., 1 sdb, 1 p., 45-55-42-43.

BATIGNOLLES-MONCEAU

Urgent. Part. vend. 135 m², immeuble avenue 20, standing, sal., s. m., cheminée, balcon + 3 belles chambres. Cave + ch. services. Bon état. Bien exposé. 47 m². Tél. (01) 47-35-43-95.

18^e arrdt

Beau 4 p., 88 m², séjour double, p. de t., dernier étage, escalier, balcon, cheminée, 1 050 000 F, 45-55-42-43.

appartements achats

Très urgent pour banque recherche apr. standing 3 réceptions + 3 sdb + 100 m² de terrain, 45-55-42-43.

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS
8^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e, 12^e, 9^e, PAIS COMPTANT, Tél. : (01) 47-35-43-95.

CABINET KESSLER

78, Champs-Élysées, 8^e Recherche de tous urgents

BEAUX APPTS DE STANDING

person. et grandes surfaces
EVALUATION GRATUITE
sur demande
45-55-42-43
45-55-66-04 poste 22

ASSOCIATIONS

Convocation

ASSOCIATION Avenir
Assemblée générale le 12 octobre 1990, 8 h 15 heures.
Ordre du jour :
Rapport moral, rapport financier, rapport d'activité et du contrat Plein Temps, développement des activités.
Pour y participer, les adhérents sont invités à téléphoner au 45-55-43-95.

Session et Stages

Méthodes et techniques au service de l'animation des personnes âgées, les-les-Mousses, 24 au 26 octobre 1990, 12 heures, 45-55-42-43.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE
Documentaire sur demande W.E. inv. à part. 15 sept. 8, rue de Port-de-Lod, 75005 PARIS, Tél. : 46-34-11-85.

NE RÉSISTEZ PLUS À VOTRE DESIR D'ÉCRIRE !
ALEPH propose à Paris, As et Rouen, plusieurs week-ends de formation en septembre et des ateliers d'écriture réguliers à Paris, Rouen, As, Rouen, 7-11, Saint-Jacques, 75005 Paris, Tél. : 46-34-03-59, du mardi au vendredi.

COURS D'ARABE

JOURNÉE, SOIR, SAMEDI AFAC - 42-72-20-88
• Prix de la ligne 44 F TTC (25 heures, lettres ou espaces).
• Joindre un photocopie de déclaration au J.O.
• Chèque libellé à l'ordre du Monde Publiant, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parvenir au vendredi dans le Monde Publiant, 5, rue de Montmaury, 75007 Paris.
La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agence, dans les pages annonces classées.

Session et Stages

VOLONTARIAT EN AFRIQUE
L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES VOLONTAIRES DU PROGRES organise : 12 W.E. d'initiation, 12 W.E. de formation, 12 W.E. de perfectionnement, 7 stages de préparation au départ (Afrique-Occident, Indonésie, Inde, 20-35 ans, santé, agricole, STP gestion, social, etc.).

Format, renseign. : AFVP, BP n° 2, 81311 Montbary Cedex, Tél. : 05-01-10-95.

ITINÉRAIRES FORMATION
correspondants stage gratuit rémunéré 4^e OPERATEUR-CHARGÉUR VIDEOTEX EN TÉLÉMATIQUE. Etre chômeur depuis 1 an, habite 75 ou 92. Tél. : 47-35-61-00.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE
Documentaire sur demande W.E. inv. à part. 15 sept. 8, rue de Port-de-Lod, 75005 PARIS, Tél. : 46-34-11-85.

NE RÉSISTEZ PLUS À VOTRE DESIR D'ÉCRIRE !
ALEPH propose à Paris, As et Rouen, plusieurs week-ends de formation en septembre et des ateliers d'écriture réguliers à Paris, Rouen, As, Rouen, 7-11, Saint-Jacques, 75005 Paris, Tél. : 46-34-03-59, du mardi au vendredi.

COURS D'ARABE
JOURNÉE, SOIR, SAMEDI AFAC - 42-72-20-88

• Prix de la ligne 44 F TTC (25 heures, lettres ou espaces).
• Joindre un photocopie de déclaration au J.O.
• Chèque libellé à l'ordre du Monde Publiant, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parvenir au vendredi dans le Monde Publiant, 5, rue de Montmaury, 75007 Paris.
La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agence, dans les pages annonces classées.

AGENDA IMMOBILIER

LES VILLES SUR LES GREENS

21 VILLES DE STYLE PROVENÇAL DANS LE DOMAINE DU GOLF DE SAINT-MAXIME

AVEC VUE IMPRÉNEABLE SUR LE GOLFE DE SAINT-TROPEZ

TERRAIN DE 2000 m² ENVIRON - SURFACE HABITABLE DE 150 q² 170 m²

A PARTIR DE 4.500.000 TTC

VISITE SUR RENDEZ-VOUS - DOCUMENTATION SUR DEMANDE

A TOUCH OF GOLF 21 ALLEE DES SAULES 82300 GORMES LES MINOSAS TEL. 24 71 77 65 FAX 24 71 12 05

pavillons

15 km Barres Nord
Belle maison, 5 chambres, salle équipée, sous-sol total, par. 700 m², dans village calme, commodités.
URGENT CAUSE MUTATION.
Tél. : (01) 90-78-51-53
(01) 80-33-08-01.

OR AIN
40 km, Eurostyle
vend PAVILLON 8 p., entr., s. de bains, w.c., cuisine, 3 ch., séjour, cham., mazz., bureau, salle de jeu, garage, 1 terr., pays, 540 m², Prusse, et comm. 720.000 F.
Tél. : (01) 23-28-01.

propriétés

Région AUTUNN 1711.
AGRIABLE PROPRIÉTÉ 18-19^e dépendances, pers 8 ha.
BRISAC-DU-PARC à DIJON.
Tél. : 80-30-21-82.

Au cœur d'un village classé, entre DURANCE et LUBÈRON, superbe hôtel part. 500 m² habitables + jardin avec vue et situation inégalable. Réf. : 4361. Emile GARCIN, tél. : 90-72-32-53, FAX : 90-72-32-53.

RECHERCHONS

POUR NOTRE CLIENTÈLE EUROPÉENNE
PROPRIÉTÉS, DOMAINES, CHATEAUX.
EXPERTISES GRATUITES, DISCRETION ASSURÉE.
Demandez personnellement EMILE GARCIN
Tél. : (01) 90-82-01-58, FAX : (01) 90-82-32-53, TÉLEX : 432 462 F.

MAISON RESTAURÉE

Maison restaurée, 8 p., 180 m², piscine, terrain clos 3.000 m², 37.10.000 F, 94-78-04-56, Ag. Locomoteur.

AFFAIRE RECOMMANDÉE

TRES RARE
A 70 m de Paris par art. Sud MONTAIGNE (SNC)
Train direct gare SNCF
VO CAUSE DIVORCE
ANCIENNE DEMOISELLE TOUT EN PIERRES APPARTEMENT, CACHET EXCEPTIONNEL.
Récept., sdb, cuisine, 100 m², cham., mazz., bureau, suite, art. équipée chère mar. 5 ch., 2 bns, w.c., chff. centr., cave voûtée, gar. sur plein sud. Prix total : 990.000 F, crédit 100 % possib. par Caisse Epargne. Tél. : (01) 38-85-22-92, 24 h/24.

domaines

A vendre Bourgogne VIGNOBLES
AOC Meursault.
BRISAC-DU-PARC à DIJON.
Tél. : 80-30-21-82.

bureaux

Locations
VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-80.

automobiles

plus de 16 CV
BMW 850i - Nouvelle voiture, livraison immédiate du concessionnaire Auto Exclusiv 7032 - Sendlinghofen/Allemagne. Tél. : 19-49 7031-83205/5. Fax 85975. Tx 726557. (S'ad. seulement en allemand ou en anglais.)

COEUR FAIT

L'ALBUM 90 Le Monde PLANTU est paru EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

(Publicité) PRÉFECTURE DE L'ALLIER RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de l'administration
générale et de la réglementation
1^{er} bureau
03016 MOULINS CEDEX

AVIS D'ENQUÊTE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS
ET DE LA MER

ANTENNE AUTOROUTIÈRE DE GANNAT A 719 - LIAISON A 71 - RN 309
COMMUNES DE GANNAT, MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT et CHARMES

ENQUÊTE : préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux
mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de GANNAT
PUBLICITÉ DE L'ÉTUDE D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Il sera procédé du 10 septembre 1990 au 10 octobre 1990 inclus, à une
enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet d'antenne
autoroutière de GANNAT (A 719).

L'enquête publique vaut également : - mise en compatibilité du plan
d'occupation des sols de la commune de GANNAT,
- publicité de l'étude d'impact du projet sur l'environnement.

Cette enquête se déroulera sur le territoire des communes de : GANNAT -
MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT et CHARMES.

Une commission d'enquête est désignée, par le président du tribunal
administratif et composée de :
Président : M. Jean MALLET, domicilié, 12, rue Siron, 63200 RIOM.
Membres : M. François ARNAUD, domicilié, 37, boulevard Gergovia,
63100 CLERMONT-FERRAND
M. Jean Gabriel FLEURET, domicilié route de St-Basile-le-Château à
63600 ST-ANTHÈME.

Le siège principal de l'enquête est fixé à la mairie de GANNAT.
Pendant la durée de l'enquête, les pièces administratives et techniques du
dossier, l'étude d'impact, le dossier de mise en compatibilité du plan
d'occupation des sols de GANNAT, seront tenus à la disposition du public, aux
jours et heures d'ouverture habituelle des bureaux, en mairie de GANNAT,
MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT, CHARMES et en sous-préfecture de
VICHY.

Les observations du public sur le projet pourront être :
- Consignées sur les registres d'enquête ouverts en mairie de GANNAT,
MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT, CHARMES et en sous-préfecture de
VICHY.

• Adressées par écrit au commissaire-enquêteur au siège principal de
l'enquête (mairie de GANNAT) ;
• Exprimées oralement au Président ou aux membres de la commission
d'enquête qui siègeront :

- Mairie de GANNAT : le mercredi 10 octobre 1990, de 9 h à 12 h et de
14 h 30 à 17 h 30
- Mairie de MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT : le lundi 8 octobre
1990, de 9 h à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 30
- Mairie de CHARMES, le mardi 9 octobre 1990 de 9 h à 12 h et de
14 h 30 à 17 h 30.

A l'issue de l'enquête, copies du rapport et des conclusions motivées de la
commission d'enquête, seront déposées en mairies de GANNAT,
MONTEIGNET-SUR-L'ANDELOT et CHARMES, pour être tenues à la
disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
Les personnes intéressées pourront, en outre, obtenir communication du
rapport et des conclusions motivées, sur demande écrite adressée au Préfet.

Le Préfet,
Eric DEGRÉMONT.

COMMUNICATION

Tout en renforçant ses émissions vers le Proche-Orient

RFI continue à réclamer une fréquence parisienne

Développement vers l'Europe de
l'Est, augmentation significative de la
diffusion vers l'Afrique - les deux
tiers des auditeurs sont africains -
lancement d'émissions en farsi, la lan-
gue parlée en Iran, et création d'un
programme spécialement conçu pour
la FM en région parisienne... Le
Golfe et la concentration actuelle des
efforts et des moyens de Radio
France Internationale (RFI) vers le
Proche-Orient n'ont découragé pas
les projets d'expansion de la
station publique française. Au
contraire, si l'on en croit certains
membres de la radio, sans doute gal-
vanisés par les témoignages d'intérêt
apportés par les familles d'otages et
les personnes de retour du Koweït ou
d'Irak.

« 1300 messages ont été reçus par
RFI et diffusés à l'intention des
otages », a d'ailleurs précisé jeudi 13
septembre M. André Larqué, le
PDG, en dressant un bilan de l'opération
qui, se poursuit (dix heures d'émissions quotidiennes
vers le Golfe, deux en arabe) et en
dévoquant quelques succès à destina-
tion de RMC Moyen-Orient, autre
radio française - commerciale et ara-
bophone - émettant dans la région.
Une façon nette de marquer son
opposition à toute idée de partage de
territoire entre les deux radios. « Une
vraie radio internationale comme RFI
doit pouvoir émettre partout et dans
un maximum de langues », a-t-il
notamment déclaré, convaincu du
danger de confier à RMC Moyen-
Orient le monopole des émissions en
langue arabe.

Mais parmi les chantiers ouverts

par le président de RFI, le dossier
parisien ne paraît pas le moindre.
Cela fait en effet longtemps que la
radio publique souhaite disposer sur
la FM d'Ile-de-France d'une fenêtre
pour son programme international en
français. Un vœu que les prédéces-
seurs du CSA n'avaient guère voulu
exaucer lors du dernier examen des
autorisations de radios sur Paris. Un
espoir pourtant vivace à RFI, qui
maintient plus que jamais sa candida-
ture et travaille à cet effet sur un nou-
veau projet de programme conçu uni-
quement pour la FM parisienne.
« L'idée, explique M. Larqué, est de
nous adresser à tous ceux qui ont une
oreille internationale : les Français
recherchant une vision moins hexago-
nale de l'actualité et les étrangers ins-
tallés en région parisienne ».

« Une idée intéressante »

Le dossier a été transmis à l'Hôtel
Maison qui a chargé Mme Cathé-
rine Tassat, ministre déléguée chargée
de la communication, en liaison avec les
autres ministères concernés, de se
prononcer avant le 1^{er} novembre sur
« sa cohérence avec l'ensemble de la
politique radiophonique publique ainsi
que sur sa faisabilité ». Mais l'accueil,
d'ores et déjà, est des plus bienveil-
lants : « L'idée de créer un service (...)
qui s'adresserait à tous ceux, nation-
aux ou non nationaux, qui sont à
l'écoute des problèmes du monde, et
qui s'attacheraient plus particulièrement
à traiter des problèmes que rencontrent
les communautés immigrées vivant
sur notre sol, est une idée qui

me paraît intéressante » a même écrit
M. Michel Rocard, dans une lettre
adressée le 29 août au PDG de RFI.

De quoi laisser quelque espoir au
personnel de la radio, qui n'oublie
pas que le gouvernement dispose
d'une sorte de droit de préemption
sur les fréquences des lors qu'il le juge
nécessaire à la satisfaction d'une mis-
sion de service public. Le coût du
projet ne saurait être un handicap,
affirme enfin la direction de RFI, les
deux tiers du budget (évalué grossière-
ment entre 20 et 25 millions de
francs) pouvant provenir de la publi-
cité et du Fonds d'action sociale. L'au-
tre tiers pouvant être comblé par
l'aide de différents ministères. « Après
tout, plaisantait jeudi M. Larqué, le
coût supplémentaire pour l'Etat ne
dépasserait pas celui d'une production
de l'Opéra de Paris ! »

Restent les nombreuses questions
formulées par les représentants de
RFI : quels progrès techniques
escompter pour pallier les inconvé-
nients de l'onde courte et envoyer
librement des programmes dans le
monde ? Quelle forme d'information
concevoir pour les pays libérés depuis
peu d'une censure nationale ? Quelle
place accorder à la langue anglaise
comme vecteur de transmission du
programme RFI ? - L'idée d'un ser-
vice mondial en anglais - équivalent
du service français - semble douce-
ment faire son chemin. A RFI. Pas
forcément dans les ministères ni
même au CSA. « Bataille théologique
en perspective », a prévu M. Larqué.

ANNICK COJEAN

Le développement du parrainage télévisé

Le CSA demande des sanctions contre TF 1, la Cinq et Canal Plus

Après l'échec d'une concertation
menée en juillet, le CSA avait mis
en garde les chaînes contre tout
dérèglement en matière de parrainage
télévisé, et annoncé une vigilance
accrue à partir du 1^{er} septembre (Le
Monde des 30 juin et 1^{er} août). Ce
coup de semonce n'ayant pas
porté tous ses effets, le CSA vient
d'engager des procédures de sanc-
tions contre trois télévisions. Pour
TF 1 et la Cinq, il demande au
Conseil d'Etat de désigner un rap-
porteur chargé d'instruire le dossier.
Compte tenu du statut de
Canal Plus, concessionnaire de
l'Etat, c'est au gouvernement que
le CSA demande de faire appli-
quer des sanctions contre la
chaîne cryptée.

Le CSA, une fois passée la
période des avertissements, peut
donc décider de faire appliquer dans
toute sa rigueur la réglementation
de 1987, que les chaînes jugent
trop contraignante, et qu'elles

avaient allégrement tournée
depuis, même si des améliorations
ont été constatées depuis le début
du mois. Ce sont d'ailleurs les
efforts de M 6 en la matière qui
valent à cette chaîne d'échapper à
la procédure déclenchée par le
CSA.

Une étude de l'Union des Annonceurs

Cette montée du ton dans le
débât survient au moment où une
étude de l'Union des annonceurs
(UDA) montre que les entreprises
recourent de manière croissante
au parrainage en général : les deux
tiers des 258 entreprises sondées
l'intègrent dans leur panoplie de
communication, et 72 % (contre
63 % en 1988) déclarent vouloir
l'utiliser à l'avenir. Derrière le
sport et la culture, domaines privi-
légiés du parrainage (plus de la
moitié des réponses), quatre sec-

teurs d'intervention enregistrèrent
une hausse de l'intérêt des entre-
prises : les causes humanitaires et
sociales, les programmes audiovisuels,
l'éducation et la formation,
enfin l'environnement.

En matière d'audiovisuel, la
préférence des annonceurs reste
massivement en faveur des classi-
ques présentes au générique ou
dans les bandes-annonces d'émis-
sion. L'intégration du produit
dans l'émission sous forme de lots
et de cadeaux est leur deuxième
choix, suivi par des formes plus
récentes d'intervention telles le
bartering (trou) ou la coproduction.

Alors que les grandes entre-
prises visent surtout l'améliora-
tion de leur image grâce au parrain-
age, les plus petites assignent
d'abord à leurs actions un objectif
lié à leurs produits. Quant aux
publicités visées, ils sont surtout
externes à l'entreprise (59 % des
réponses contre 47 % en 1988).

Une proportion croissante d'en-
treprises (54 % contre 50 % en
1988) se sont dotées de structures
spécifiques pour gérer leurs par-
rainages, et seule une minorité fait
appel de façon régulière à des
prestataires extérieurs, agences de
publicité en tête.

La majorité des budgets de par-
rainage (52 %) sont inférieurs à 2
millions de francs par an. Et seuls
20 % des annonceurs sondés (con-
tre 25 % en 1988) déclarent un
budget supérieur à 10 millions de
francs. Ces budgets représentent
environ 0,2 % du chiffre d'affaires
de l'entreprise, ou 10 % du budget
de publicité. Deux tiers de ces
budgets sont consacrés à l'action
de parrainage elle-même, le reste à
la faire connaître.

Enfin, cette étude de l'UDA,
troisième du genre, relève une
grande méconnaissance des avan-
tages fiscaux liés au parrainage ou
au mécénat : seule une entreprise
sur cinq déclare en tirer parti.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Lancement de Canal Plus Espagne

Lancée officiellement le 14 sep-
tembre, la chaîne de télévision Canal
Plus Espagne compte déjà trente
mille abonnés et espère en séduire un
demi-million d'ici à 1992. Pour
3 000 pesetas par mois (environ 160
francs), ces abonnés pourront voir,
grâce à des décodeurs munis d'une
carte électronique, près de quatre cents
films par an, dont environ 25 %
d'origine espagnole et 15 % d'autres
pays d'Europe. Récents pour la plu-
part et diffusés chacun plusieurs fois,
ces films constituent 60 % des pro-
grammes. L'autre gros morceau de la
programmation est le sport, comme
en France, l'accord avec la Ligue
espagnole de football garantissant
notamment des matches chaque
dimanche.

Les six heures journalières de pro-
grammes non cryptés sont, pour leur
part, consacrées à des programmes
musicaux ou pour enfants et aux
informations cinq bulletins brefs
dans la journée et un journal d'une
demi-heure à minuit. La chaîne
reprendra également, le matin, le
journal de la chaîne américaine
ABC.

Canal Plus France et le groupe de
presse Prisa (éditeur du quotidien *El
País*) détiennent chacun 25 % de
Canal Plus Espagne, dont les autres
actionnaires sont la banque BBV et
le groupe industriel March (15 %
chacun), et les sociétés espagnoles
Cajamadrid, Bankinter, Grucysa,
Eventos (5 % chacune).

Installée dans des studios
modernes de la tour Picasso à
Madrid, Canal Plus Espagne entend
réaliser l'essentiel (82 %) de ses
recettes avec ses abonnés. La
publicité sera cantonnée aux plages
en clair et n'interrompt pas les pro-
grammes. Avec cette économie, la
nouvelle venue diffère radicalement
des autres chaînes espagnoles, puis-
que dans la Péninsule le service
public de la télévision, tout comme
les autres chaînes privées récemment
autorisées, est financé à 100 % par la
publicité.

■ Bertelsmann va investir massive-
ment en Allemagne de l'Est. - Fort
de ses bons résultats pour l'exer-
cice 1989-1990, le groupe multimi-
dias allemand Bertelsmann
s'apprête à investir plusieurs cen-
taines de millions de marks pour
développer dans l'est de l'Alle-
magne ses clubs de livres, ses jour-
naux et ses activités télévisées. Le
groupe a annoncé une hausse de
6,7 % de son chiffre d'affaires
(13,3 milliards de marks, soit envi-
ron 44,5 milliards de francs) et de
26,9 % de ses bénéfices (510 mil-
lions de marks, 1,7 milliard de
francs), et prévoit de faire mieux
en 1990-1991. Après la consolida-
tion de ses activités américaines
(27 % de son chiffre d'affaires,
contre 33 % en Allemagne et 36 %
dans le reste de l'Europe), Bertels-
mann est maintenant lancé dans
des investissements d'imprimerie
(en Italie) et de télévision. Il va
investir plus de 1 milliard de
francs dans la chaîne à péage Pre-
mière, pour laquelle il espère un
million d'abonnés en quatre ans.

LOTTO MERCRIDI 13 SEPTEMBRE 1990											
19855	7	27	35	39	41	43	13	6	12	439 125 F	
	2	10	11	14	15	16	17	3	20	22 220 F	
	4	18	19	21	22	23	24	5	25	5 540 F	
	8	9	13	17	26	28	29	7	30	1 080 F	
20835	4	9	10	22	27	43	13	6	12	616 595 F	
	2	10	11	14	15	16	17	3	20	72 325 F	
	4	18	19	21	22	23	24	5	25	4 280 F	
	8	9	13	17	26	28	29	7	30	810 F	

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société burkinabé des Fibres textiles (SOFITEX)
lance un appel d'offres pour la fourniture d'insecti-
cides et de pulvérisateurs pour la campagne agricole
1991/92 au Burkina Faso.

Lot n° 1 : 400 000 litres d'insecticides « ULV » pour le traitement des
cotonniers.
Lot n° 2 : 6 500 appareils pulvérisateurs type « ULV », Berthoud C8,
Micron Sprayers ou Tecnomat Giro I.

Le cahier des charges peut être retiré auprès de la
C.F.D.T., 13, rue de Monceau, 75008 Paris - Telex
n° 644839 F - Télécopie n° 43.59.50.13 (Attention M. Beroud),
au siège de la SOFITEX à Bobo Dioulasso ou à Ouagadougou,
au prix de 800 FF.

Date limite de dépôt des offres : le 26 octobre 1990 à Bobo Dioulasso.

**AVANT
APPLE EXPO**

POURQUOI FETER NOEL EN DECEMBRE ?

**LE
MACINTOSH
PORTABLE**

369000 F^{rr}
23490 F^{rr}

2 Mo - Disque dur 40 Mo - Hyper Card



**LE
MACINTOSH
SE/30**

299000 F^{rr}
18490 F^{rr}

2 Mo - Disque dur 40 Mo - Hyper Card



**GRATUIT
UN SCANNER
AGFA 800 GS**

**POUR L'ACHAT
D'UNE IMPRIMANTE
AGFA 3400 PS**

4 Mo - Disque dur 20 Mo
400 dpi - PostScript - 12 pages par minute

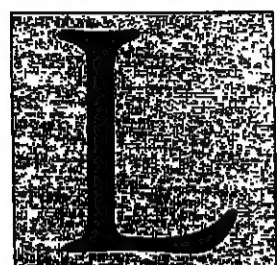
999000 F^{rr}
61000 F^{rr}

ER40

2, rue des Dardanelles 75017 PARIS, à deux pas du Palais des congrès - Porte Maillot
☎ 40 68 03 00 - Télécopie : 40 68 90 55

© 1989, 14 F.T.C. - © 1989, 14 F.T.C. - © 1989, 14 F.T.C. - Cette offre est limitée à la disponibilité des stocks et peut être interrompue sans préavis.
Macintosh, Agfa et PostScript sont des marques déposées.

DÉFI A LA TVA SUR LES LECTEURS LASER



Lorsque vous achetez un disque laser, vous payez 18,60 % de TVA.

Si vous achetez un lecteur laser pour écouter ce disque, alors la TVA grimpe à 25 %.

Bizarre, non ?

Apparemment conscient de cette anomalie, l'État vient de prendre la décision de réduire prochainement ce taux de 25 à 22 %.

C'est un premier pas, mais qui laisse plus de 3 points d'écart entre le disque et son lecteur.

Pour la Fnac, la seule décision cohérente, c'est le taux unifié à 18,60 %.

En conséquence, à compter du 14 septembre 1990 et dans tous ses magasins, la Fnac établira le prix des lecteurs laser* en appliquant une TVA réduite à 18,60 %, prenant à sa charge la différence due à l'État.

Bien entendu, si vous avez acheté un lecteur laser à la Fnac dans les 30 derniers jours (c'est-à-dire depuis le 14 août 1990), vous bénéficiez rétroactivement de cette baisse.

fnac

*et les appareils qui les incorporent (autoradio-lecteurs laser, chaînes monobloc...).

ATION

Parisienne

Lancement de Canal Plus

Le lancement de Canal Plus, la chaîne de télévision payante, a été marqué par une série de polémiques. Les critiques ont porté sur le prix du service, la qualité de l'offre et la concurrence avec les chaînes gratuites. Les défenseurs de Canal Plus soulignent la qualité de son programme et la nécessité de payer pour une meilleure qualité de service.

P.L. la Cinq et Canal Plus

Le lancement de Canal Plus a été marqué par une série de polémiques. Les critiques ont porté sur le prix du service, la qualité de l'offre et la concurrence avec les chaînes gratuites. Les défenseurs de Canal Plus soulignent la qualité de son programme et la nécessité de payer pour une meilleure qualité de service.

AVIS D'APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL

Le Service International des Aides Humanitaires (SIAH) recherche des candidats pour des missions de secours humanitaire en Afrique. Les candidats doivent être des professionnels expérimentés dans le domaine de l'aide humanitaire.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU

Le Crédit local de France va favoriser les investissements dans le secteur de l'environnement

Le Crédit local de France va accroître ses concours aux petites communes, notamment rurales, selon les orientations présentées le 13 septembre par M. Jacques Guerber, membre du directoire de cette institution financière. Le plafond du prêt simplifié d'équipement rural (PSER) est porté à 600 000 F pour les communes dont la population est inférieure à 2 000 habitants et à 800 000 F pour les communes de 2 000 à 5 000 citoyens. Il était auparavant limité à 400 000 F.

Les deux autres priorités sont l'encouragement aux investissements dans le domaine de l'environnement

(épuration des eaux, construction de barrages-réservoirs), pour lesquels le Crédit local vient de dégager 2 milliards de francs de prêts à taux fixe - mais révisables au bout de la quinzième année - amortissables sur vingt-cinq ans, et les économies d'énergie, crise du Golfe oblige. Pour M. Guerber, les effets sur les finances locales d'un éventuel troisième choc pétrolier seraient limités, puisque moins de 1 % du budget de fonctionnement des régions, départements et communes serait affecté par une forte hausse des prix des carburants.

F. GR.

Les problèmes de l'économie mixte à l'italienne Les actionnaires d'Enimont se séparent

Le pôle chimique italien Enimont, constitué officiellement le 1^{er} janvier 1989, n'aura duré que dix-huit mois : ses deux principaux actionnaires, l'ENI (groupe public pétrolier) et Montedison (groupe Ferruzzi), ont opté, tard dans la nuit du mercredi 12 à jeudi 13 septembre, pour le divorce.

Au terme d'une réunion tripartite avec l'Etat, MM. Gabriele Cagliari, président de l'ENI, Raul Gardini, président de Ferruzzi-Montedison, et Franco Piga, ministre des Participations d'Etat, ont annoncé qu'ils renonceraient à trouver un accord sur

l'ultime tentative de conciliation du gouvernement. Ce dernier avait proposé le 5 septembre une répartition des pouvoirs : l'exécutif à Montedison et la gestion financière à l'ENI (le Monde du 7 septembre).

A partir de ce constat de rupture, M. Piga a donné quinze jours à l'ENI pour établir un prix de vente (ou d'achat) de la participation de 40 % du capital d'Enimont que chacun des partenaires détient. Montedison aura à son tour quinze jours pour décider si le groupe privé rachète la part de l'ENI ou vend la sienne au secteur public.

Les Japonais accepteraient de limiter leurs exportations d'automobiles vers la CEE après 1992

Les négociations entre la Communauté européenne et le Japon sur le régime qui s'appliquera en Europe aux importations d'automobiles nippones après le 1^{er} janvier 1993 semblent être entrées dans leur phase finale.

Selon des informations de la presse japonaise, confirmées à Bruxelles et dans les milieux gouvernementaux à Paris, le Japon aurait accepté les principes de la position européenne, à savoir que les quotas actuels existants dans différents pays comme en France, en Italie, en Espagne ou en Grande-Bretagne seraient remplacés par une automatisation des

ventes japonaises pendant cinq ans.

Les Japonais auraient aussi accepté une montée en régime progressive dans les pays où ils sont actuellement les plus faibles. En France par exemple, ils ne pourraient passer de leur part actuelle de 3 % du marché à la moyenne européenne de 10 % qu'au bout de quelques années.

Rien n'est encore conclu, les chiffres restant semble-t-il à définir avec exactitude, ce qui ne sera pas une mince affaire. Mais les principes semblent acquis. Les discussions devraient reprendre dès le 18 septembre à Rome entre les ministres du commerce extérieur des Douze.

REPÈRES

CHOMAGE

Nouvelle hausse en Grande-Bretagne au mois d'août

En août, le nombre de chômeurs britanniques a augmenté de 22 300 par rapport à juillet (en données corrigées des variations saisonnières), portant le total à 1,65 million de personnes, a annoncé le ministère de l'emploi jeudi 13 septembre. En pourcentage de la population active, le taux de chômage est remonté de 5,7 % à 5,8 %. Le ministère a également annoncé que le revenu moyen des Britanniques avait augmenté de 10 % en rythme annuel en juillet, un résultat comparable à celui de juin.

ROBOTIQUE

ABB achète une société américaine

Dernier fabricant indépendant aux Etats-Unis, la compagnie Cincinnati Milacron (3,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1989) a finalement décidé de céder ses activités robotiques industrielles à ABB Robotics, filiale américaine du groupe helvétique Asea Brown Boveri. Le montant de la transaction n'a pas été révélé. Cette cession s'inscrit dans un vaste plan de réorganisation engagé par l'Etat-major de Cincinnati Milacron en avril dernier pour restaurer la compétitivité de la firme. Ce faisant, ABB enfonce un nouveau coin dans l'industrie américaine des automatismes, déjà ébranlée au mois de juin par le rachat par la britannique Siebe de Foxboro, l'un des leaders pour les systèmes de contrôle outre-Atlantique.

TAUX D'INTERÊT

M. Greenspan prévoit une baisse aux Etats-Unis

Intervenant à la Chambre des représentants jeudi 13 septembre, le président de la Réserve fédérale américaine, M. Alan Greenspan, a évoqué la nécessité d'un assouplissement du crédit aux Etats-Unis. La Réserve fédérale pourra baisser les taux à court terme lorsqu'un compromis solide aura été trouvé sur le déficit budgétaire, a-t-il déclaré. Quant aux taux à long terme, M. Greenspan a estimé, notamment en évoquant le marasme du secteur immobilier, que leur baisse était « cruciale ».

Ces déclarations ont provoqué une baisse du dollar sur les marchés des changes qui déjà, cette semaine, avaient réagi à la publication d'un rapport alarmiste sur l'état de santé du système bancaire. A ce sujet, M. Greenspan a déclaré que la situation des banques est bien meilleure que ne l'était celle des caisses d'épargne il y a quelques années. Il a reconnu que le système d'assurance des dépôts risquait de connaître de graves difficultés financières et s'est déclaré favorable à un relèvement des primes d'assurance payées par les établissements.

Augmentation des réserves de change. — A la fin du mois d'août, les réserves de change de la France s'élevaient à 328,3 milliards de francs contre 327,2 milliards de francs un mois plus tôt, soit une augmentation de 1,3 milliard de francs. Par rapport à juillet 1989, les réserves de change sont en baisse de 42,3 milliards de francs.

NEW-YORK, 13 septembre ↓

Sous les 2 600 points

Les inquiétudes relatives à l'évolution de l'économie américaine ont fortement pesé jeudi dans le courant de la journée à la Bourse de New-York, qui a terminé sur un recul de 1,64 %.

L'indice Dow Jones est repassé sous la barre des 2 600 points à 2 582,87, en baisse de 43,07 points.

Quelques 124 millions d'actions ont été échangées. Les valeurs en baisse ont largement dépassé celles en hausse : 1 002 contre 422 ; 509 titres sont restés inchangés.

Les investisseurs attendent avec inquiétude la publication vendredi de l'indice des prix de gros pour le mois d'août aux Etats-Unis, qui devrait refléter les effets inflationnistes de la flambée des cours du pétrole sur l'économie américaine.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, sont montés à 8,96 % en fin d'après-midi, contre 8,94 % mercredi soir, après avoir tombé à 8,92 % en milieu de séance.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, sont montés à 8,96 % en fin d'après-midi, contre 8,94 % mercredi soir, après avoir tombé à 8,92 % en milieu de séance.

VALEURS	Cours de 12 sept.	Cours de 13 sept.
Alcoa	58 1/4	57 1/4
AT&T	58 5/8	57 1/4
Boeing	47 5/8	46 7/8
Chemical Bank	36 1/2	36 1/2
Deere & Deere	36 1/2	36 1/2
Eastman Kodak	41 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Ford	35 1/2	34 3/4
General Electric	42 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Goodyear	20 1/4	19 3/4
IBM	107 7/8	106 1/2
Intel	88 1/2	87 1/2
Johnson & Johnson	68 1/2	67 1/2
McDonald	102 1/4	101 1/4
Merck	84 3/4	83 3/4
Pharmacia	84 3/4	83 3/4
Rockwell	102 1/4	101 1/4
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Westinghouse	33 1/2	32 7/8
Xerox Corp.	35 1/2	34 1/2

LONDRES, 13 septembre ↓

Effacement

Les cours des valeurs ont effacé leurs pertes en fin de séance, après l'ouverture en baisse de Wall Street, pour terminer en net repli sur le Stock Exchange.

L'indice Footsie a clôturé à 2 778,22 points, soit 0,7 % de plus par rapport à la clôture de la veille. En l'absence d'émulation de la situation au Moyen-Orient, les investisseurs se sont maintenus à l'écart. Le volume d'activité a atteint le chiffre dérisoire de 338,4 millions de titres échangés contre 431,6 millions mercredi. La réurgence des craintes de récession après l'annonce d'une croissance accablée de chômage en Grande-Bretagne en août a contribué à la déprime du marché. De nombreux secteurs se sont effaiblis, notamment les valeurs de l'assurance, de la chimie, les brasseries, les alimentaires et les magasins. Le constructeur de moteurs d'avions Rolls Royce a chuté après que la maison de courtage Smith New Court eut révisé en baisse les prévisions du prochain bénéfice.

VALEURS	Cours de 13 sept.	Cours de 14 sept.
Alcoa	58 1/4	57 1/4
AT&T	58 5/8	57 1/4
Boeing	47 5/8	46 7/8
Chemical Bank	36 1/2	36 1/2
Deere & Deere	36 1/2	36 1/2
Eastman Kodak	41 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Ford	35 1/2	34 3/4
General Electric	42 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Goodyear	20 1/4	19 3/4
IBM	107 7/8	106 1/2
Intel	88 1/2	87 1/2
Johnson & Johnson	68 1/2	67 1/2
McDonald	102 1/4	101 1/4
Merck	84 3/4	83 3/4
Pharmacia	84 3/4	83 3/4
Rockwell	102 1/4	101 1/4
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Westinghouse	33 1/2	32 7/8
Xerox Corp.	35 1/2	34 1/2

FAITS ET RÉSULTATS

La COB ouvre une enquête sur NCM Communications et effectue une analyse sur le titre Peugeot. — La Commission des opérations de Bourse (COB) a ouvert une enquête sur la société NCM Communications, groupe de presse dirigé par M. Nicolas Vignier. Les investigations portent sur l'évolution des transactions du titre NCM, coté sur le marché hors cote de la Bourse de Paris, ainsi que de la société de la société le 1^{er} mars dernier. D'autre part, la COB a décidé de faire « une analyse ponctuelle sur les variations du titre Peugeot » observées en début de semaine.

Accord Ecobal-Henkel pour le nettoyage. — Ecobal, groupe de services américains, qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars (environ 6,8 milliards de francs) et la firme allemande Henkel ont annoncé jeudi 13 septembre un double accord. Les deux groupes vont regrouper leurs activités nettoyage dans une filiale commune à 50/50, Henkel-Ecobal, qui aurait un chiffre d'affaires de 750 millions de dollars et emploierait 3 500 personnes. D'autre part, Henkel va céder à Ecobal ses activités nettoyage dans 18 pays d'Europe en échange d'une participation de 19 % dans le capital de la société américaine, qui pourrait ensuite monter à 30 %.

Alus Finance : dépôt de projet d'OPA sur la Bafip. — Alus Finance, la filiale conjointe du Crédit lyonnais et de Thomson CSF, vient de déposer, conformément à ses engagements, auprès de la Société des Bourses françaises un projet d'OPA sur la Bafip, à l'indiqué jeudi 13 septembre la Société des Bourses françaises dans un communiqué. Cet engagement avait été pris lors du lancement en juillet de l'OPA sur la société financière Calphios, qui détient 32 % du capital de la Bafip.

L'OPA sur Calphios, lancée le 17 août, a permis à Alus d'obtenir 81,5 % des parts de cette société. Dans son projet, Alus offre, par l'intermédiaire de sa filiale Batif Banque, 248,30 francs par titre aux actionnaires de la Bafip.

Le Monde-RM

ENTREPRISES à 22h15 sur RTL

Vendredi 14 septembre
Jean Lussarage, directeur
général des éditions Bordes

PARIS, 14 septembre ↓

Baisse

La baisse était encore au rendez-vous pour la dernière séance de la semaine et ce pour la quatrième journée consécutive. L'indice CAC 40 s'inscrivait en repli de 1,41 %, dès les premières échanges, à l'image des autres places internationales telles que Wall Street la veille ou Tokyo quelques heures auparavant. En fin de matinée, le recul s'accroissait légèrement pour atteindre 1,50 % et le mouvement baissier continuait d'exister dans une fourchette comprise entre -1 et -2 % pour se situer à -1,15 % aux environs de 14 heures. L'atmosphère demeurerait toujours le maître mot, face à la crise du Moyen-Orient, à l'effacement du dollar, au prix du baril de pétrole (supérieur à 30 dollars) et à la publication d'une batterie d'indices américains, ce vendredi.

Etant attendus en effet les statistiques concernant les chiffres de la production industrielle, des prix de gros et des ventes de détail. Rien, compte tenu de tous ces éléments, n'incitait les opérateurs à prendre des positions. Ajoutons à cela que le marché parisien évolue dans un volume de transactions toujours aussi réduit (quotidien inférieur à milliards de francs). Dans ce contexte, les hausses étaient emmenées par UFF, OFF, Gas-

cogne, Total, Géophysique et Sogepar, cette dernière bénéficiant non seulement de l'effet pétrolier mais aussi de la publication de ses comptes semestriels. Cette filiale d'Elf Aquitaine a enregistré un résultat net de 47,8 millions de francs au premier semestre 1990 contre 46,7 millions au 30 juin 1989. Les profits sont en hausse de 12 % à 30,3 millions de francs. Du côté des baisses on notait Centrest, Roger Ballon, Finetel et la SCOA.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale valeur de référence, sont montés à 8,96 % en fin d'après-midi, contre 8,94 % mercredi soir, après avoir tombé à 8,92 % en milieu de séance.

VALEURS	Cours de 12 sept.	Cours de 13 sept.
Alcoa	58 1/4	57 1/4
AT&T	58 5/8	57 1/4
Boeing	47 5/8	46 7/8
Chemical Bank	36 1/2	36 1/2
Deere & Deere	36 1/2	36 1/2
Eastman Kodak	41 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Ford	35 1/2	34 3/4
General Electric	42 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Goodyear	20 1/4	19 3/4
IBM	107 7/8	106 1/2
Intel	88 1/2	87 1/2
Johnson & Johnson	68 1/2	67 1/2
McDonald	102 1/4	101 1/4
Merck	84 3/4	83 3/4
Pharmacia	84 3/4	83 3/4
Rockwell	102 1/4	101 1/4
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Westinghouse	33 1/2	32 7/8
Xerox Corp.	35 1/2	34 1/2

TOKYO, 14 septembre ↓

Recul

Après un début de séance agité, la Bourse de Tokyo a terminé sur une note plus calme, mais faible en raison des ventes à terme opérées par les arbitrageurs. L'indice Nikkei a perdu 77,82 points, soit 0,7 % à 24 897,46 points.

Les échanges ont porté sur 340 millions de titres vendus contre 270 millions d'achats. Les transactions ont été plus actives jeudi matin et l'ensemble de la journée de jeudi.

De nombreux investisseurs sont restés à l'écart du marché, découragés par la faiblesse des places financières internationales et la baisse des obligations.

VALEURS	Cours de 13 sept.	Cours de 14 sept.
Alcoa	58 1/4	57 1/4
AT&T	58 5/8	57 1/4
Boeing	47 5/8	46 7/8
Chemical Bank	36 1/2	36 1/2
Deere & Deere	36 1/2	36 1/2
Eastman Kodak	41 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Ford	35 1/2	34 3/4
General Electric	42 1/2	40 3/4
General Motors	35 1/2	34 3/4
Goodyear	20 1/4	19 3/4
IBM	107 7/8	106 1/2
Intel	88 1/2	87 1/2
Johnson & Johnson	68 1/2	67 1/2
McDonald	102 1/4	101 1/4
Merck	84 3/4	83 3/4
Pharmacia	84 3/4	83 3/4
Rockwell	102 1/4	101 1/4
Union Carbide	33 1/2	32 7/8
Westinghouse	33 1/2	32 7/8
Xerox Corp.	35 1/2	34 1/2

PARIS :

Second marché (édition)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amul Asson	405	400	INZ	280	130
Ayrol	105	105	LP&M	130	130
S.A.C.	200	194	Local Invest	405	290 20
Benelux	170	160	Locust	105 10	105
BELM	800	800	Locust	105 10	105
Bolton (Ly)	400	400	M&M	184 40	184 40
Bolton (Ly)	210	205	M&M	184 40	184 40
Cibiel de Lyon	2580	2570	N&M	184 40	184 40
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1101	1074	N&M	184 40	184 40
Calson	431	430	N&M	184 40	184 40
Cardif	480	475	N&M	184 40	184 40
C.E.F.	344 70	345	N&M	184 40	184 40
C.E.P.	250	258	N&M	184 40	184 40
C.F.P.	243	245	N&M	184 40	184 40
Condom	550	550	N&M	184 40	184 40
C.N.I.M.	1205	1210	N&M	184 40	184 40
Codetor	285	288	N&M	184 40	184 40
Condom	300	295	N&M	184 40	184 40
Crois	810	812	N&M	184 40	184 40
Crois	319 50	317	N&M	184 40	184 40
Dalco	210 90	210	N&M	184 40	184 40
Dalco	531	515	N&M	184 40	184 40
Dalco	550	555	N&M	184 40	184 40
Dalco	259	255	N&M	184 40	184 40
Dalco	530	503	N&M	184 40	184 40
Dalco	475	475	N&M	184 40	184 40
Dalco	183	185	N&M	184 40	184 40
Dalco	250	250	N&M	184 40	184 40
Dalco	313	315	N&M	184 40	184 40
Dalco	134	134	N&M	184 40	184 40
Dalco	1000	575	N&M	184 40	184 40

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 13 sept. 1990

Nombre de contrats : 14 184

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
Boygues	600	9,01	—
CGE	560	21	40
EDF-Aquitaine	680	16,50	13
Environnement SA-PLC	50	0,40	6,20
Exco-Disseind SC	100	—	9,50
Elavac	525	12,50	37
Labège-Copée	480	3,50	7
Michelin	130	—	55
Michelin	1 000	5,50	33
Michelin	560	19	—
Michelin	1 300	20	—
Michelin	600	4	33,50
Michelin	240	—	8
Michelin	1 300	9	11,50
Michelin	440	29	—
Michelin	320	15,10	24
Michelin	100	6	8,65

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 sept. 1990

Nombre de contrats : 57 429

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	97,98	98	98
Précédent	98,08	98,12	98,04

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,26 F ↓

Le dollar accusait une nette baisse vendredi 14 septembre, à la suite des déclarations du président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, laissant entendre que les taux d'intérêt pourraient être prochainement abaissés aux Etats-Unis. Le dollar américain s'échangeait à Paris à 5,2620 F contre 5,3315 F la veille à la cotation officielle.

FRANCOFORT 13 sept. 14 sept.

Dollar (en DM) 1,880 1,870

En marge de l'enquête sur la disparition du pasteur Douc

Quatre policiers des renseignements généraux parisiens sont en garde à vue

Des policiers des renseignements généraux (RG) parisiens sont-ils directement impliqués dans la mystérieuse disparition de Joseph Douc, pasteur déchu, animateur du Centre du Christ libérateur, très actif dans la communauté homosexuelle, et dont on est sans nouvelles depuis le 19 juillet? La question est désormais posée avec insistance après le placement en garde à vue, jeudi soir

13 septembre, de quatre policiers, dont trois - les inspecteurs Jean-Marc Dufour et Eric Didier, l'enquêteur Pascal Passamont - sont membres du groupe des enquêtes réservées (GER) au sein des renseignements généraux de la préfecture de police de Paris. Utilisant des méthodes peu orthodoxes de recrutement des informateurs, l'inspecteur Dufour avait menacé le pasteur, à la porte de son

domicile, le 19 juin, un mois avant sa disparition. Or, selon un nouveau témoin, Pierre D., qui a porté plainte, le même inspecteur aurait voulu le contraindre à être son indicateur dans l'entourage du pasteur, en n'hésitant pas, dans la nuit du 3 au 4 juillet, à tirer des coups de feu dans la porte de son appartement.

« Quand il y a un cadavre dans le placard, il faut le sortir, vite, et l'autopsier! » Ces premiers jours de septembre, le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, n'en finit pas de décoller devant ses directeurs. « Quand une histoire commence à déraiper, ça dérape partout. Alors, je veux qu'on en ait le cœur net », insiste-t-il. Une détermination qui est aujourd'hui pour beaucoup dans l'évolution actuelle de l'enquête sur l'affaire Douc. Ancien directeur général de la

police nationale, M. Verbrugghe connaît trop la maison pour ne pas savoir qu'une « bavure » policière ne s'éclaire qu'au prix d'une ferme volonté de l'autorité supérieure. « Bavure »? La disparition du pasteur Douc rentre-t-elle dans cette catégorie? Enquêtant sur l'existence d'un éventuel réseau de pédophiles abrité par le Centre du Christ libérateur, des policiers des renseignements généraux ont-ils voulu forcer le pasteur à devenir leur « indic » avec des méthodes si peu orthodoxes qu'ils se seraient retrouvés avec un cadavre sur les bras? Dans les couloirs de la préfecture de police de Paris la question est posée aussi crûment. Mais ce n'est qu'un soupçon : aucun aveu, aucun fait matériel n'est encore venu l'étayer. Cependant l'hypothèse est formulée depuis qu'on a été déçouverts deux réelles « bavures », dissimulées à la hiérarchie, dans le cours de l'enquête menée par les policiers des RG sur les activités du pasteur.

L'histoire de Pierre D.

Dans son immeuble de Sèvres (Hauts-de-Seine), Pierre D. lit les journaux, regarde la télévision en ce début du mois d'août, et il prend peur. La disparition du pasteur homosexuel l'inquiète. Non pas parce qu'il se sent impliqué dans l'hypothétique affaire de meurtre que pouvait sous-entendre l'enlèvement de ce quadragénaire. Non, Pierre D. tremble car il n'a pas fait « son travail ». Et il le voit, plus personne ne plaisante. Le coup de feu d'intimidation tiré dans sa porte d'entrée résonne encore dans sa tête. Pierre D. a vraiment peur. A-t-il tort?

Dessinateur industriel, âgé de trente-quatre ans, militant du Parti communiste, il sait qu'il est rattrapé par son passé, en l'occu-

rence un interrogatoire dans les locaux de la section anti-terroriste des RG dans le courant de 1986. Il y fut entendu pendant quarante-huit heures, puis relâché. Cet interrogatoire faisait suite à une prise dans les milieux terroristes espagnols repliés sur Paris et à la saisie dans un appartement de plusieurs armes. Le bail de location était certes à son nom mais c'était une amie qui l'occupait. Lui, déclarait n'avoir rien à voir avec ces activités.

Déjà Pierre D. semble ébranlé par cette première fréquentation policière. Jean-Marc Dufour, l'inspecteur qui l'avait interrogé présentait-il les avantages qu'il pourrait tirer de cette apparente fragilité? Sans doute. Après avoir quitté les eaux troubles de l'anti-terrorisme et de ses indicateurs au sein de la direction centrale des renseignements généraux, ce policier est muté au Groupe des enquêtes réservées (GER) des RG de la préfecture de police de Paris.

Un service prestigieux, du moins investi des missions qui exigent la plus haute confiance, dirigé depuis 1982 par le commissaire principal Didier Adam, à la tête d'une quarantaine d'inspecteurs chevronnés, rompus aux techniques de filatures débauchées. Outre les enquêtes discrètes sur certains policiers indisciplinés, ils s'occupent des « affaires sensibles ». Du tout terrain, dans tous les domaines. Nommé à la tête des RG parisiens en début d'année, M. Claude Bardot entend bien exploiter ce vivier comme une force de frappe. Quand il décide de lancer une enquête sur d'éventuels réseaux de pédophilie, il saisit le groupe dirigé par l'inspecteur principal Gilles Azema, ou opère Jean-Marc Dufour. Ce dernier, avec quelques collègues, se lance sur la piste du pasteur Douc.

La cinquième section des RG parisiens, chargée de la presse, en effet, relève dans la revue du pasteur des articles sur la pédophilie. Joseph Douc vient d'ouvrir une librairie Autres Cultures, dans le dix-septième arrondissement. Il s'agit de savoir ce qui s'y passe : « vérifier la légalité des publications vendues, détecter l'existence d'éventuels « réseaux ». La section presse n'a pas les moyens d'aller plus loin. Pour en avoir le cœur net, M. Bardot souhaite que les RG disposent d'une source « interne » à la prochaine réunion mensuelle, à la prochaine réunion mensuelle du Centre du Christ libérateur.

La recherche d'un « indic »

Les policiers du GER sont donc chargés de recruter un ou des informateurs. L'inspecteur Dufour exploite son vieux carnet d'adresses du temps de la chasse aux Basques et aux Espagnols. Il se souvient de Pierre D., sans doute facilement « retournable » pour une mission de sous-traitance policière. Selon Pierre D., le lundi

18 juin, l'inspecteur et ses trois collègues s'approchent à l'entrée de son immeuble à Sèvres. « Me reconnaissez-vous? », dit-il. Pierre D. écoute les policiers. Selon lui, ces derniers lui rappellent qu'il leur doit un service et lui demandent d'infiltrer la librairie. Pierre D. ne comprend rien, ne connaît pas ce milieu, mais il imagine aussi la manière plus musclée que les policiers pourraient employer pour le convaincre de se transformer en indicateur. Il commence à se cacher et ne parle de cette histoire à personne. Il ne vient pas non plus au rendez-vous fixé par les policiers.

Ces derniers reviennent à son domicile dans la nuit du 3 au 4 juillet. Pierre D. se terre dans son appartement. La sonnette est insistante. Il sait qu'il est sur le seuil et entend un coup de feu tiré dans la porte. Pierre D. a le sentiment d'être piégé. Désespéré, il se tranche les veines avec un couteau de cuisine. L'alerte est donnée par les voisins, les policiers s'enfuient. Pierre D. est hospitalisé. D'autres policiers, de Sèvres, viendront bien à son chevet pour l'entendre. Mais c'est une audition de routine. Une tentative de suicide. Il ne dit rien. Jusqu'au jour où éclate l'affaire Douc. Il est stupéfait par les circonstances qui ont entouré sa disparition. Le compagnon du pasteur Douc, M. Guy Bondar, n'a-t-il pas raconté que le 19 juin des inspecteurs des RG ont tambouriné à la porte de leur domicile? N'a-t-il pas évoqué la présence de deux hommes qui pouvaient ressembler à des officiers en montrant une carte officielle et demandant, le 19 juillet à 20 h 30, au pasteur Douc de les suivre?

Mercrédì 12 septembre, Pierre D. surmonte sa peur. Il décide de confier ses mésaventures à la brigade criminelle chargée de l'enquête. Le parquet de Nanterre ordonne une enquête préliminaire sur l'affaire de Sèvres qui, vendredi matin 14 septembre, n'avait pas d'incidence sur l'information judiciaire ouverte après la disparition du pasteur. En effet, les quatre policiers - trois du GER et un quatrième, l'inspecteur Bottarigau, également des RG, qui a aidé l'inspecteur Dufour à contacter Pierre D. - s'ils ont reconnu la « bavure » de Sèvres, qu'ils mettent sur le compte de l'« enlèvement », restent muets sur l'affaire Douc. Pour le soir de la disparition du pasteur, l'inspecteur Dufour et ses collègues ont fourni un alibi : ils affirment avoir été « en planque » sur des dealers, en banlieue parisienne, jusqu'à vingt-trois heures, heure de leur retour - vérifié - dans un café parisien où ils avaient leurs habitudes.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX ET EDWY PLENEL

Quatre Français enlevés par des troupes irakiennes à la résidence de l'ambassadeur au Koweït

Des troupes irakiennes sont entrées vendredi matin 14 septembre dans la résidence de l'ambassadeur de France à Koweït, et ont enlevé quatre ressortissants français, dont l'attaché militaire, qui ont été conduits vers une destination inconnue, a-t-on appris au ministère des Affaires étrangères à Paris.

Les trois autres Français emmenés sont trois personnes qui se cachaient depuis le début des événements à la résidence située dans un bâtiment distinct de la Chancellerie.

Le gouvernement français a exigé vendredi matin auprès de l'ambassadeur d'Irak à Paris, convoqué d'urgence au quai d'Orsay, la remise en liberté immédiate et la restitution aux autorités françaises des quatre personnes enlevées. « Il s'agit d'une violation très grave de la convention de Vienne », a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères. C'est

une nouvelle atteinte intolérable au droit international à l'intégrité des personnes ».

De son côté, M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, interrogé à ce sujet « à chaud » sur la Cinq, a déclaré qu'il s'agissait d'un « événement grave qui appelle de la part de la France une réponse ferme ».

De source diplomatique à Bruxelles on apprend d'autre part que des militaires irakiens étaient également entrés vendredi matin dans la résidence de l'ambassadeur du Canada au Koweït et avaient enlevé plusieurs personnes, qu'ils avaient libéré par la suite.

M. Bernard Fraguas est nommé directeur général adjoint d'Antenne 2. - M. Bernard Fraguas, secrétaire général d'Antenne 2, vient d'être nommé directeur général adjoint de la chaîne.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Messieurs les fermiers

DÉJÀ qu'ils étaient pas très rassurés quand ils transbahutaient leurs trébuchants charbons d'agnelets sur pied, direction abattoirs de Poitiers, du Mans ou d'ailleurs, là, après les débordements de nos agriculteurs à Nevers, ils ont carrement les boules, les routiers anglais. Remarquez, pas tous. Il y en a - The Independent raconte ça très drôlement - qui adorent jouer aux cow boys dans ce qu'ils appellent des « terres à brigands », bandits country, et à braver, ces sauvages, ces fous furieux de Franchies. Au risque d'être faits prisonniers et de se retrouver - encore un bon souvenir de la dernière guerre... du mouton - dans la très confortable prison d'un charmant petit hôtel où les avaient confinés les manifestants.

Si encore il n'y avait que nous à leur courir sur le haricot! Mais non. Les chicanes, les embuscades, les coups de main en ce qui les concerne, ça commence après Calais à aller et ça recommence après Douvres au retour. Chaque fois qu'on attaque ici, là-bas on contre-attaque. Qui ça, on? Ben, voyons, les membres du FLNA, le Front de libération des animaux et, croyez-moi, eux,

ils rigolent pas. Ils harcèlent la SPA, ils foutent le feu aux labos, ils plastiquent les boucheries, ils traquent tous les British coupables d'avoir participé par cupidité, ignorance ou lâcheté à ces atroces sacrifices d'animaux. Bref, ils ont le couteau à découper entre les dents. Leur rêve : bouffer de la viande d'humain. On a beau les mettre en tort, rien ne les arrête. Surtout pas un poids lourd allégé de son précieux chargement.

Fallez voir, hier soir à la télé, pas la nôtre, l'anglaise, la tête accablée des fermiers irlandais. C'est comme ça qu'on les appelle, des fermiers. On pense pas un seul instant à leur donner du m'sieur l'agriculteur. Oui, je sais, c'est d'un vulgaire! Eux, pas compliqué, entre les barrières en France, le blocus en Irak et les transhumances venues des pays de l'Est, ils sont en train de tout perdre : vaches, cochons. Ils vont droit à la ruine. Et il y a vint comme des moutons. La résignation? Pensez-vous, la trouille! Ils sont tout bêtes devant ces redoutables amis des bêtes qui parlent très sérieusement de débarquer sur le continent. Alors là, messieurs les fermiers, pardon, messieurs les éleveurs...

Avec un objectif de 500 000 voitures en dix ans L'Iran dégage 12 milliards de francs pour produire des 405 Peugeot

La banque d'Etat iranienne Tejarat (banque du commerce) a décidé de débiter 150 milliards de rials (11,5 milliards de francs) et 300 millions de francs en devises pour la production en Iran de voitures Peugeot par l'entreprise nationalisée locale Iran Khodro. Les fonds seront libérés cette année bien qu'aucune date plus précise n'ait été donnée.

Cette décision, attendue par la firme française, va permettre de mettre en œuvre la seconde partie du contrat conclu le 13 décembre 1988 entre Téhéran et Automobiles Peugeot. La firme de Sochaux avait à cette date entamé son retour en Iran, après y avoir fermé son usine de montage deux ans auparavant, la guerre avec l'Irak ayant empêché les livraisons de pièces détachées. Le contrat conclu alors avait deux volets.

Le premier concernait la fourniture, jusqu'en 1994 environ, de 60 000 ensembles mécaniques de Peugeot 504, destinés à la Paykan, une voiture produite par Iran Khodro depuis 1966. Il est suivi d'effet et cette année, par exemple, les Iraniens ont passé commande pour 22 500 ensembles.

Le second concernait le montage progressif de 405 en Iran avec un volume qui devait atteindre 500 000 dans les dix ans. La firme iranienne espère arriver vers l'an 2000 à un rythme annuel de 100 000 voitures, s'approchant de sa production annuelle de 150 000 d'avant la révolution islamique. Ce deuxième volet a été long à démarrer, le gouvernement ne dégageant pas assez de fonds pour l'achat des machines indispensables. Parallèle-

ment, 1 700 Peugeot 405 en pièces détachées ont été commandées par Iran Khodro. Elles sont actuellement sous douanes, confirmant le déblocage du contrat.

M. Pierre Bérégovoy invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'économie et des finances, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 16 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30.

Il répondra aux questions d'André Passeron et d'Erik Izraëlewicz, du Monde, et de Dominique Pennequin et Jean-Yves Hollinger, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité!

ET GAGNEZ

- Impact sur un public
- Qualité des contacts
- Influence en réunions
- Maîtrise en entretiens
- Forces de conviction
- Rayonnement de votre personnalité

CONFERENCES D'INFORMATION

de 15 h 30 à 17 h 15
et de 19 h 30 à 20 h 45
PARIS : 90 Champs Elysées
18, 19, 20 et 21 Septembre :
de 18 h précises à 20 h 45 :
VERSAILLES :
Lundi 24 Septembre
Trienon Palace, 1 Bd de la Reine
ST-GERMAIN :
Mardi 25 Septembre :
Parillon Henri IV, 21 Rue Thiers

ENTRAINEMENT DALE CARNEGIE

Leader mondial de la formation
Présenté en France par la Sté Wayne
2, Rue de Marly - 75001 Le Châtelier
Tél 1-39 34 61 06 - Fax 1-39 34 61 25

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Sécurité : « Pour une défense franco-allemande », par Joseph Rovan; Développement : « Grandeur et misère des ONG », par Dominique Desplats; Anniversaire : « Les leçons d'André Philip », par Georges Vedel..... 2

La crise du Golfe 3 et 4

M. Mitterrand en Tchécoslovaquie

La chef de l'Etat propose de réunir à Prague des essais pour la confédération européenne..... 6

L'URSS et l'Occident

La signature d'un traité avec Bonn. La RFA, les Etats-Unis et la France confirment leur volonté d'aider M. Gorbatchev..... 6

Les états généraux de l'opposition

L'Union pour la France est à la recherche de son équilibre..... 9

Parlement européen

Les dîners sélectifs de M. Giscard d'Estaing..... 10

Journal d'un amateur

« Modèle », par Philippe Bouchier..... 10

SECTION B

Aux assises de Paris

Les frustrations d'un Albanais. 11

La crise

des Girondins de Bordeaux
M. Claude Beze tente de recruter l'entraîneur et le directeur de l'OM..... 12

Gens d'ailleurs à Venise

Dans An Angel at My Table, Jane Campion pénètre dans la vie d'un enfant. Dans l'Hired a Contract Killer, Aki Kaurismäki se rit du polar..... 13

SANS VISA

• Iona, dernier repos des rois d'Ecosse • La table..... 15 à 17

SECTION C

Les trente ans de l'OEPE

L'Organisation a démontré sa maturité..... 21

La Bundesbank

à l'heure de la réunification
Le cinquième article de notre série sur « Les banques centrales dans la construction européenne »..... 22

Services

Abonnements..... 7
Annonces classées..... 23
Carnet..... 19
Jeux..... 16
Loto et Loto sportif..... 24
Marchés financiers..... 20-27
Météorologie..... 19
Philatélie..... 12
Radio-Télévision..... 20
Spectacles..... 18

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 14 septembre 1990
a été tiré à 539 934 exemplaires.

Société des rédacteurs du « Monde »

Les associés de la Société des rédacteurs du Monde, société civile à capital variable en conformité avec l'article 14 des statuts, sont convoqués le samedi 29 septembre, à 14 heures, pour une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement. Cette assemblée se tiendra dans les locaux du palais du Luxembourg (salle Clemenceau), 15 ter, rue de Vaugirard. Ordre du jour : 1. Mouvements d'associés. 2. Désignation du candidat qui sera proposé par la Société des rédacteurs du Monde, dans le cadre de la succession de l'actuel gérant de la SARL Le Monde.

QUAND ON EST
UNIQUE
ON A DES DEVOIRS
A L'EGARD DE
LA MODE, DE LA
DECORATION... ET
DE SES CLIENTES!
C'est de vous offrir les plus
beaux tissus du monde : nous les
avons (et nous en sommes fiers).
L'acharnement d'obtenir un
rapport qualité/prix exceptionnel :
nous y réussissons.
La passion de la qualité et de
la création : nous les adorons...
(depuis 30 F le mètre)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

سكرا من الزملا